

**INCIDENCES ÉCONOMIQUES DE L'ESCADRE 5 DE GOOSE BAY  
SUR LE LABRADOR ET LA PROVINCE DE TERRE-NEUVE ET LABRADOR  
SELON TROIS SCÉNARIOS**

Préparé pour

**l'Institut pour la surveillance  
et la recherche environnementales**

Préparé par

**AMEC Earth & Environmental  
et  
Gardner Pinfold Consulting Economists Limited**

**TF18804**

**Septembre 2004**

## Sommaire

Une base aérienne militaire canadienne existe à la confluence de la rivière Churchill et du lac Melville au centre du Labrador depuis 1941. Connue sous le nom de Base militaire de Goose Bay (officiellement Escadre 5 de Goose Bay), la raison d'être de la Base a évolué, afin de répondre aux besoins des forces aériennes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Au départ, la Base servait de soutien au Ferry Command des alliés entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Après la Seconde Guerre mondiale, son emplacement éloigné constitua un argument de poids pour les États-Unis qui s'y établirent pour élaborer leur défense aérienne durant la guerre froide. Plus récemment, des pays membres de l'OTAN y ont entrepris des vols d'entraînement militaires à basse altitude. Vu la fin de la guerre froide au début des années 1990, les États-Unis ont quitté la Base. Les unités alliées européennes ont continué les vols d'entraînement militaires à basse altitude, mais récemment, les besoins de formation ont changé (par exemple, on est passé de vols à basse altitude aux vols à moyenne altitude et d'activités diurnes à des activités nocturnes). À cela s'ajoute l'expiration en 2006 d'un protocole d'entente (PE) de dix ans avec quatre unités alliées (néerlandaise, britannique, allemande et italienne) et la hausse des coûts des vols d'entraînement. Ces deux éléments ont poussé plusieurs unités alliées à modifier leurs programmes à l'Escadre 5 de Goose Bay. En conséquence, cela a engendré les répercussions suivantes :

- en 2002, la force aérienne britannique réduit son personnel permutant (le nombre de familles passe de 123 à 27);
- au début 2003, la force aérienne néerlandaise signifie à l'administration militaire canadienne qu'elle n'a pas l'intention de participer à la saison d'entraînement de 2003 et qu'au premier mars 2004 elle cessera toutes ses opérations à l'Escadre 5 de Goose Bay;
- en 2003, la force aérienne allemande, responsable d'environ la moitié de l'activité économique de la Base, confirme que son personnel quittera Goose Bay lorsque la saison de vol de 2005 sera terminée; et
- les forces aériennes allemande et italienne annoncent une réduction, en 2004 et en 2005, des vols d'entraînement militaire.

Évidemment, une telle baisse des vols d'entraînement militaires à basse altitude préoccupe autant le personnel de la Base que les ordres de gouvernement et les résidents de la région de Upper Lake Melville. L'avenir même de la Base est remis en question. C'est la raison pour laquelle l'Institut pour la surveillance et la recherche environnementales (ISRE) a effectué trois études portant sur les incidences économiques du programme d'entraînement militaire aérien au Labrador et dans le nord-est du Québec (2004, 2002, 2000) et a décidé, dans le cadre de sa dernière étude, d'examiner divers scénarios quant à l'avenir de la Base ainsi que l'incidence économique de ces divers scénarios sur la région de Upper Lake Melville. Les trois scénarios sont les suivants :

- **Scénario 1** – le départ individuel de chaque unité alliée;
- **Scénario 2** – la cessation des activités d'entraînement militaire, le départ de toutes les unités alliées et la désaffectation de la Base; et
- **Scénario 3** – la cessation des activités d'entraînement militaire, le départ de toutes les unités et la Base est entretenue au niveau minimal (mise en réserve).

L'évaluation de chaque scénario comprend les facteurs suivants:

- les données statistiques sur les pertes d'emplois;
- les incidences économiques sur la région de Upper Lake Melville; et
- les coûts du désaffectation et de la mise en réserve selon les scénarios respectifs indiqués ci-dessus.

Cette étude examine les incidences *potentielles* de scénarios *possibles* sur différents secteurs économiques de la région de Upper Lake Melville : il importe donc que les résultats et les commentaires qui en découlent soient compris dans cette optique (il s'agit, par exemple, de la meilleure hypothèse en ce moment). De plus, il faut souligner qu'il s'agit de scénarios *possibles*, et, dans le cas des scénarios 2 et 3, pires scénarios possibles, il se peut *qu'aucun* de ces scénarios ne se produise. L'objectif premier de cette étude est de permettre à la population de comprendre l'ordre de grandeur de chaque scénario en plus de comprendre les effets d'entraînement économique de l'un ou l'autre de ces scénarios sur la région de Upper Lake Melville. Autrement dit, il faut considérer cette étude comme étant un outil de planification et non pas une affirmation de ce qui arrivera.

Ce rapport contient les mesures d'activités économiques qui correspondent à l'exploitation de l'Escadre 5 de Goose Bay exprimées en incidences économiques. Les incidences économiques au niveau infraprovincial (Labrador) ont été estimées en fonction d'une version privatisée du modèle entrées-sorties (E-S) de Statistique Canada. Le passage des incidences a été fait sur mesure en fonction de la zone d'étude. La majorité des paramètres utilisés ont été créés à partir d'une enquête sur l'économie locale faite dans le cadre du premier Énoncé des incidences environnementales (EIE). Cet énoncé, qui remonte au milieu des années 1980, traitait des installations proposées pour l'OTAN. Les incidences de passage ont ensuite été mises à jour et élargies pour être utilisées dans le Rapport technique 14 de 1993 de l'EIE, et mises à jour de nouveau pour les études des années 2000, 2002 et 2004.

De l'information qualitative relative aux incidences économiques liées aux trois scénarios a été obtenue des études précédentes sur les incidences économiques du programme d'entraînement militaire aérien au Labrador et dans le nord-est du Québec et aussi à partir d'entrevues avec plus d'une cinquantaine de personnes, dont la majorité vivent et travaillent dans la région de Upper Lake Melville. Ces gens étaient des représentants soit des agences gouvernementales, du secteur industriel, du monde des affaires ou des agences communautaires.

Cette information a ensuite été intégrée aux connaissances préalables des consultants au sujet des incidences générales qui influent sur les incidences économiques des secteurs lorsqu'un quelconque projet d'envergure est désaffecté ou que les activités liées à ce projet sont réduites de façon dramatique. Étant donné que la partie qualitative de cette étude est fondée sur des opinions quant à l'avenir, nous la considérons comme étant une base de discussion plutôt qu'une étude valable du point de vue scientifique.

## SCÉNARIO 1

*Départ individuel de chaque unité alliée, dans l'hypothèse qu'un entretien minimal des hangars avions et des autres aménagements matériels des unités alliées soit assuré.*

Ce rapport examine le départ individuel de chaque unité alliée puisqu'il est impossible de savoir si toutes les unités partiront en même temps. Un modèle entrées-sorties touchant le départ individuel de chaque unité a été utilisé afin de déterminer les incidences économiques de chaque départ individuel.

Les incidences estimées liées au départ individuel de chaque unité alliée sont exprimées en incidences sur l'emploi et sur le PIB. Ces incidences évaluent la diminution du produit intérieur brut (PIB) et de l'emploi (en années-personnes, ou AP) dans l'économie du Labrador et de Terre-Neuve et Labrador. Elles sont calculées à partir de la diminution des dépenses directes dans l'économie locale en raison du départ individuel de chacune des unités alliées. Les diminutions estimées dans les dépenses directes ont ensuite été incluses dans le modèle E-S et ont servi à produire les incidences indirectes et induites quant au départ individuel de chacune des unités alliées.

### **Force aérienne britannique (RAF)**

#### PIB

Le départ de la RAF entraînerait une réduction de 3,5 millions de dollars par année du PIB direct au Labrador ainsi que dans l'ensemble de la province (en dollars de 2002). Il y aurait également une perte annuelle indirecte additionnelle de 8,8 millions de dollars du PIB au Labrador (12,6 millions de dollars dans l'ensemble de la province). Fondé sur la perte du PIB direct, il y aurait, au total, en pertes annuelles directes, indirectes et induites, une diminution d'environ 14,0 millions de dollars du PIB au Labrador et de 19,7 millions de dollars dans l'ensemble de la province en raison du départ de la RAF.

#### Emplois

En ce qui concerne l'emploi, le départ de la RAF entraînerait en pertes directes environ 208 AP d'emploi par année au Labrador et dans l'ensemble de la province. Il y aurait aussi une perte annuelle indirecte additionnelle de 215 AP au Labrador et de 265 AP dans l'ensemble de la province. Fondé sur la diminution d'emploi direct, il y aurait une perte annuelle totale d'environ 451 AP d'emploi direct, indirect et induit au Labrador et de 531 AP d'emploi dans l'ensemble de la province si la RAF partait.

### **Force aérienne allemande (GAF)**

#### PIB

Le départ de la GAF entraînerait une réduction de 6,3 millions de dollars par année du PIB direct au Labrador ainsi que dans l'ensemble de la province (en dollars de 2002). Il y aurait également une perte annuelle indirecte additionnelle de 10,6 millions de dollars du PIB au Labrador (15,1 millions de dollars dans l'ensemble de la province). Fondé sur la perte du PIB direct, il y aurait, au total, en pertes annuelles directes, indirectes et induites, une diminution d'environ 19,5 millions de dollars du PIB au Labrador et de 26,5 millions de dollars dans l'ensemble de la province en raison du départ de la GAF.

#### Emplois

En ce qui concerne l'emploi, le départ de la GAF entraînerait en pertes directes environ 281 AP d'emploi par année au Labrador et dans l'ensemble de la province. Il y aurait aussi une perte

annuelle indirecte additionnelle de 273 AP d'emploi au Labrador et de 332 AP pour la province dans son ensemble. Fondé sur la diminution d'emploi direct, il y aurait une perte annuelle totale d'environ 598 AP d'emploi direct, indirect et induit au Labrador et de 694 AP d'emploi dans l'ensemble de la province si la GAF partait.

### **Force aérienne des Pays-Bas (RNLAF)**

#### PIB

Le départ de la RNLAF en 2003 entraînera une diminution de 2,5 millions de dollars par année du PIB direct au Labrador ainsi que dans l'ensemble de la province (en dollars de 2002). Il y aura une perte annuelle indirecte additionnelle de 4,4 millions de dollars du PIB au Labrador (6,2 millions de dollars dans l'ensemble de la province). Fondé sur la perte du PIB direct, il y aura, au total, en pertes annuelles directes, indirectes et induites, une réduction d'environ 7,8 millions de dollars du PIB au Labrador et de 10,7 millions de dollars dans l'ensemble de la province en raison du départ de la RNLAF.

#### Emplois

En ce qui concerne l'emploi, le départ de la RNLAF entraînera en pertes directes environ 111 AP d'emploi par année au Labrador et dans l'ensemble de la province. Il y aura aussi une perte annuelle additionnelle de 108 AP d'emploi indirect au Labrador et de 133 AP dans l'ensemble de la province. Fondé sur la diminution d'emploi direct, il y aura aussi une perte annuelle totale d'environ 235 AP d'emploi direct, indirect et induit au Labrador et de 276 AP d'emploi dans l'ensemble de la province en raison du départ de la RNLAF.

### **Force aérienne italienne (ITAF)**

#### PIB

Le départ de la ITAF entraînerait une réduction de 2,3 millions de dollars par année du PIB direct au Labrador ainsi que dans l'ensemble de la province (en dollars de 2002). Il y aurait une perte annuelle indirecte additionnelle de 5,0 millions de dollars du PIB au Labrador (7,1 millions de dollars dans l'ensemble de la province). Fondé sur la perte directe en PIB, il y aurait, au total, en pertes annuelles directes, indirectes et induites, une diminution d'environ 8,3 millions de dollars du PIB au Labrador et de 11,6 millions de dollars dans l'ensemble de la province en raison du départ de la ITAF.

#### Emplois

En ce qui concerne l'emploi, le départ de la ITAF entraînerait en pertes directes environ 129 AP d'emploi par année au Labrador et dans l'ensemble de la province. Il y aurait aussi une perte annuelle indirecte additionnelle de 119 AP au Labrador et de 147 AP dans l'ensemble de la province. Fondé sur la diminution d'emploi direct, il y aurait une perte annuelle totale d'environ 265 AP d'emploi direct, indirect et induit au Labrador et de 312 AP d'emploi dans l'ensemble de la province si la ITAF partait.

Le tableau ES-1 donne un résumé des incidences directes, indirectes et induites en matière d'emploi et du PIB à la suite du départ individuel de chaque unité alliée.

<b>Tableau ES-1</b>				
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 1 :</b>				
<b>Départ individuel de chaque unité alliée</b>				
<b>Unité alliée</b>	<b>Total Emploi (Labrador) (AP)</b>	<b>Total PIB (Labrador) (\$)</b>	<b>Total Emploi (T.-N.-L.) (AP)</b>	<b>Total PIB (T.-N.-L.) (\$)</b>
RAF	451	14,0	531	20,0
GAF	598	19,5	694	26,5
RNLAF	235	7,8	276	10,7
ITAF	265	8,3	312	11,6

Notes :

Total = directes, indirectes et induites

Tous les montants sont en millions de 2002

## SCÉNARIO 2

*Le programme d'entraînement est suspendu et toutes les unités alliées quittent Goose Bay. Il n'y a aucun entretien des aménagements matériels et la Base est désaffectée. Dans ce scénario, on ne tient pas compte d'un entretien minimal des immeubles ou des installations de la Base.*

Afin d'être en mesure de produire les estimations suivantes, des données financières fondées sur les dépenses directes ont été insérées dans le modèle ES et ont servi à déterminer les incidences indirectes et induites. Le résumé des incidences estimées liées à l'ensemble des départs des unités alliées est présenté dans le tableau ES-2.

<b>Tableau ES-2</b>					
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 2 :</b>					
<b>Départ des unités alliées, avec fermeture de la Base</b>					
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes</b>	<b>Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	729 AP	715 AP	106 AP	1 550 AP
	Produit intérieur brut	14,7 \$	28,7 \$	6,2 \$	49,6 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	729 AP	878 AP	207 AP	1 813 AP
	Produit intérieur brut	14,7 \$	41,0 \$	12,9 \$	68,5 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

Les incidences économiques des dépenses liées à la dépollution environnementale ont également été analysées dans l'éventualité où toutes les unités alliées quitteraient la région et qu'une décision serait prise de fermer l'Escadre 5 de Goose Bay. Le résumé de ces incidences est présenté dans le tableau ES-3.

**Tableau ES-3**  
**Résumé des incidences économiques du scénario 2 : Dépollution environnementale**  
**(2005 à 2015)**

Région	Incidences	Directes + Indirectes	Induites	Total
Labrador	Emploi	1 245 AP	133 AP	1 550 AP
	Produit intérieur brut	57,3 \$	8,0 \$	49,6 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	1 739 AP	283 AP	1 813 AP
	Produit intérieur brut	78,3 \$	18,0 \$	68,5 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

Il en résulte de cette analyse, qui a été incorporée au scénario 2, qu'un total de 240 millions de dollars en dépenses directes pendant une période de dix ans, soit de 2005 à 2015, a été utilisé pour estimer les incidences économiques de la dépollution environnementale des emplacements de la Base, nettoyage de l'emplacement du polygone de tir à blanc (PTA), ainsi que les coûts additionnels des questions environnementales tels que la destruction d'immeubles et de réservoirs à carburant. Ces dépenses de 240 millions de dollars entraîneraient des gains engrangés de 57,3 millions de dollars en PIB direct et indirect au Labrador sur la période de dix ans, soit de 2005 à 2015, et de 78,3 millions de dollars dans la province dans son ensemble. Les dépenses liées à la dépollution environnementale auraient également des répercussions sur l'emploi : 1 245 AP d'emploi au Labrador et 1 739 AP dans l'ensemble de la province (ces données sont réparties sur 10 ans). Ces incidences, qui représentent des répercussions à court terme liées aux dépenses de la dépollution environnementale, compensent partiellement les incidences annuelles précédentes liées à la fermeture de la Base.

Afin d'être en mesure de bien comparer les incidences économiques et la compensation des incidences à court terme de la fermeture de la Base, les incidences annuelles associées à la fermeture peuvent être extrapolées sur une période de vingt ans et comparées avec la compensation des incidences à court terme liées à la dépollution environnementale, en admettant que la dépollution prenne dix ans.

### SCÉNARIO 3

*Les activités d'entraînement militaire cessent et toutes les unités alliées quittent Goose Bay. On assure un entretien minimal des aménagements matériels (mise en réserve).*

Les incidences estimées liées à la cessation des activités d'entraînement militaire, au départ des unités alliées et à l'entretien minimal des aménagements matériels sont présentées ci-dessous.

Le tableau ES-4 illustre les incidences économiques liées au niveau annuel des dépenses directes si la Base est mise en réserve. Ces dépenses sont basées sur des estimés du niveau de fonctionnement requis pour maintenir le fonctionnement de la Base à un niveau minimal. Ces données ont été fournies par le ministère de la Défense nationale (MDN).

<b>Tableau ES-4</b>					
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 3 :</b>					
<b>Départ des unités alliées, la Base est entretenue au niveau minimal</b>					
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes</b>	<b>Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	23 AP	65 AP	7 AP	95 AP
	Produit intérieur brut	0,5 \$	2,9 \$	0,4 \$	3,8 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	23 AP	78 AP	15 AP	116 AP
	Produit intérieur brut	0,5 \$	3,7 \$	0,9 \$	5,2 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

Le tableau ES-5 démontre la perte nette qui résulterait dans l'économie si la Base était mise en réserve, comparativement à la situation actuelle.

<b>Tableau ES-5</b>					
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 3 :</b>					
<b>Départ des unités alliées, la Base est entretenue au niveau minimal</b>					
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes</b>	<b>Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	706 AP	647 AP	99 AP	1 455 AP
	Produit intérieur brut	14,1 \$	25,9 \$	5,8 \$	45,8 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	706 AP	801 AP	192 AP	1 698 AP
	Produit intérieur brut	14,1 \$	37,3 \$	12,0 \$	63,3 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

Dans ce scénario, un total de 215 millions de dollars en dépenses directes a été utilisé pour estimer les incidences économiques de la dépollution environnementale des emplacements de la Base et du nettoyage de l'emplacement du polygone de tir à blanc (PTA). (Sur une période de dix ans, il en coûterait 200 millions de dollars pour nettoyer la Base et 15 millions de plus pour nettoyer l'emplacement du PTA). Tel que démontré dans le tableau ES-6, étant donné l'estimé de 215 millions de dollars en dépenses, 51,3 millions de dollars en PIB direct et indirect seraient générés (au total) durant les dix prochaines années au Labrador et 70,2 millions de dollars de plus pour la province dans son ensemble. À cela correspondent des répercussions sur l'emploi liées à la dépollution environnementale de 1 115 AP d'emploi au Labrador et de 1 557 AP d'emploi dans l'ensemble de la province (sur les dix prochaines années). Ces incidences, qui représentent des répercussions à court terme liées aux dépenses de la dépollution environnementale, compensent partiellement les incidences annuelles précédentes liées à la fermeture de la Base (celle-ci opérant au niveau minimal).

**Tableau ES-6**  
**Résumé des incidences économiques du scénario 2 : Dépollution environnementale**  
**(2005 à 2015)**

Région	Incidences	Directes + Indirectes	Induites	Total
Labrador	Emploi	1 115 AP	119 AP	1 234 AP
	Produit intérieur brut	51,3 \$	7,2 \$	58,5 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	1 557 AP	254 AP	1 811 AP
	Produit intérieur brut	70,2 \$	16,1 \$	86,3 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

Afin d'être en mesure de bien comparer les incidences économiques et la compensation des incidences à court terme de la fermeture de la Base, les incidences annuelles associées à la fermeture peuvent être extrapolées sur une période de vingt ans et comparées avec la compensation des incidences à court terme liées à la dépollution environnementale, en admettant que la dépollution prenne dix ans.

### INCIDENCES QUALITATIVES

Même si les chiffres fournis sont éloquentes quant aux incidences économiques qu'aurait n'importe lequel de ces scénarios sur le Labrador et la province de Terre-Neuve et Labrador, le portrait précis de la véritable ampleur des incidences ne peut être brossé sans examiner soigneusement ce qui se cache derrière ces chiffres. Plus de 50 personnes de tous les secteurs économiques ont été interviewées afin que les auteurs de cette étude puissent comprendre les effets d'entraînement de n'importe lequel de ces scénarios sur la zone d'étude. Bien que la plupart des secteurs en sentiraient les effets, le secteur des petits fabricants, le secteur de la construction (plus important) et la plupart des sous-secteurs du secteur de service, en particulier le commerce général, subiraient les plus le contrecoup de n'importe lequel de ces trois scénarios.

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
<b>1.0 INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
1.1 Historique .....	1
1.2 Justification et objectifs de l'étude .....	2
1.3 Méthodologie .....	3
1.3.1 Contexte .....	3
1.3.2 Approche .....	4
1.3.3 Limites du rapport .....	5
1.4 Structure du rapport.....	5
<b>2.0 INCIDENCES ÉCONOMIQUES – QUANTITATIVES .....</b>	<b>6</b>
2.1 Scénario 1 .....	6
2.1.1 Hypothèses.....	6
2.1.2 Données sur les dépenses.....	6
2.1.3 Incidences économiques – chaque unité alliée .....	8
2.2 Scénario 2 .....	11
2.2.1 Hypothèses.....	11
2.2.2 Données sur les dépenses.....	12
2.2.3 Incidences économiques.....	13
2.2.4 Incidences économiques des coûts de dépollution.....	13
2.3 Scénario 3 .....	16
2.3.1 Hypothèses.....	16
2.3.2 Données sur les dépenses.....	16
2.3.3 Incidences économiques.....	18
2.3.4 Incidences économiques des coûts de dépollution.....	19
<b>3.0 INCIDENCES ÉCONOMIQUES – QUALITATIVES .....</b>	<b>20</b>
3.1 Industries primaires .....	20
3.1.1 Agriculture.....	20
3.1.2 Exploitation forestière.....	21
3.1.3 Pêches.....	21
3.1.4 Chasse et trappage.....	22
3.1.5 Hydroélectricité .....	23
3.1.6 Exploitation minière.....	24
3.2 Industries secondaires.....	24
3.2.1 Industries manufacturières (artisanat, pierre de taille, autre).....	24
3.2.2 Construction.....	26
3.3 Industries de service.....	30
3.3.1 Transport, communication et autres services .....	30
3.3.2 Commerce général .....	33
3.3.3 Défense .....	37
3.3.4 Finances, assurances et immobilier .....	39
3.3.5 Administration publique.....	40
3.3.6 Aide à l'entreprise .....	44
3.3.7 Infrastructures et services .....	45
3.3.8 Services médicaux et installations de santé .....	46

3.3.9 Services et installations éducationnels .....	47
3.3.10 Services et installations touristiques et récréatives .....	48
<b>4.0 CONCLUSIONS .....</b>	<b>50</b>

#### LISTE DES ANNEXES

Annexe A	Requêtes de données
Annexe B	Modèle entrées-sorties
Annexe C	Incidences économiques par secteur
Annexe D	Affectations directes
Annexe E	Liste des personnes-ressources

## 1.0 INTRODUCTION

### 1.1 *Historique*

Une base aérienne militaire canadienne existe à la confluence de la rivière Churchill et du lac Melville au centre du Labrador depuis 1941. Connue sous le nom de Base militaire de Goose Bay (officiellement Escadre 5 de Goose Bay), la raison d'être de la Base a évolué afin de répondre aux besoins des forces aériennes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La Base a été construite et a été d'abord utilisée comme base aérienne pour le Ferry Command des alliés entre l'Europe et les États-Unis. Bon nombre de Labradoriens et de Labradoriennes ont aidé à bâtir la Base et y ont travaillé. Durant les années 1950, la Base devient une base de soutien logistique pour le Commandement aérien stratégique. La population de la région augmenta de façon spectaculaire : on comptait alors plus de 12 000 personnel militaire et leurs familles. Durant les années 1960, la Base a servi de site d'entraînement pour les vols à basse altitude notamment pour la force aérienne du Royaume-Uni (RAF). Cependant, la présence canadienne et américaine était toujours forte.

Le développement des années 1980 fait en sorte que les avantages qu'offrait l'emplacement de Goose Bay ne sont plus les mêmes. Alors qu'auparavant, on misait sur son emplacement à mi-chemin entre l'Europe et l'Amérique du Nord, désormais le site est apprécié en raison de son éloignement des endroits très peuplés. L'entraînement de vols à basse altitude prend de l'ampleur avec l'arrivée en 1981 de la force aérienne de l'Allemagne (GAF) suivie de la force aérienne des Pays-Bas en 1985. En 1986, un protocole d'entente (PE) de dix ans, signé entre les unités alliées et le gouvernement canadien, permet aux unités alliées de tenir garnison d'aéronefs et de personnel à Goose Bay. Peu de temps après, le gouvernement canadien décide d'utiliser Goose Bay en tant que Centre de chasse de l'OTAN. Des travaux d'amélioration importants en résultent. Cependant, la fin abrupte de la guerre froide en 1990 sonne le glas du projet de l'OTAN. Après 50 ans de présence, la force aérienne américaine quitte la Base en 1991. En 1994, une réduction des frais d'exploitation de l'ordre de 25 % est imposée puisque les Américains n'assument plus une part des coûts permanents.

Depuis dix ans, la Base opère dans une perspective de « réductions des coûts ». Cela commence en 1995 lorsque le ministère de la Défense nationale (MDN) introduit la diversification des modes de prestation de services (DMPS) pour ensuite introduire le principe de l'approvisionnement extérieur de la plupart des opérations non militaires de la Base. À la suite d'un processus d'appels d'offre, la société privée Serco obtient le contrat. Cependant, au moment où les gens de la région commençaient à se faire à l'idée des dernières mesures de réductions de coûts, un autre coup dur arriva.

Malgré toutes les mesures de réductions de coûts, la Base sert de centre d'entraînement militaire pour les vols à basse altitude pour certaines forces alliées (par exemple, les Britanniques, les Néerlandais, les Allemands, et plus tard, les Italiens). En 1996, un deuxième PE de dix ans est signé avec ces forces membres (la Force aérienne italienne (ITAF), qui est seulement arrivée à la Base en 2000, a signé le PE plus tard).

En 2002, la portée des activités militaires aériennes n'est plus tout à fait la même; par exemple, on passe de vols à basse altitude aux vols à moyenne altitude et d'activités diurnes aux activités nocturnes. Ces changements, ainsi que la fin du PE en 2006 et l'augmentation des

coûts de l'entraînement, poussent plusieurs unités alliées à évaluer leurs programmes à l'Escadre 5 de Goose Bay. Cela engendre les répercussions suivantes :

- en 2002, la RAF fait passer son personnel permutant avec familles de 123 à 27;
- au début 2003, la force aérienne des Pays-Bas (RNLAf) avise les Forces canadiennes que son personnel ne sera pas présent lors de la saison d'entraînement 2003 et que la force se retirera de façon permanente de l'Escadre 5 de Goose Bay à partir du premier mars 2004;
- en 2003, la GAF, responsable d'environ la moitié des activités sur la Base, confirme que son personnel quittera Goose Bay dès la fin de la session d'entraînement 2005; et
- les forces aériennes allemandes et italiennes annoncent qu'elles réduiront leurs horaires de vols durant les sessions d'entraînement 2004 et 2005.

Ces changements font en sorte que les frais généraux fixes des opérations de l'OTAN à Goose Bay sont désormais répartis entre les Forces canadiennes qui demeurent et les autres unités alliées.

Plusieurs facteurs rendent l'avenir de la Base telle qu'on la connaît aujourd'hui incertaine : le caractère changeant de l'entraînement des vols militaires tactiques; les coûts élevés de fonctionnement d'un programme d'entraînement qui répond aux besoins d'un nombre beaucoup moins important d'unités alliées et la détérioration d'une infrastructure très importante. Le colonel Glynne Hines, commandant de l'Escadre 5, a été très clair à ce sujet lors de son allocution annuelle le 6 janvier 2004 devant la Chambre de commerce du Labrador nord.

De nos jours, la conjoncture économique oblige les gouvernements de veiller à ce que les opérations militaires soient efficaces par rapport à leur coût et qu'elles répondent aux besoins. Afin de garantir la survie de la Base malgré d'autres répercussions économiques négatives éventuelles, il faut trouver de nouvelles façons de rendre les installations plus efficaces sur le plan des coûts et de s'assurer qu'elles répondent aux besoins des forces armées étrangères; de plus, la Base doit se doter d'un plan de promotion dynamique à cette fin. Comme le protocole d'entente (PE) en vigueur prend fin en 2006, le gouvernement du Canada a entamé des discussions avec les représentants de ministères de la défense d'autres pays en vue de conclure une nouvelle entente relative à l'instruction.

## **1.2 Justification et objectifs de l'étude**

L'avenir de la Base inquiète bon nombre de personnes, dont le personnel de la Base, les ordres de gouvernement ainsi que les résidents de la région de Upper Lake Melville (y compris Happy Valley-Goose Bay, Mud Lake, North West River et Sheshatshiu). Plusieurs groupes, dont la Coalition des citoyens de Happy Valley-Goose Bay, ont été formés afin de répondre de façon proactive aux préoccupations. Pendant ce temps, les gens ont hâte de savoir quelles seront les incidences de certains changements possibles à la Base et comment ces incidences les toucheront. C'est la raison pour laquelle l'Institut pour la surveillance et la recherche environnementales (ISRE), qui a préparé trois rapports sur les Incidences économiques du programme d'entraînement militaire aérien au Labrador et dans le nord-est du Québec (2004, 2002, 2000), a décidé, dans le cadre de la dernière étude, d'examiner différents scénarios

touchant l'avenir de la Base ainsi que les incidences économiques de ces divers scénarios sur la région de Upper Lake Melville.

Loin de nous de suggérer que ces scénarios pourraient survenir (sauf pour le départ définitif de la RNLA et du départ prévu des Allemands en 2006), mais afin d'être capable de mesurer les incidences économiques possibles, plusieurs scénarios ont dû être établis et étudiés indépendamment l'un de l'autre afin de préciser des dénouements logiques. (Par exemple, il aurait été extrêmement difficile, étant donné l'importance des activités à la Base, d'harmoniser les scénarios et les données économiques.) Ainsi, trois scénarios prononcés ont été établis : une approche conservatrice où les unités alliées quittent chacune leur tour, une approche agressive qui implique la fermeture complète de la Base et une approche mitoyenne où la Base est désaffectée.

Nommément, les trois scénarios sont les suivants :

1. **Scénario 1** : *Départ individuel de chaque unité alliée, dans l'hypothèse qu'un entretien minimal des hangars avions et des autres aménagements matériels soit assuré.* Le départ de chaque unité alliée est examiné de façon individuelle dans ce rapport (puisque'il n'est pas possible de savoir si toutes les unités partiront en même temps). Un modèle entrées-sorties (E-S) séparé touchant le départ individuel de chaque unité a été utilisé afin de déterminer les incidences économiques des départs individuels.
2. **Scénario 2** : *Le programme de formation est suspendu et toutes les unités alliées quittent Goose Bay. Il n'y a aucun maintien des installations physiques et la Base est désaffectée.* Dans ce scénario, il n'y aurait aucun entretien minimal des immeubles ou des installations de la Base.
3. **Scénario 3** : *Toutes les activités d'entraînement militaire cessent et, toutes les unités alliées quittent Goose Bay.* On assure cependant un entretien minimal des aménagements matériels. Le genre de frais ainsi que leur ampleur ont été établi à la suite de discussions avec des représentants de la Base.

Chaque scénario a été analysé grâce à l'information suivante :

- des données statistiques sur les pertes d'emplois;
- les incidences économiques sur la région de Upper Lake Melville; et
- les coûts de la désaffectation et de la mise en réserve selon les scénarios respectifs indiqués plus haut.

### 1.3 Méthodologie

#### 1.3.1 Contexte

Cette étude examine les incidences *potentielles* de scénarios *possibles* sur différents secteurs économiques de la région de Upper Lake Melville : il importe donc que ses résultats et les commentaires qui en découlent soient compris dans cette optique (il s'agit, par exemple, de la meilleure conjecture en ce moment). De plus, il faut souligner qu'il s'agit de scénarios *possibles*, et que dans les cas des scénarios 2 et 3, pires scénarios possibles, il se peut *qu'aucun* de ces scénarios ne se produise. L'objectif premier de cette étude est de permettre à la population de

comprendre l'ordre possible de grandeur de chaque scénario en plus de comprendre les incidences d'entraînement économiques liées à l'un ou à l'autre de ces scénarios sur la région de Upper Lake Melville. Autrement dit, cette étude doit être vue comme étant un outil de planification et non pas un constat de ce qui arrivera.

### **1.3.2 Approche**

Ce rapport décrit les incidences économiques des scénarios susmentionnés sur l'emploi et le produit intérieur brut (PIB) ainsi que sur d'autres secteurs majeurs d'indicateurs économiques de la région de Upper Lake Melville (par exemple, les secteurs primaires et secondaires ainsi que le secteur des services), du Labrador et de la Province dans son ensemble utilisant à la fois des informations quantitatives et qualitatives.

#### **1.3.2.1 Quantitative**

Ce rapport contient les mesures d'activité économique liées au fonctionnement de la BFC Goose Bay, ces mesures étant exprimées en incidences économiques. Les incidences économiques au niveau infraprovincial (Labrador) sont des estimés tirés d'une version privatisée du modèle E-S de Statistique Canada. Les incidences de passage ont été faites sur mesure en fonction de la zone d'étude. La majorité des paramètres utilisés ont été créés à partir d'une enquête sur l'économie locale faite dans le cadre du premier Énoncé des incidences environnementales (EIE). Cet énoncé, qui remonte au milieu des années 1980, traitait de l'installation proposée pour l'OTAN. Les incidences de passage ont ensuite été mises à jour et élargies pour servir dans le Rapport Technique 14 de 1993 et mises à jour de nouveau pour les études des années 2000, 2002 et 2004. Ce modèle étant élaboré en fonction d'une économie et d'une situation très spécifique, il n'est pas souhaitable de tirer des conclusions par rapport à d'autres situations ou études en utilisant ces résultats. Les données relatives à chaque scénario, ainsi que les hypothèses utilisées sont expliquées au début de chaque scénario.

#### **1.3.2.2 Qualitative**

L'information touchant les incidences a été obtenu des sources suivantes :

- l'étude de 2004 sur les Incidences économiques du programme militaire aérien au Labrador et dans le nord-est du Québec; et
- des entrevues avec plus de 50 personnes, dont la majorité vivent et travaillent dans la région de Upper Lake Melville et qui représentent soit une agence gouvernementale, un secteur d'industrie, le monde des affaires ou une agence communautaire.

Cette information a ensuite été intégrée aux connaissances préalables des consultants au sujet des incidences générales qui influent sur les incidences économiques des secteurs lorsqu'un projet d'envergure est désaffecté ou que les activités sont réduites de façon dramatique. Étant donné que la partie qualitative de cette étude est fondée sur des opinions quant à l'avenir, nous la considérons comme étant une base de discussion plutôt qu'une étude valable du point de vue scientifique. Pour ces motifs, nous n'avons pas attribué de commentaires spécifiques aux individus. Cependant, une liste des individus interviewés dans le cadre de cette étude se trouve à l'annexe E.

### **1.3.3 Limites du rapport**

Lors du recensement de 2001, Statistique Canada a changé la définition de certaines de ses branches spéciales. Donc, dans le cadre du rapport 2002 et de celui-ci, certaines branches analysées pour des rapports antérieurs n'existaient plus. Cependant, afin d'être cohérent, les branches originales sont toujours décrites dans l'information qualitative. Cela donne de nouvelles branches (par exemple, la branche des services administratif et de soutien qui, aux fins de ce rapport, s'applique à une société comme la Serco) qui font l'objet de discussions dans la catégorie Défense de la section de l'information qualitative. Également, Statistique Canada regroupe plusieurs branches (par exemple, l'agriculture, l'exploitation forestière et les pêches) alors que ce rapport les décrit séparément dans la section qualitative. C'est la raison pour laquelle dans plusieurs cas, il n'existe pas de corrélation directe entre les données qualitatives et quantitatives.

### **1.4 Structure du rapport**

Il est tenu pour acquis que le lecteur connaît quelque peu l'économie du Labrador et de la région de Upper Lake Melville, informations obtenues par le biais des trois rapports précédents sur les Incidences économiques du programme d'entraînement militaire aérien au Labrador et dans le nord-est du Québec préparé par AMEC et Gardner Pinfold pour le compte de l'ISRE. C'est pour cette raison que ce rapport contient bien peu de renseignements de base sur l'économie du Labrador. Ce rapport touche les incidences économiques quantitatives des trois scénarios décrits plus haut sur le Labrador et sur l'ensemble de la province ainsi qu'une évaluation des incidences économiques qualitatives des trois scénarios sur la région de Upper Lake Melville.

La section 1 présente la toile de fond de l'étude (par exemple, pourquoi cette étude a été menée), les objectifs de l'étude (par exemple, la raison d'être des trois scénarios) et la méthodologie pour recueillir et analyser à la fois l'information quantitative et qualitative.

La section 2 présente l'information quantitative touchant les incidences économiques des trois scénarios dont les hypothèses qui ont été faites pour extraire et utiliser certaines données sur les dépenses, les données sur les dépenses actuelles qui ont été utilisées pour calculer les incidences économiques de chacun des scénarios et finalement les incidences économiques (directes, indirectes et induites) de chacun des trois scénarios sur le Labrador et sur l'ensemble de la province mesuré en fonction du PIB et de l'emploi (en d'années-personnes, ou AP). Les incidences économiques sont estimées en fonction d'une répartition systématique des dépenses directes liées à chaque scénario de l'Escadre 5 de Goose Bay et l'allocation de ces dépenses aux secteurs industriels respectifs. La répartition des données sur les dépenses a servi de point d'entrée au modèle E-S économique et les sorties qui en résultent mesurent les incidences économiques estimées tels que présentées à la section 2.

La section 3 donne l'information qualitative et une certaine information quantitative par rapport aux incidences directes, indirectes et induites sur la région étudiée de chaque secteur industriel à l'intérieur de chaque scénario et à un degré moindre, des incidences économiques sur le reste du Labrador.

Les annexes renferment de l'information sur :

- la portée de la requête de données transmise au MDN;
- la méthodologie utilisée dans le modèle E-S;
- un ensemble de tableaux qui indiquent quels secteurs sont touchés par les trois scénarios et jusqu'à quel point;
- les dépenses directes liées à la Base dans le cadre de chaque scénario; et
- la liste des personnes interviewées pour cette étude.

## **2.0 INCIDENCES ÉCONOMIQUES – QUANTITATIVES**

### **2.1 SCÉNARIO 1**

*Départ individuel de chaque unité alliée, dans l'hypothèse que les hangars avions et les autres aménagements matériels des unités alliées reçoivent un entretien minimal.*

#### **2.1.1 Hypothèses**

Dans ce scénario, on tient compte d'un départ individuel de chaque unité alliée. Le départ de chaque unité alliée a été examiné de façon individuelle dans ce rapport puisqu'il est impossible de savoir si toutes les unités partiront en même temps. Un modèle E-S touchant le départ individuel de chaque unité alliée a été utilisé. Ainsi, les données sur les dépenses ont été collectées séparément pour chaque unité alliée.

Nous avons tenu compte des données sur les dépenses liées au départ individuel de chaque unité alliée. D'une façon plus spécifique, ces données comprennent les dépenses liées aux postes dont les unités alliées sortantes seront responsables en plus de la part des coûts attribuable aux Forces canadiennes à la Base aérienne.

#### **2.1.2 Données sur les dépenses**

##### **2.1.2.1 Coûts du projet d'immobilisations**

Nous avons utilisé des données sur les dépenses liées à la part financière de chaque unité alliée (ainsi que la part financière des Forces canadiennes) du projet d'immobilisations approuvé (tel qu'établi dans le Rapport de la situation sur le plan et les projets d'infrastructure de l'Entraînement militaire des Forces alliées à Goose Bay au Canada (GAMTIC). Ces données comprennent une ventilation des coûts spécifiques et des coûts communs des projets d'immobilisations liés à chaque unité alliée, ainsi qu'aux Forces canadiennes, dont les hangars avions, les immeubles, les voies de circulation, les allées et les pistes (s'il y a lieu) pour l'année financière (AF) 2002-2003.

##### **2.1.2.2 Coûts liés aux achats, au fonctionnement et à l'entretien (A, F et E)**

Des données sur les dépenses liées à la part financière en matière des A, F et E pour chaque unité alliée (ainsi que les Forces canadiennes) ont été utilisées. La ventilation en poste des coûts communs et des coûts spécifiques liés aux A, F et E pour l'AF la plus récente (AF 2002-2003 ou AF 2001-2002) a été utilisée.

Les catégories de coûts liés aux dépenses en matière des A, F et E pour chaque unité alliée ainsi que les Forces canadiennes ont été ventilées et la part du personnel et celle des coûts liés au F et E (dont le carburant aviation) ont été ventilées comme suit :

- Nombre d'employés :
  - Employés militaires
  - Employés civils
- Fonds publics (temps plein et temps partiel)
- Fonds non publics (temps plein et temps partiel)
- Personnel militaire étranger et le nombre de mois à la Base chaque année (ventilés par unité alliée)
- Budget annuel (sans les contrats)
- Salaires et traitements :
  - Employés militaires
  - Employés civils
- Essence et carburant
- Contrat – Serco (montant total)
- Produits pétroliers d'aviation (AVPOL)
- Oxygène liquide (LOX)
- Électricité
- Mazout de chauffage
- Meubles pour les logements familiaux (PMQ)
- Achats (autres ministères)
- Contrat de nettoyage
- Fret
- Voyages de vacances
- Voyages en service temporaire
- Paiement tenant lieu d'impôts (PTLI)
- Affaires environnementales
- Dépenses en capital
- Autres
- Achats effectués par les unités alliées et le MDN auprès de fournisseurs locaux et nationaux
- Communications
- Services professionnels
- Location
- Entretien et réparations
- Approvisionnements
- Divers

Étant donné que, dans ce scénario, un entretien minimal des hangars avions et des autres aménagements matériels dont se servent les unités alliées serait assuré, une estimation des coûts d'entretien et de chauffage des hangars avions et des autres aménagements matériels utilisés par chaque unité alliée d'une façon individuelle (tel qu'indiqué plus haut) a été retenu. Par la suite, ce montant a été réduit selon le facteur de réduction attribuable à l'« entretien minimal ».

### **2.1.2.3 Travaux de construction annuels attribuables aux unités alliées**

Il n'y a pas été possible d'obtenir et de ventiler les données liées aux coûts de construction vu la nature contractuelle de ce travail et la nature confidentielle des prix contractuels. Cependant, le MDN a fourni des données descriptives sur la nature des travaux de construction en cours et sur d'autres contrats pendant l'année financière la plus récente, c'est-à-dire des travaux liés à chaque unité alliée et les Forces canadiennes pendant l'AF 2002-2003 ou pendant l'AF la plus récente.

### **2.1.2.4 Coûts liés à la préservation, aux travaux de construction impayés, aux contrats et aux résiliations**

Ont été retenues des données sur la part de chaque unité alliée ainsi que sur celle des Forces canadiennes pour ce qui est des coûts liés à la préservation, aux travaux de construction impayés, aux contrats et aux résiliations dans le cadre de l'infrastructure et des biens et services, à moins que le MDN en ait convenu différemment. Ces coûts ont été ventilés par poste.

### **2.1.2.5 Compensation de la valeur résiduelle des investissements de capitaux**

De plus, nous avons utilisé de l'information liée au montant que recevra une unité alliée qui se retire du PE en guise de compensation de la valeur résiduelle des investissements de capitaux (infrastructure et biens et services) dans la mesure où une autre unité alliée assume la part financière de l'unité sortante.

### **2.1.2.6 Coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre**

Dans l'éventualité de la fermeture de la Base, des employés civils affectés à la Base et des employés d'entreprises qui fournissent des biens et des services à la Base et à son personnel se verront sans emploi et devront retirer des prestations d'assurance-emploi. Divers ordres du gouvernement auront à supporter ces coûts ainsi que d'autres coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre.

Des données disponibles sur les coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre en raison des réinstallations du personnel militaire, des plans de réduction du personnel civil et des programmes de retraite ont été utilisées. On y trouve des données sur les coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre attribuables à la déclaration d'un excédent de personnel du MDN (dont le déménagement, la retraite ou d'autres formes ayant été déclarées à titre d'excédent) en raison du départ des unités alliées et de la fermeture de la Base.

## **2.1.3 Incidences économiques – chaque unité alliée**

Les incidences estimées liées au départ individuel de chaque unité alliée sont résumées ci-dessous. L'incidence économique est mesurée selon les incidences sur l'emploi et le PIB. Ces incidences, qu'on retrouve dans les tableaux ci-dessous, évaluent la diminution du PIB et de l'emploi (en années-personnes) dans l'économie du Labrador et de la province et sont calculées à partir de la diminution des dépenses directes dans l'économie locale en raison du départ individuel de chacune des unités alliées. Les diminutions estimées dans les affectations directes

ont ensuite été incluses dans le modèle E-S et ont servi à produire les incidences indirectes et induites quant au départ individuel de chaque unité alliée.

### 2.1.3.1 Force aérienne britannique (RAF)

Il importe de souligner que les incidences économiques dans les tableaux ci-dessous représentent des incidences annuelles afférentes à l'économie du Labrador et de la province à la suite du départ individuel de chaque unité alliée de l'Escadre 5 de Goose Bay. Les incidences sur le PIB sont exprimées en dollars 2002.

Comme l'indique le tableau 1, à la suite du départ de la RAF, il y aura une diminution annuelle du PIB de l'ordre de 3,5 millions de dollars en PIB direct au Labrador et dans l'ensemble de la province (selon des dollars 2002). Il y aura également une perte additionnelle de 8,8 millions en PIB indirect au Labrador et de 12,6 millions dans l'ensemble de la province, et une perte de 1,7 million en PIB induit au Labrador et 3,6 millions dans l'ensemble de la province. Selon la perte de PIB direct, il y aura une perte annuelle d'environ 14 millions en PIB au Labrador et de 19,8 millions dans l'ensemble de la province à la suite du départ de la RAF.

Quant aux incidences sur l'emploi direct, on estime une perte de 208 AP d'emploi par année au Labrador et dans l'ensemble de la province. Il y aura aussi une perte additionnelle de 215 AP en emploi indirect au Labrador et de 265 AP dans l'ensemble de la province, et une perte annuelle induite de 28 AP au Labrador et 58 AP dans l'ensemble de la province. Vu la perte d'emploi directe, on estime qu'il y aura, en somme, une perte de 451 AP au Labrador et de 531 AP dans l'ensemble de la province, incidence attribuable au départ de la RAF.

<b>Tableau 1</b>					
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 1 :</b>					
<b>Départ indépendant de la RAF</b>					
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes</b>	<b>Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	208 AP	215 AP	28 AP	451 AP
	Produit intérieur brut	3,5 \$	8,8 \$	1,7 \$	14,0 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	208 AP	265 AP	58 AP	531 AP
	Produit intérieur brut	3,5 \$	12,6 \$	3,6 \$	19,7 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

### 2.1.3.2 Force aérienne allemande (GAF)

Selon le tableau 2, le départ de la GAF entraînera une diminution du PIB de 6,3 millions en PIB direct au Labrador et dans l'ensemble de la province par année (en dollars 2002). Il y aura également une perte additionnelle de 10,6 millions en PIB indirect au Labrador et de 15,1 millions dans l'ensemble de la province, et une perte de 2,6 millions en PIB induit au Labrador et de 5,0 millions dans l'ensemble de la province. Selon la diminution du PIB direct, on estime une perte additionnelle de 19,5 millions au Labrador et de 26,5 millions dans l'ensemble de la province à la suite du départ de la GAF.

En ce qui concerne les incidences sur l'emploi direct, on estime qu'il y aura une perte de 281 AP par année au Labrador et dans l'ensemble de la province. Il y aura également une perte

additionnelle du PIB indirect de 273 AP au Labrador et de 332 AP dans l'ensemble de la province, et une perte de 44 AP en emploi induit au Labrador et de 81 AP dans l'ensemble de la province. Étant donné la perte d'emploi direct, on estime une perte additionnelle de 598 AP au Labrador et de 694 AP dans l'ensemble de la province, incidence attribuable au départ de la GAF.

<b>Tableau 2</b>					
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 1 :</b>					
<b>Départ indépendant de la GAF</b>					
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes</b>	<b>Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	281 AP	273 AP	44 AP	598 AP
	Produit intérieur brut	6,3 \$	10,6 \$	2,6 \$	19,5 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	281 AP	332 AP	81 AP	694 AP
	Produit intérieur brut	6,3 \$	15,1 \$	5,1 \$	26,5 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

### **2.1.3.3 Force aérienne des Pays-Bas (RNLAf)**

Selon le tableau 3, le départ de la RNLAf entraînera une diminution du PIB de 2,5 millions en PIB direct au Labrador et dans l'ensemble de la province par année (en dollars 2002). Il y aura également une perte additionnelle de 4,4 millions en PIB indirect au Labrador et de 6,2 millions dans l'ensemble de la province, et une perte de 1,0 million en PIB induit au Labrador et de 2,0 millions dans l'ensemble de la province. Selon la diminution du PIB direct, on estime qu'il y aura une perte additionnelle de 7,8 millions au Labrador et de 10,8 millions dans l'ensemble de la province à la suite du départ de la RNLAf.

Quant aux incidences sur l'emploi direct, on estime qu'il y aura une perte de 111 AP par année au Labrador et dans l'ensemble de la province. Il y aura également une perte additionnelle de 108 AP en emploi indirect au Labrador et de 133 AP dans l'ensemble de la province, et une perte annuelle induite de 16 AP au Labrador et de 32 AP dans l'ensemble de la province. En raison de la perte d'emploi direct, on estime qu'il y aura également une perte de 235 AP en emploi au Labrador et de 276 AP dans l'ensemble de la province, ces pertes étant attribuables au départ de la RNLAf.

<b>Tableau 3</b>					
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 1 :</b>					
<b>Départ indépendant de la RNLAf</b>					
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes</b>	<b>Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	111 AP	108 AP	16 AP	235 AP
	Produit intérieur brut	2,5 \$	4,4 \$	1,0 \$	7,8 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	111 AP	133 AP	32 AP	276 AP
	Produit intérieur brut	2,5 \$	6,2 \$	2,0 \$	10,7 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

### 2.1.3.4 Force aérienne italienne (ITAF)

Selon le tableau 4, le départ de l'ITAF entraînera une diminution du PIB de 2,3 millions en PIB direct au Labrador et dans l'ensemble de la province par année (en dollars 2002). Il y aura également une perte de 4,9 millions en PIB indirect au Labrador et de 7,1 millions dans l'ensemble de la province, et une perte de 1,0 million en PIB induit au Labrador et de 2,1 millions dans l'ensemble de la province. Selon la diminution du PIB direct, on estime qu'il y aura également une perte de 8,3 millions au Labrador et de 11,6 millions dans l'ensemble de la province à la suite du départ de la ITAF.

Pour ce qui est des incidences sur l'emploi, on estime qu'il y aura une perte de 129 AP par année au Labrador et dans l'ensemble de la province. Il y aura aussi une perte additionnelle de 119 AP d'emploi indirect au Labrador et de 147 AP dans l'ensemble de la province, et une perte de 17 AP d'emploi induit au Labrador et de 35 AP dans l'ensemble de la province. Vu la perte d'emploi directe, on estime qu'il y aura une perte de 265 AP au Labrador et de 35 AP dans l'ensemble de la province en raison du départ de l'ITAF.

Région	Incidences	Directes	Indirectes	Induites	Total
Labrador	Emploi	129 AP	119 AP	17 AP	265 AP
	Produit intérieur brut	2,3 \$	5,0 \$	1,0 \$	8,3 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	129 AP	147 AP	35 AP	312 AP
	Produit intérieur brut	2,3 \$	7,1 \$	2,1 \$	11,6 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

## 2.2 Scénario 2

*Le programme d'entraînement est fermé et toutes les unités alliées quittent Goose Bay. Il n'y a aucun entretien des aménagements matériels, et la Base est fermée.*

### 2.2.1 Hypothèses

Dans ce scénario, on tient compte de la fermeture du programme d'entraînement et du départ de toutes les unités alliées (il n'y a aucun entretien des aménagements matériels), la fermeture du programme et de la Base étant complètes.

Dans ce scénario, l'analyse des incidences économiques part des données sur les dépenses directes liées à la fermeture du programme d'entraînement et au départ des unités alliées (données obtenues dans le scénario 1 ci-dessus), ainsi que toute donnée additionnelle liée à la démolition d'immeubles et d'autres aménagements matériels, à l'adaptation de la main-d'œuvre et à la dépollution environnementale.

Ce scénario nécessite des estimations empiriques des incidences socio-économiques sur le Canada de l'arrêt du programme d'entraînement des unités alliées à l'Escadre 5 de Goose Bay et de la fermeture de la Base. Il nécessite également des estimations empiriques des coûts que

le Canada aura à défrayer suivant une fermeture de la Base sans entretien des aménagements matériels.

En particulier, l'analyse de ce scénario part des données sur les dépenses reçues de l'Escadre 5 de Goose Bay pour chaque unité alliée et les Forces canadiennes (voir scénario 1) ainsi que les dépenses additionnelles de la Base (en plus des montants sur lesquels les unités alliées se sont entendues) selon les coûts de construction, de dépollution environnementale, d'adaptation de la main-d'œuvre et de fermeture du site.

Selon cette hypothèse, il n'y a aucun entretien des hangars avions ni des autres aménagements matériels dont se servent les unités alliées.

## **2.2.2 Données sur les dépenses**

### **2.2.2.1 Coûts du projet d'immobilisations**

Selon ce scénario, l'analyse des incidences économiques s'appuie sur les estimations de dépenses directes fournies par le MDN qui sont liées à la part financière de chaque unité alliée (ainsi que la part financière des Forces canadiennes) du projet d'immobilisations approuvé (tel que fixé dans le Rapport de la situation sur le plan et les projets d'infrastructure de l'Entraînement militaire des Forces alliées à Goose Bay au Canada (GAMTIC)). Les dépenses directes liées aux coûts en capital se basent sur une ventilation des coûts spécifiques et communs des projets d'immobilisations attribuables à chaque unité alliée, ce qui comprend les hangars avions, les immeubles, les voies de circulation, les allées et les pistes (s'il y a lieu) pour l'AF 2002-2003.

### **2.2.2.2 Coûts liés aux achats, au fonctionnement et à l'entretien (A, F et E)**

L'analyse des incidences économiques selon le scénario 2 s'appuie sur les estimations de dépenses directes liées à la part financière de chaque unité alliée en matière de coûts des A, F et E, fournies par le MDN. Les coûts communs et spécifiques en matière des A, F et E ont été ventilés par poste pour l'AF disponible la plus récente (AF 2002-2003). Les coûts des A, F et E ont été ventilés selon les catégories de chaque unité alliée et des Forces canadiennes. De plus, des données sur les dépenses liées à la part de chaque unité alliée en matière de personnel et de fonctionnement et entretien (dont le carburant aviation) ont été ventilées par poste.

### **2.2.2.3 Coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre**

Dans l'éventualité de la fermeture de la Base, des employés civils affectés à la Base et des employés d'entreprises qui fournissent des biens et des services à la Base et à son personnel se verront sans emploi et devront retirer des prestations d'assurance-emploi. Divers ordres du gouvernement auront à défrayer ces coûts ainsi que d'autres coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre.

Les données sur les coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre en raison des réinstallations du personnel militaire, des plans de réduction du personnel civil et des programmes de retraite ont été fournies par l'Escadre 5 de Goose Bay et ventilées selon chaque unité alliée. On y trouve des données sur les coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre attribuables à la

déclaration d'un excédent de personnel du MDN (dont le déménagement, la retraite ou d'autres façons de déclarer des postes excédentaires) en raison du départ des unités alliées et de la fermeture de la Base.

#### 2.2.2.4 *Dépollution environnementale*

L'analyse des incidences économiques selon ce scénario tient compte des estimations de dépenses directes liées à la dépollution environnementale à la suite du départ de chaque unité alliée et de la fermeture de la Base. La dépollution environnementale génère des avantages économiques qui, dans une petite mesure, contrebalancent la diminution d'emploi, de production et de revenus en impôts, diminution attribuable à la fermeture de la Base. Les estimations de dépenses directes liées aux exigences en matière de dépollution environnementale telles qu'élaborées par le MDN et d'autres agences gouvernementales pour toutes les zones de la Base ont été utilisées dans cette analyse.

#### 2.2.3 Incidences économiques

Les données financières en matière de dépenses directes ont été incluses dans le modèle E-S et ont été utilisées afin de générer les incidences indirectes et induites. Un résumé des incidences estimées liées au départ des unités alliées figure ci-dessous.

<b>Tableau 5</b>					
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 2</b>					
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes</b>	<b>Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	729 AP	715 AP	106 AP	1 550 AP
	Produit intérieur brut	14,7 \$	28,7 \$	6,2 \$	49,6 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	729 AP	878 AP	207 AP	1 814 AP
	Produit intérieur brut	14,7 \$	41,0 \$	12,9 \$	68,5 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

#### 2.2.4 Incidences économiques des coûts de dépollution

Dans cette section, on résume les incidences économiques liées aux dépenses de dépollution environnementale à la suite du départ des unités alliées et de la fermeture de la Base selon le scénario 2. Le MDN a fourni les estimations de dépenses directes liées aux exigences en dépollution environnementale pour toutes les zones de la Base.

Les résultats des estimations de dépenses de dépollution environnementale fournissent des incidences économiques qui diffèrent légèrement de celles résultant des dépenses directes de la Base liées au fonctionnement quotidien sur une base annuelle dont découlent les salaires et traitements connus du personnel de la Base. Autrement dit, à l'examen des incidences économiques liées au fonctionnement quotidien de la Base, les incidences directes en emploi sont connues, et les incidences indirectes et induites en emploi sont calculées selon les incidences directes. Quant aux estimations de dépenses liées à la dépollution environnementale, on estime ces dépenses en fonction des futures exigences en dépollution à la Base, étant donné l'absence d'incidences directes connues liées à la dépollution environnementale.

En conséquence, les incidences économiques directes liées à la dépollution environnementale figurent avec les incidences indirectes. Les dépenses liées à la dépollution environnementale sont des dépenses estimées en fonction de l'avenir; il n'y a donc pas de degré de certitude pour ce qui est des incidences directes. Il est ainsi difficile de ventiler les incidences directes et les incidences indirectes.

Compte tenu de ces différences, il ne faut pas comparer directement les incidences directes et indirectes des dépenses directes quotidiennes liées à la Base et à son fonctionnement, d'une part, et les incidences directes et indirectes des estimations de futures dépenses liées à la dépollution environnementale, d'autre part. Or, il est possible de comparer le total des incidences. Cette méthode est conséquente avec les études précédentes traitant des incidences économiques du programme d'entraînement militaire aérien à l'Escadre 5 de Goose Bay élaborées par cette équipe de recherche.

Les coûts liés à la dépollution environnementale entraînent des avantages économiques qui, dans une petite mesure, compensent les pertes en emploi, en production et en revenus d'impôts en raison de la fermeture de la Base. Dans ce scénario, les dépenses liées à la dépollution environnementale seraient défrayées sur une période de dix ans (soit de 2005 à 2015) et sont démontrées dans le tableau 6.

<b>Biens et services</b>	<b>Dépenses (\$)</b>
Services professionnels	85,2
Construction	50,4
Autres dépenses en capital	23,3
Services non professionnels	35,8
Approvisionnements	30,8
Divers	14,5
<b>Total</b>	<b>240,0</b>

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

En ce qui concerne la dépollution environnementale de la Base, on tient pour acquis que l'ensemble des coûts pour chaque scénario sera, en somme, le même. Selon les informations que le MDN a fournies, que la Base reste ouverte ou qu'elle ferme, il faudra nettoyer tôt ou tard les sites contaminés. Le coût estimé le plus exact pour une dépollution appropriée de la Base est de 200 millions (en dollars 2004) sur une période de dix ans. On tient également pour acquis que les contributions des unités alliées seraient minimales, étant donné que la plupart des sites contaminés à l'Escadre 5 de Goose Bay sont des sites que le Canada a hérités avant l'arrivée des unités alliées à cet endroit. Cependant, il existe des plus petits sites dont la pollution serait attribuable aux unités alliées, dont des lieux d'écrasement et de déversements de carburant liés aux immeubles des unités alliées. La dépollution de tels sites n'a pas été évaluée, et on suppose que cette partie du coût total sera relativement peu élevée.

Le coût estimé de 200 millions de dollars pour la dépollution environnementale ne comprend pas les coûts liés à la dépollution de l'emplacement du polygone de tir à blanc (PTA). On estime que le coût additionnel de la dépollution de l'emplacement du PTA sera de l'ordre de 15 millions de dollars. En ce moment, il est difficile de fixer un coût final lié à la dépollution de l'emplacement du PTA car le MDN ignore ce dont la province aura besoin lorsque l'entente en vigueur prendra fin. Le MDN fait présentement face à cette situation vu le départ de la RNLAFF.

Les montants indiqués ci-dessus pour la dépollution environnementale ne tiennent pas compte des coûts de questions environnementales liées à la démolition d'immeubles et de réservoirs, une démolition qui sera nécessaire si la Base ferme (comme dans le scénario 2). Ces procédés de dépollution traitent de questions environnementales telles que l'amiante, la peinture à base de plomb, etc. Une évaluation du coût de ces procédés a été effectuée : il est tenu pour acquis que le coût attribuable à des questions environnementales liées à la démolition d'immeubles et de réservoirs ainsi que d'autres coûts imprévus liés à des questions environnementales seraient, en tout, de l'ordre de 25 millions de dollars.

À la suite de cette analyse, on tient compte dans le scénario 2 d'un total de 240 millions de dollars en dépenses directes sur une période de dix ans, soit de 2005 à 2015, afin d'estimer les incidences économiques liées à la dépollution environnementale de la Base, à la dépollution de l'emplacement du PTA, et aux coûts additionnels attribuables à des questions environnementales telles que la démolition d'immeubles et de réservoirs. Le tableau 6 ci-haut résume une ventilation des dépenses associées à la dépollution environnementale dans le scénario 2, suivant la fermeture de la Base et le départ des unités alliées. On y trouve également une ventilation des pourcentages des dépenses qui resteraient dans l'économie locale.

Le tableau 7 illustre les incidences économiques liées à la dépollution environnementale de 2005 à 2015 selon le scénario 2. Tel qu'indiqué dans le tableau, vu le montant estimé de 240 millions de dollars en dépenses liées à la dépollution environnementale selon le scénario 2, il en découle 57,3 millions en PIB direct et indirect sur la période de dix ans, allant de 2005 à 2015, au Labrador et 78,3 millions dans l'ensemble de la province. En ce qui concerne les incidences des dépenses liées à la dépollution environnementale sur l'emploi directe et indirecte, il y aurait 1 245 AP d'emploi au Labrador et 1 739 AP dans l'ensemble de la province sur la période de dix ans. Ces incidences sont des incidences à court terme liées aux dépenses de la dépollution environnementale, qui, en partie, compenseraient les incidences annuelles précédentes liées à la fermeture de la Base.

<b>Tableau 7</b>				
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 2 : dépollution environnementale (2005 à 2015)</b>				
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes + Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	1 245 AP	133 AP	1 378 AP
	Produit intérieur brut	57,3 \$	8,0 \$	65,3 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	1 739 AP	283 AP	2 022 AP
	Produit intérieur brut	78,3 \$	18,0 \$	96,3 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

Afin de bien comparer les incidences négatives et les incidences compensatrices à court terme associées à la fermeture de la Base, il est possible d'extrapoler les incidences annuelles liées à la fermeture de la Base sur une période de vingt ans et de les comparer avec les incidences compensatrices liées à la dépollution environnementale.

## **2.3 Scénario 3**

*Le programme d'entraînement est fermé et toutes les unités alliées quittent Goose Bay. Il y a un entretien minimal des aménagements matériels.*

### **2.3.1 Hypothèses**

Dans ce scénario, il y a fermeture du programme d'entraînement et le départ de toutes les unités alliées (un entretien minimal des aménagements matériels de la Base est assuré). Un entretien minimal des hangars avions et des autres aménagements matériels dont se servent les unités alliées serait également assuré.

L'analyse de ce scénario part de données sur les dépenses liées à la fermeture du programme d'entraînement et le départ des unités alliées (données tirées du scénario 2). Toutefois, dans ce scénario, un entretien minimal des aménagements matériels de la Base est assuré, plutôt que la fermeture et la désaffectation. Les dépenses liées à l'entretien minimal de la Base entraîneraient des incidences qui compenseraient en partie les pertes en dépenses associées à la fermeture de la Base. De plus, des dépenses liées à la dépollution environnementale compenseraient également, d'une façon temporaire, les incidences économiques liées à la fermeture de la Base. On tient compte dans ce scénario des dépenses directes défrayées par la Base afin d'assurer un entretien minimal des aménagements matériels.

L'analyse dans ce scénario comprend aussi de l'information liée aux différences entre les procédés de dépollution environnementale, d'une part, pour un entretien minimal des aménagements matériels, et, d'autre part, pour une fermeture complète de la Base, sans entretien minimal des aménagements matériels.

### **2.3.2 Données sur les dépenses**

#### **2.3.2.1 Coûts du projet d'immobilisations**

Les données sur les dépenses pour la part financière de chaque unité alliée (ainsi que la part financière des Forces canadiennes) du projet d'immobilisations (tel que fixée dans le Rapport de la situation sur le plan et les projets d'infrastructure de l'Entraînement militaire des Forces alliées à Goose Bay au Canada (GAMTIC)), ont été utilisées. Ces données comprennent une ventilation des coûts spécifiques et des coûts communs attribuables à chaque unité alliée, ainsi que les Forces canadiennes, dont les hangars avions, les immeubles, les voies de circulation, les allées et les pistes (s'il y a lieu) pour l'AF 2002-2003.

### **2.3.2.2 Coûts liés aux achats, au fonctionnement et à l'entretien (A, F et E)**

Sont incluses des données sur les dépenses pour la part financière des coûts liés aux achats, au fonctionnement et à l'entretien de chaque unité alliée (ainsi que les Forces canadiennes). Une ventilation en poste des coûts communs et des coûts spécifiques liés aux A, F et E pour l'AF disponible la plus récente (AF 2002-2003 ou AF 2001-2002) a été utilisée.

Les catégories de coûts liés aux dépenses en matière des A, F et E pour chaque unité alliée ainsi que les Forces canadiennes ont été ventilées et la part du personnel et des coûts liés au F et E (dont le carburant aviation) ont été ventilées.

Étant donné que ce scénario suppose un entretien minimal des hangars avions et des autres aménagements matériels dont se servent les unités alliées, une estimation des coûts d'entretien et de chauffage des hangars avions et des autres aménagements matériels dont se sert chaque unité alliée d'une façon individuelle (tel qu'indiqué ci-dessus) a été retenu. Par la suite, ce montant a été réduit selon le facteur de réduction attribuable à l'« entretien minimal ».

### **2.3.2.3 Travaux de construction annuels attribuables aux unités alliées**

Il n'y a pas été possible d'obtenir et de ventiler les données liées aux coûts de construction vu la nature contractuelle de ce travail et la nature confidentielle des prix contractuels. Cependant, le MDN a fourni des données descriptives sur la nature des travaux de construction en cours et sur d'autres contrats pendant l'année financière la plus récente, c'est-à-dire des travaux liés à chaque unité alliée et les Forces canadiennes pendant l'AF 2002-2003 ou pendant l'AF la plus récente.

### **2.3.2.4 Coûts liés à la préservation, aux travaux de construction impayés, aux contrats et aux résiliations**

Ont été retenues des données sur la part de chaque unité alliée ainsi que les Forces canadiennes pour ce qui est des coûts liés à la préservation, aux travaux de construction impayés, aux contrats et aux résiliations dans le cadre de l'infrastructure et des biens et services, à moins d'avoir été approuvés d'une autre façon par le MDN. Ces coûts ont été ventilés par poste.

### **2.3.2.5 Compensation de la valeur résiduelle des investissements de capitaux**

De plus, nous avons utilisé de l'information liée au montant que recevra une unité alliée qui se retire du PE, en guise de compensation de la valeur résiduelle des investissements de capitaux (infrastructure et biens et services), dans la mesure où une autre unité alliée assumera la part financière d'une ou des unités sortantes.

### **2.3.2.6 Coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre**

Dans l'éventualité de la fermeture de la Base, des employés civils affectés à la Base et des employés d'entreprises qui fournissent des biens et des services à la Base et à son personnel seront sans emploi et devront retirer des prestations d'assurance-emploi. Divers niveaux du

gouvernement auront à supporter ces coûts ainsi que d'autres coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre.

Les données sur les coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre en raison des réinstallations du personnel militaire, des plans de réduction du personnel civil et des programmes de retraite ont été fournies par le MDN. On y trouve des données sur les coûts liés à l'adaptation de la main-d'œuvre attribuables à la déclaration d'excédent de personnel du MDN (dont le déménagement, la retraite ou d'autres façons de déclarer des postes excédentaires) en raison du départ des unités alliées ou de la fermeture de la Base.

### 2.3.2.7 *Dépollution environnementale*

Ce scénario tient compte d'information liée à la dépollution environnementale à la suite du départ des unités alliées et de la fermeture de l'Escadre 5 de Goose Bay (un entretien minimal de la Base étant assuré). La dépollution environnementale génère des avantages économiques qui, dans une petite mesure, contrebalancent la diminution d'emploi, de production et de revenus en impôts, diminution attribuable à la fermeture de la Base. Les estimations de dépenses directes liées aux exigences en matière de dépollution environnementale pour toutes les zones de la Base ont été fournies par le MDN.

### 2.3.3 Incidences économiques

Les données économiques partant des dépenses directes ont été insérées dans le modèle E-S et utilisées afin de produire les incidences indirectes et induites. Les incidences liées au départ individuel des unités alliées sont résumées ci-dessous.

Dans le tableau 8, on trouve les incidences économiques liées au niveau annuel des dépenses directes nécessaire à la mise en réserve de la Base. Ces dépenses sont basées sur des estimations de niveau d'entretien requis pour maintenir un entretien minimal de la Base. Ces données ont été fournies par le MDN.

<b>Tableau 8</b>					
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 3</b>					
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes</b>	<b>Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	23 AP	65 AP	7 AP	95 AP
	Produit intérieur brut	0,5 \$	2,9 \$	0,4 \$	3,8 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	23 AP	78 AP	15 AP	116 AP
	Produit intérieur brut	0,5 \$	3,7 \$	0,9 \$	5,2 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

Dans le tableau 9, on trouve la perte nette pour l'économie en raison de la mise en réserve de la Base, comparativement à la situation actuelle.

Région	Incidences	Directes	Indirectes	Induites	Total
Labrador	Emploi	706 AP	650 AP	99 AP	1 455 AP
	Produit intérieur brut	14,1 \$	25,9 \$	5,8 \$	45,8 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	706 AP	801 AP	192 AP	1 698 AP
	Produit intérieur brut	14,1 \$	37,3 \$	12,0 \$	63,3 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

### 2.3.4 Incidences économiques des coûts liés à la dépollution environnementale

Cette section comprend un résumé des incidences économiques liées aux dépenses en matière de dépollution environnementale à la suite du départ des unités alliées et la fermeture de l'Escadre 5 de Goose Bay (un entretien minimal de la Base étant assuré). Les dépenses directes liées à la dépollution environnementale pour toutes les zones de la Base ont été fournies par le MDN. Ces dépenses ont été évaluées selon les exigences de dépollution à venir, vu l'absence d'incidences directes actuelles et connues associées à la dépollution environnementale.

On suppose que les dépenses de dépollution seraient défrayées sur une période de dix ans, soit de 2005 à 2015. Dans le tableau ci-dessous figurent les incidences économiques liées aux dépenses attribuables à la dépollution environnementale pour la période 2005-2015 selon les hypothèses du scénario 3.

Dans le tableau 10, on trouve une ventilation des dépenses liées aux exigences en dépollution environnementale estimée sur la période de dix ans de 2005 à 2015 selon le scénario 3. Selon l'information fournie par le MDN, on estime que la dépollution de la Base coûtera 200 millions de dollars sur une période de dix ans. À cela s'ajoute la dépollution de l'emplacement du polygone de tir à blanc (PTA) qui coûterait 15 millions de dollars.

Biens et services :	Dépenses (\$)
Services professionnels	76,3
Construction	45,1
Autres dépenses en capital	20,8
Services non professionnels	32,0
Approvisionnements	27,6
Divers	13,0
<b>Total</b>	<b>215,0</b>

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

Dans le tableau 11, les dépenses de l'ordre de 215,0 millions de dollars liées à la dépollution (selon le scénario 3) entraîneraient 51,3 millions en PIB direct et indirect sur une période de dix ans au Labrador et 70,2 millions dans l'ensemble de la province. En ce qui concerne les

incidences des dépenses liées à la dépollution environnementale sur l'emploi, il y aurait 1 115 AP d'emploi directe et indirecte au Labrador et 1 557 AP dans l'ensemble de la province (sur une période de dix ans). De plus, la dépollution environnementale entraînerait 119 AP en emploi induit au Labrador et 254 AP dans l'ensemble de la province. Ces incidences sont des incidences à court terme liées aux dépenses de la dépollution environnementale, qui, en partie, compenseraient les incidences annuelles précédentes liées à la fermeture de la Base, un entretien minimal étant assuré.

<b>Tableau 11</b>				
<b>Résumé des incidences économiques du scénario 3 : dépollution environnementale (2005 à 2015)</b>				
<b>Région</b>	<b>Incidences</b>	<b>Directes + Indirectes</b>	<b>Induites</b>	<b>Total</b>
Labrador	Emploi	1 115 AP	119 AP	1 234 AP
	Produit intérieur brut	51,3 \$	7,2 \$	58,5 \$
Province de Terre-Neuve et Labrador	Emploi	1 557 AP	254 AP	1 811 AP
	Produit intérieur brut	70,2 \$	16,1 \$	86,3 \$

Note : Tous les montants sont en millions de 2002

### **3.0 INCIDENCES ÉCONOMIQUES – QUALITATIVE**

#### **3.1 Industries primaires**

##### **3.1.1 Agriculture**

La zone d'étude ne comptant que sept fermes, l'agriculture représente seulement un petit secteur d'activités. Une baisse du nombre d'unités alliées dans la région aurait des répercussions sur ce secteur. Par exemple, une exploitation de type biologique opérée à la mode européenne d'auto-cueillette a été développée, du moins partiellement, afin de répondre aux préférences culturelles des unités européennes alliées. La saison de la croissance et de la cueillette coïncidant avec l'arrivée des unités alliées, cette exploitation dépend étroitement des achats hebdomadaires des familles de chacune de ces unités. Le départ de l'une ou l'autre unité alliée ainsi que la fermeture récente du poulailler d'où provenait le fumier organique nécessaire à l'exploitation a obligé les propriétaires à réfléchir à leur avenir. Une autre exploitation agricole vend ses produits en gros aux supermarchés locaux. Si la population de la zone d'étude diminue sensiblement en raison d'une baisse des activités d'entraînement militaire à la Base, cela pourrait affecter les supermarchés et leur capacité d'acheter des produits locaux.

##### **3.1.2 Exploitation forestière**

###### **3.1.2.1 Scénario 1**

La plus importante opération forestière dans la zone d'étude vend 85 % des ces grumes à Abitibi Price à Stephenville et 15 % à une scierie locale qui, à son tour, vend ses produits à trois magasins locaux de bois de construction. Une petite portion des grumes est vendue le long de

la côte et dans la région ouest du Labrador. Si une unité alliée se retire du programme d'entraînement militaire, il y aura des incidences certaines sur les ventes à la scierie locale. Étant donné que chaque unité alliée achète du bois d'œuvre pour les opérations et l'entretien courants, il y aurait une diminution au niveau du pourcentage de ventes de grumes à la scierie locale ainsi que sur le pourcentage (environ 60 %) du chiffre d'affaires qui relève de la vente de produits de bois d'œuvre (ex. : 2x3, 2x4, 2x6) aux trois magasins locaux de bois de construction.

### **3.1.2.2 Scénario 2**

Si la Base est complètement désaffectée, les magasins locaux de bois de construction vendraient un petit montant de bois d'œuvre local pour répondre au besoin de structures temporaires pour la dépollution environnementale. Après quelques années cependant, la demande pour du bois d'œuvre n'existerait plus. À moins que les individus travaillant à la Base ne trouvent d'autres emplois dans la zone d'étude, ils seront portés à quitter la région afin de trouver du travail ailleurs. Il y aurait donc une baisse de la demande pour du bois d'œuvre au niveau des nouvelles constructions et des rénovations, même si un peu de bois d'œuvre pourrait être utilisé pour l'entretien continu des structures résidentielles et commerciales vacantes.

### **3.1.2.3 Scénario 3**

Si le programme d'entraînement militaire cesse, que toutes les unités alliées partent et qu'on assure l'entretien minimal des immeubles ou des installations de la Base, un besoin existerait pour une petite quantité de bois d'œuvre pour l'entretien permanent. Si ce scénario se matérialise cependant, la solidarité des citoyens envers le programme d'entraînement militaire à la Base s'amenuiserait, et à moins de trouver d'autres emplois dans la zone d'étude, ils seraient portés à quitter la région pour trouver de l'emploi ailleurs. Cela aurait l'incidence suivante : le besoin en bois d'œuvre pour de nouvelles constructions ou des rénovations chuterait, même si un certain montant de bois d'œuvre serait utilisé pour l'entretien continu des structures résidentielles et commerciales vacantes.

## **3.1.3 Pêches**

### **3.1.3.1 Scénario 1**

Le départ de n'importe laquelle des quatre unités alliées n'aurait aucune incidence sur la pêche commerciale. Le départ de chaque unité alliée n'aurait pas non plus d'incidence sur la pêche récréative, à l'exception des Allemands qui doivent partir en 2006. Le personnel de cette unité achète non seulement de l'équipement de pêche dans la zone d'étude, mais embauche aussi à l'occasion des guides locaux et fait des excursions au camp de pêche No Name situé à environ 80 km au sud de la Base. Un employé saisonnier travaille à ce camp de pêche.

### **3.1.3.2 Scénario 2**

Il n'y aurait aucune incidence économique directe sur la pêche commerciale. Il pourrait y avoir certaines incidences indirectes dans le sens où certaines familles, qui auparavant vivaient le long de la côte, avaient choisi de vivre dans la zone d'étude et de travailler à la Base. Si celle-ci

est désaffectée, ces individus pourraient chercher du travail ailleurs ou retourner dans les communautés côtières afin de travailler dans l'industrie de la pêche. Il pourrait y avoir des incidences sur la pêche récréative si certaines familles qui travaillent à la Base et certaines familles qui offrent des services spécifiques à la Base quittent la région. Leur départ signifierait moins de ventes de bateaux, de moteurs, de carburant et d'équipement de pêche.

### **3.1.3.3 Scénario 3**

Si la Base est mise en réserve, il n'y aurait aucune incidence directe sur la pêche commerciale. Il pourrait y avoir certaines incidences indirectes dans le sens où certaines familles, qui auparavant vivaient le long de la côte, avaient choisi de vivre dans la zone d'étude et de travailler à la Base. Si la Base est mise en réserve ou si les services de ces individus ne soient retenus pour l'entretien continu des immeubles ou des installations de la Base, ils pourraient chercher du travail ailleurs ou retourner dans leurs communautés côtières afin de travailler dans l'industrie de la pêche. La pêche récréative pourrait s'en ressentir si certaines familles qui travaillent à la Base et certaines familles qui offrent des services spécifiques à la Base quittent la région. Leur départ signifierait moins de ventes de bateaux, de moteurs, de carburant et d'équipement de pêche.

### **3.1.4 Chasse et trappage**

#### **3.1.4.1 Scénario 1**

Le retrait de chaque unité alliée n'aurait pas d'incidence économique sérieuse sur les secteurs de la chasse et du trappage, sauf dans le cas des Allemands qui ont annoncé leur départ en 2006. Ce sont eux qui achètent le plus grand nombre de permis de chasse et le plus grand nombre de fourrures. Quand ils partiront, cela affectera nécessairement la vente des licences de chasse, de l'équipement de chasse (y compris les motoneiges, les véhicules tout terrains et les camions), de vêtements, de fusils de chasse, de munitions, de tentes et d'autres formes d'habitat. Puisque certains chasseurs embauchent des guides, ce secteur pourrait également subir des répercussions négatives. Enfin, certains chasseurs allemands font dépecer la viande dans des boucheries locales; celles-ci pourraient aussi connaître une réduction au niveau de leurs affaires. Il est vrai cependant que si les Allemands ne sont plus là pour acheter des licences de chasse, d'autres chasseurs pourraient le faire mais puisque certaines familles qui travaillent à la Base pourraient quitter la région, la demande pour les licences ne serait pas aussi importante que prévue.

Enfin, les trappeurs qui vendent directement leurs fourrures aux Allemands pourraient ressentir des effets négatifs.

#### **3.1.4.2 Scénario 2**

Sous ce scénario-ci, les secteurs de la chasse et du trappage ne subiraient pas d'incidences directes à court terme si la Base est désaffectée. Les individus qui aiment la chasse et qui travailleraient à la Base durant la phase de désaffectation continueraient à acheter des licences et de l'équipement de chasse. À long terme cependant, à moins que ces individus ne trouvent des emplois dans la région ou dans celle de la baie de Voisey's, ils pourraient chercher du travail ailleurs. De plus, si certaines familles qui offrent des services précis à la Base et dont

certaines membres aiment la chasse quittent la région, la vente de licences, d'équipement ou de vêtements de chasse pour le gros gibier diminuerait davantage.

### **3.1.4.3 Scénario 3**

Sous ce scénario-ci, le secteur de la chasse et du trappage ne subirait pas d'incidences directes à court terme si la Base est mise en réserve. Les individus qui aiment la chasse et qui travailleraient à la Base durant la phase de désaffectation continueraient à acheter des licences et de l'équipement de chasse. À long terme cependant, à moins que ces individus ne trouvent des emplois dans la région ou à la baie de Voisey's, ils pourraient chercher du travail ailleurs. De plus, si certaines familles qui offrent des services précis à la Base et dont certains membres aiment la chasse quittent la région, la vente de licences, d'équipement ou de vêtements de chasse pour le gros gibier diminuerait davantage.

### **3.1.5 Hydroélectricité**

L'énergie hydroélectrique utilisée dans la zone d'étude est produite à Churchill Falls dans une tranche de 300 mégawatts et est distribuée selon une entente d'utilisation domestique. De plus, le Labrador est divisé en deux zones électriques distinctes, soit une grille interconnectée et un réseau isolé. Pour l'établissement des tarifs, les deux zones sont considérées séparément. Happy Valley-Goose Bay fait partie de la grille interconnectée tout comme l'ouest du Labrador. La Commission des entreprises de service public (PUB) établit les tarifs qui s'appliquent à la partie réglementée du réseau électrique. Les tarifs sont obtenus par la détermination du montant du coût total du service et par la répartition dans les classes de tarification différentes. Les tarifs offerts dans l'ouest du Labrador sont moins élevés que ceux de Happy Valley-Goose Bay mais la PUB a donné son approbation à un plan de tarification unique pour le système interconnecté, ce qui devrait entraîner une baisse des tarifs dans la région de Happy Valley-Goose Bay.

#### **3.1.5.1 Scénario 1**

Le départ d'une unité alliée ou de plusieurs unités alliées n'aurait aucune incidence directe ou indirecte sur le secteur de l'énergie hydroélectrique.

#### **3.1.5.2 Scénario 2**

Si la Base est désaffectée, le secteur de l'hydroélectricité ne subirait pas d'incidences à court terme puisqu'il faudra assurer un approvisionnement électrique pour les travaux de désaffectation. À long terme cependant, ce secteur pourrait subir des incidences. Actuellement, le contrat d'électricité avec la Base représente 3 millions de dollars annuellement, même si le coût de production de l'électricité est sensiblement moins élevé. Si la PUB introduit une tarification unique à la grandeur de la grille interconnectée du Labrador, l'incidence de la perte en revenus de la Base serait neutralisée par les clients du réseau qui assumeraient les frais combinés du financement et de l'entretien de l'infrastructure. Cependant, en raison d'une clientèle moins importante, les tarifs pourraient augmenter d'environ 10 % à 15 %. Néanmoins, cela dépendra de la façon dont la PUB répartira le coût entre les usagers et suppose également que la vente actuelle d'électricité demeurera non réglementée, comme cela est le cas actuellement à la Churchill Falls Labrador Corporation (CFLC).

### **3.1.5.3 Scénario 3**

Si la Base est mise en réserve, le secteur de l'énergie hydroélectrique ne subirait pas d'incidences à court terme puisqu'il faudra assurer un approvisionnement électrique pour les travaux de mise en réserve. Cependant, ce secteur pourrait subir des incidences à long terme puisqu'il faut moins d'électricité pour la mise en réserve que pour l'opération de la Base. Le versement de 3 millions de dollars à Newfoundland and Labrador Hydro serait renégocié et tout changement à la tarification dans la zone d'étude serait révisé par la PUB.

## **3.1.6 Exploitation minière**

### **3.1.6.1 Scénario 1**

La seule incidence directe ou indirecte que connaîtrait le secteur de l'exploitation minière serait la suivante : certains individus qui travaillent pour le compte de chaque unité alliée pourraient perdre leurs emplois et tenter leur chance à la baie de Voisey's, sans être toutefois certains de pouvoir s'y placer.

### **3.1.6.2 Scénario 2**

La seule incidence directe ou indirecte que connaîtrait le secteur de l'exploitation minière serait la suivante : certains individus qui travaillent à la Base pourraient perdre leurs emplois et tenter leur chance à la baie de Voisey's, sans être toutefois certains de pouvoir s'y placer.

### **3.1.6.3 Scénario 3**

La seule incidence directe ou indirecte que connaîtrait le secteur de l'exploitation minière serait la suivante : certains individus qui travaillent à la Base pourraient perdre leurs emplois et tenter leur chance à la baie de Voisey's, sans être toutefois certains de pouvoir s'y placer.

## **3.2 Industries secondaires**

### **3.2.1 Industries manufacturières (artisanat, pierre de taille, autres)**

#### **3.2.1.1 Scénario 1**

Le secteur manufacturier est relativement sous-développé dans la zone d'étude. Cependant, toutes les entreprises de fabrication subiraient des incidences négatives si les unités alliées partaient. Peu importe le nombre d'unités alliées qui quittent la zone d'étude, les coûts de production demeurent essentiellement les mêmes pour les fabricants qui vendent directement à la Base. Ils pourraient être soit partagés entre les unités alliées qui demeurent ou les entreprises se verraient obligées de réduire sensiblement leurs coûts (p. ex., par une mise en disponibilité saisonnière). Étant donné que la plupart des employés de ce secteur sont hautement qualifiés, ils pourraient quitter la zone d'étude afin de trouver des postes à plein temps mieux rémunérés ailleurs.

Quant aux entreprises qui vendent des produits de façon indirecte à la Base (p. ex., en offrant des produits à des sociétés ayant des contrats d'entreprise), la demande pour ces produits serait moindre si une unité alliée quelconque partait.

Voici trois exemples d'industries manufacturières dans la zone d'étude qui subiraient des incidences directes si une unité alliée quelconque cesse ses activités dans la zone d'étude.

1. Un fabricant local coud sur mesure des articles tels que des tentes, des manteaux et des capots protecteurs. En 1999, un tiers des activités commerciales du fabricant était attribuable au secteur militaire, en particulier la GAF qui achetait des chaussures, des manteaux et des enveloppes pour leurs camions. En 2003, la proportion avait chuté à 25 % en raison de la diminution du personnel militaire.
2. Une entreprise de transformation des aliments achète et dépèce le gibier et le poisson local (le caribou et le saumon p. ex.) pour ensuite le vendre aux clients. Environ 35 % des activités commerciales de l'entreprise sont dues aux unités alliées (notamment les Allemands, suivi des Néerlandais) qui achètent notamment du saumon fumé et des steaks de caribou en vrac. En 2003, lorsque les Néerlandais ont quitté la zone d'étude, la demande pour ces produits a diminué d'environ 20 %. Le départ imminent des Allemands laisse supposer une baisse additionnelle de 35 % des activités commerciales.
3. Une entreprise d'oxygène liquide, établie il y a 15 ans dans le seul but d'approvisionner la Base, est totalement dépendante des unités alliées pour l'achat de ses produits. Si une unité quelconque cesse ses activités, les autres unités alliées devront compenser le coût d'approvisionnement des produits : peu importe le nombre d'unités alliées qui les achètent, la production nécessite quand même un personnel de cinq. Étant donné qu'il s'agit d'employés hautement qualifiés, certains d'entre eux pourraient quitter la zone d'étude afin de trouver du travail ailleurs, si les possibilités d'emploi continu demeurent incertaines.

L'industrie de la production locale d'artisanat ne subirait aucune incidence négative directe si toutes les unités alliées partaient puisque la majorité du personnel militaire achète, en souvenir de leur séjour, de petits objets fabriqués ailleurs.

### **3.2.1.2 Scénario 2**

Si le programme d'entraînement à basse altitude est suspendu, que toutes les unités alliées partent et que la Base est désaffectée, l'industrie manufacturière décrite ci-dessus verrait une réduction de 35 % à 50 % de ses ventes directes, à l'exception de l'entreprise d'oxygène liquide (voir au paragraphe suivant). De plus, bon nombre de personnes qui travaillent à la Base et leurs familles, ainsi que d'autres personnes et leurs familles qui vendent des services directement à la Base, quitteraient la zone d'étude à moins d'y trouver d'autres emplois. Ces individus forment une part importante du chiffre d'affaires de la plupart des fabricants locaux. À court terme, certains individus travailleraient à la Base dans le cadre des opérations de déclassement et continueraient à acheter des produits des fabricants locaux. À long terme cependant, la demande pourrait être insuffisante ce qui obligerait les fabricants à cesser leurs activités.

Si la Base est désaffectée, l'entreprise d'oxygène liquide fermerait ses portes et cinq employés, dont certains sont hautement qualifiés et bien rémunérés, perdraient leurs emplois.

Quant à l'artisanat local, la majorité de la production est vendue à l'extérieur du Labrador : le déclassement de la Base n'aurait donc aucune incidence sérieuse sur ce secteur. Il pourrait y avoir une incidence indirecte négative à savoir qu'une partie de l'artisanat local est vendu à des gens locaux dont certains travaillent à la Base. S'ils ne peuvent pas trouver du travail ailleurs dans la zone d'étude, ils pourraient déménager pour chercher de l'emploi ailleurs.

### **3.2.1.3 Scénario 3**

Si le programme d'entraînement à basse altitude est suspendu, que toutes les unités alliées partent et que la Base est mise en réserve, l'industrie manufacturière décrite ci-dessus verrait une réduction de 35 % à 50 % de ses ventes directes, à l'exception de l'entreprise d'oxygène liquide (voir au paragraphe suivant). De plus, bon nombre de personnes qui travaillent à la Base et leurs familles, ainsi que d'autres personnes et leurs familles qui vendent des services directement à la Base, quitteraient la zone d'étude à moins d'y trouver d'autres emplois. Ces individus forment une part importante du chiffre d'affaires de la plupart des fabricants locaux. À court terme, certains individus travailleraient à la Base dans le cadre des opérations de déclassement et continueraient à acheter des produits des fabricants locaux. A long terme cependant, la demande pourrait être insuffisante ce qui obligerait les commerçants à cesser leurs activités.

Si le scénario 3 se concrétise, l'entreprise d'oxygène liquide décrite au scénario 1 cesserait fort probablement ses activités.

Quant à l'artisanat local, les incidences du scénario 2 seraient les mêmes qu'au scénario 3.

### **3.2.2 Construction**

Il y a quelques années, lors de la diversification des modes de prestations des services (DPMS) et de la réduction des effectifs qui a suivie, de nombreux anciens employés de la Base ont utilisé leurs indemnités de départ pour acheter et rénover de vieilles maisons ou pour acheter du terrain et bâtir de nouvelles demeures. Suite à une rationalisation des logements familiaux à la Base, certains employés ont dû déménager à l'extérieur de la Base. Ils ont soit acheté et rénové de vieilles maisons ou acheté du terrain et bâti de nouvelles demeures. Par conséquent, plusieurs entrepreneurs locaux et d'autres venus d'ailleurs se sont établis dans la zone d'étude afin de travailler directement à la Base ou afin de profiter des occasions offertes dans le domaine de la construction et de la rénovation.

Lorsque le méga projet de la mine de nickel à la baie de Voisey's près de Nain au Labrador a démarré, de nombreux entrepreneurs de la zone d'étude y voyaient un élément pouvant soutenir l'essor économique. Malheureusement, le projet n'a pas eu de répercussions directes sur la communauté. Il y a environ deux ans, lorsque l'économie locale a commencé à dérapé, certains entrepreneurs en construction ont fait de la spéculation immobilière tandis que certaines entreprises plus importantes se mirent à soumissionner à plus bas prix sur des projets moins importants. Cela obligea les petits entrepreneurs à cesser leurs activités ou à déménager ailleurs. Si l'économie locale dérape davantage en raison de l'un ou l'autre des scénarios

décrits ci-dessous, la situation n'en sera qu'aggravé : l'effet d'entraînement que cela créerait signifierait moins d'occasions pour les projets de construction, obligeant les entreprises qui n'ont pas déjà des contrats ailleurs à soit cesser leurs activités ou déménager. Leurs employés devraient donc soit aussi déménager ou demander l'aide de l'état.

### 3.2.2.1 Scénario 1

Un certain nombre d'entrepreneurs en construction offrent une variété de services soit directement aux unités alliées, soit au MDN et/ou à Serco. Selon leur spécialité ou les différentes façons d'opérer de chaque unité alliée, les entrepreneurs jouissent de liens étroits ou de liens ténus avec chaque unité alliée. (P. ex., la direction d'une unité alliée prend l'habitude de toujours demander les services de certains entrepreneurs, leur offrant du travail sur une base régulière dans le cadre d'un contrat fixe. Si cette unité alliée en particulier tire sa révérence, cela érode singulièrement la rentabilité de ces entrepreneurs.) En raison de son importance numérique, l'unité allemande représente la plus importante source de travail pour la majorité des entrepreneurs. Cependant, chez d'autres entrepreneurs, c'étaient les Néerlandais qui constituaient la source la plus importante. Les incidences de leur retrait sur la zone d'étude se font déjà ressentir.

À l'exception d'une ou deux entreprises, la plupart des entrepreneurs travaillent soit à la construction et à la réparation plutôt que dans le secteur de la destruction. Par conséquent, si l'une ou l'autre des unités alliées quitte, il n'y aurait ni construction ni réparations à moins qu'une autre unité alliée s'installe ou que l'on trouve un autre locataire. Il n'y aurait aucune construction continue et aucun entretien à moins que ce ne soit pour des biens collectifs (p. ex., la piste d'atterrissage). Étant donné que la Base était et demeure un projet permanent à long terme qui nécessite un entretien et une construction continue et étant donné que tout autre projet majeur de construction serait à court terme, la majorité des entrepreneurs ont l'intention soit de déménager ou de fermer leurs portes si une autre unité alliée décide de partir ou à moins qu'un programme de rénovations et d'entretien continu ne soit approuvé.

Le tableau 12 démontre le total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur de construction au Labrador et dans l'ensemble de la province, si chaque unité alliée décide de partir individuellement.

<b>Tableau 12</b>				
<b>Total des incidences sur le PIB et l'emploi par indicateur de secteur (Construction) du scénario 1</b>				
<b>Unités</b>	<b>Labrador</b>		<b>Province de Terre-Neuve et Labrador</b>	
	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>
RAF	12,1	19	9,8	17
GAF	10,1	15	2,1	1
RNLAF	8,7	13	7,3	11
ITAF	12,6	20	7,3	10

Note : Exprimé en pourcentage du total de chaque unité alliée

### **3.2.2.2 Scénario 2**

Si le programme d'entraînement à basse altitude est suspendu, que toutes les unités alliées partent et que la Base est désaffectée, d'importants travaux de destruction s'étaleraient sur plusieurs années pour les entreprises impliquées dans ce secteur ou pour celles qui offrent des services aux entreprises de destruction et de l'environnement. Par la suite cependant, il n'y aurait plus de travail. Les sociétés à forfait qui dépendent étroitement de la Base pour la majorité de leurs contrats et qui ne pourraient pas trouver du travail ailleurs auraient fort à faire pour relever le défi, surtout si l'on considère que dans le cadre du scénario 2, de nombreux résidents quitteraient la zone d'étude, ce qui mettrait un frein à la construction et à la rénovation immobilière. De plus, la majorité des plus importants projets d'infrastructure situés dans la zone d'étude et dans le nord du Labrador ont été complétés (p. ex., la communauté de Natuashish à Sango Bay, l'école secondaire, le palais de justice, l'édifice de la GRC à Sheshatshiu) et les entrepreneurs les plus importants qui disposent d'une capacité financière suffisante pourraient soumissionner sur des projets futurs à un coût moindre, ce qui obligerait les plus petits entrepreneurs qui disposent de moins de flexibilité financière à cesser leurs activités ou à déménager.

La plupart des entreprises de construction et de sociétés à forfait de la zone d'étude attribuent de 10 % à 20 % de leur chiffre d'affaires directement à la Base mais indirectement, c'est plus de 50 % de leur chiffre d'affaires qui y est directement lié (p.ex., ils construisent et réparent des maisons pour des individus qui travaillent à la Base ou pour des individus qui vendent la majorité de leurs biens et services à la Base). Si celle-ci ferme, on verrait possiblement l'exode des individus qui y travaillent, ainsi que de leurs familles, surtout s'il n'y a pas d'autres emplois disponibles dans la zone d'étude. Puisque la majorité de ces individus possèdent des emplois rémunérateurs réguliers à la Base, leur départ signifierait la perte d'un pouvoir d'achat significatif au chapitre de l'achat, de la construction et de la rénovation domiciliaire.

L'infrastructure de la Base étant d'une grande superficie, les projets de rénovation et d'entretien sont choses courantes. Mais considérant que tout autre projet majeur de construction serait à court terme, la plupart des entrepreneurs pensent pouvoir survivre une année ou deux en travaillant aux projets liés à la destruction et aux travaux environnementaux. Toutefois, par la suite, ils devraient soit déménager ou cesser leurs activités.

Le tableau 13 démontre le total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur de construction au Labrador et dans l'ensemble de la province, si chaque unité alliée décide de partir et la Base ferme complètement.

<b>Tableau 13</b>				
<b>Total des incidences sur le PIB et l'emploi par indicateur de secteur (Construction) du scénario 2</b>				
	<b>Labrador</b>		<b>Province de Terre-Neuve et Labrador</b>	
	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>
Opération dépollution non comprise	10,0	20	8,1	10
Opération dépollution comprise	43,8	48	26,9	33

Note : Exprimé en pourcentage du total de chaque unité alliée

### 3.2.2.3 Scénario 3

Si le programme d'entraînement à basse altitude est suspendu, que toutes les unités alliées partent et que la Base est mise en réserve, d'importants travaux dans le secteur de la construction à court terme seraient entrepris à la Base par les entrepreneurs spécialisés dans l'entretien courant et la destruction. A long terme, il y aurait des travaux d'entretien courant et de réparation.

Si la Base est mise en réserve, les individus de la zone d'étude qui y travaillent et dont on n'aurait plus besoin des services pour l'entretien courant et les rénovations partiraient, surtout s'il n'y a pas d'autres possibilités d'emplois ailleurs dans la zone d'étude. Puisque la majorité de ces individus possèdent des emplois rémunérateurs réguliers à la Base, leur départ signifierait la perte d'un pouvoir d'achat significatif au chapitre de l'achat, de la construction et de la rénovation domiciliaire.

La grande superficie de l'infrastructure de la Base exige un entretien courant. Étant donné cependant que tout autre projet majeur de construction serait à court terme, la plupart des entrepreneurs pensent soit déménager ou cesser leurs activités si le scénario 3 se matérialise.

Le tableau 14 démontre le total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur de construction au Labrador et dans l'ensemble de la province, si chaque unité alliée décide de partir et la Base est maintenue à un niveau minimal.

<b>Tableau 14</b>				
<b>Total des incidences sur le PIB et l'emploi par indicateur de secteur (Construction) du scénario 3</b>				
	<b>Labrador</b>		<b>Province de Terre-Neuve et Labrador</b>	
	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>
Construction	11,3	15	17,9	12

Note : Exprimé en pourcentage du total de chaque unité alliée

### 3.3 Industries de service

La baisse du nombre des unités alliées à la Base, le déficit provincial et le réexamen de l'infrastructure promise dans la zone d'étude constituent des facteurs défavorables pour le

secteur de l'industrie des services de la zone d'étude, surtout si aucun autre projet d'importance (ou bon nombre de petits) n'est annoncé.

### **3.3.1 Transports, communication et autres services**

#### **3.3.1.1 Scénario 1**

##### **Aéroport**

Lorsqu'une unité alliée quitte, les coûts d'entretien de l'aéroport et des services connexes sont redistribués aux autres unités alliées.

##### Compagnies aériennes

Le personnel des unités alliées voyage à bord de compagnies aériennes commerciales pour se rendre à la Base en prévision de la période d'entraînement. Les familles des unités alliées qui s'installent à la Base sur une période de roulement à long terme (trois ans) bénéficient de vols gratuits vers l'extérieur de la région et ce plusieurs fois par année. C'est également le cas pour les employés de la Serco. Ces déplacements représentent, au minimum, environ 5 % du chiffre d'affaires d'une compagnie aérienne par année.

En règle générale, c'est l'unité alliée comptant le plus grand nombre de sorties et de familles (notamment la RAF et ensuite la GAF) qui utilise le plus fréquemment l'aéroport et les services connexes. L'incidence la plus importante du point de vue de l'aéroport, dans le cadre du scénario 1, serait si la RAF cesse ses activités.

##### Hélicoptères

Deux compagnies d'hélicoptères opèrent à l'intérieur de la zone d'étude. Une de celles-ci, qui vendait ses services directement aux Néerlandais, dit avoir subi une perte directe de revenus de 120 000 \$ à 150 000 \$ lorsque cette unité alliée est partie. Cette compagnie vend également des forfaits de services aux autres unités alliées à travers le MDN : le départ de l'une ou l'autre des unités alliées aurait donc des conséquences négatives au niveau des affaires.

##### **Transport routier**

Plusieurs entreprises de camionnage se chargent du transport de l'équipement et de l'approvisionnement vers la Base (p. ex., pour la Serco). Une entreprise affirme qu'environ 40 % de son chiffre d'affaires est directement ou indirectement lié à la Base sans toutefois être capable de distinguer entre elles les différentes unités alliées.

##### **Compagnie de taxi**

De façon générale, la compagnie de taxi fait très peu d'affaires directement avec la Base mais passablement d'affaires de façon indirecte. Si une unité alliée quelconque cesse ses activités, résultant dans la mise à pied d'employés, ces derniers pourraient quitter la zone d'étude ce qui signifierait moins d'affaires pour la compagnie de taxi.

#### **3.3.1.2 Scénario 2**

##### **Aéroport**

La vaste majorité de l'infrastructure de l'aéroport sert aux activités de la Base. Si celle-ci ferme, l'infrastructure ainsi que les services connexes (p. ex., les services de la tour de contrôle, les

pistes et des aires de trafic, les hangars, le déneigement, etc.) ne seraient probablement plus en service. Aussi, il serait peu probable que l'on puisse maintenir en état la piste de 11 000 pieds ce qui impliquerait que seulement de petits avions pourraient y atterrir. Il est ainsi fort probable que l'aéroport deviendrait un aéroport éloigné, semblable à l'aéroport de Wabush. Les conséquences suivantes peuvent être anticipées si l'aéroport est transféré aux autorités de l'aviation civile :

- Les services de sauvetage, qui sont de catégorie 8 maintenant, seraient réduits à ceux de la catégorie 6, ce qui signifierait moins de services spécialisés; ou
- le personnel spécialisé serait ré-affecté ailleurs et la plupart de l'équipement sophistiqué nécessaire aux unités alliées serait retiré du site.

De plus, notons que l'aéroport est situé à quelques kilomètres de la ville. Il faudrait donc maintenir en état la route vers l'aéroport ainsi que les systèmes électriques et les systèmes de communications et d'eau et d'égouts. Les compagnies aériennes assumeraient une part de ces frais supplémentaires – en payant des redevances d'atterrissage plus élevées – pour ensuite transférer les frais aux voyageurs. Les autres frais reviendraient à la ville ce qui pourrait entraîner une hausse des taxes municipales.

#### Compagnies aériennes

La zone d'étude est une région relativement à l'aise. De nombreux facteurs contribuent au maintien d'horaires et de services aériens acceptables : depuis des années, l'emploi a été stable et régulier; les revenus sont assez élevés; les familles des unités alliées et celles de la Serco bénéficient de vols gratuits sans compter que la zone d'étude constitue le centre administratif gouvernemental au Labrador ainsi que le centre autochtone. Cependant, si la Base ferme, les incidences sur le secteur des services aériens dans la zone d'étude pourraient être significatives. Les frais liés au déneigement, à la lutte contre l'incendie, à la sécurité dans son ensemble et au contrôle de la circulation aérienne pourraient tous augmenter étant donné que la Base et la Goose Bay Airport Corporation devront partager les coûts, ce qui pourrait soit entraîner une hausse du prix des billets ou une baisse des services passagers et de fret. Les vols gratuits offerts aux employés militaires et aux employés de la Serco (ainsi qu'à leurs familles) seraient éliminés, même si, initialement, l'exode des travailleurs et l'arrivée du personnel prévu pour la désaffectation provoquerait une augmentation temporaire des activités liées au secteur aérien.

#### Hélicoptères

Une compagnie d'hélicoptères dit offrir actuellement deux types de service aux unités militaires : le service aller retour pour le personnel vers les zones d'exercices ainsi que des activités environnementales liées aux activités militaires. Deux de leurs plus importants clients travaillent directement auprès du secteur militaire. Cette compagnie verrait son chiffre d'affaires diminuer sensiblement si la Base fermait. L'entreprise pourrait devoir réduire son personnel qui est hautement qualifié et bien rémunéré. Certains employés pourraient quitter la zone d'étude s'ils n'y trouvent pas d'autres emplois. Même s'il est vrai que cette compagnie n'a pas besoin des services de contrôle de la circulation aérienne, il est également vrai que les services et l'infrastructure de l'aéroport liés aux activités de la Base aident à maintenir la zone d'étude comme région centrale pour tous les genres de transports aériens, y inclus les hélicoptères.

### **Transport routier**

Dans ce secteur, il est difficile de chiffrer l'incidence de la fermeture de la Base. A court terme, l'activité pourrait augmenter si la désaffectation de la Base requiert des biens spécialisés et si l'on doit transporter hors de la zone d'étude des effets mobiliers et de l'infrastructure. A long terme par exemple, au fur et à mesure que les résidents quittent la région et que les entreprises ferment soit leurs portes ou diminuent leurs services, il pourrait y avoir des incidences négatives sur le secteur du transport par camion, à moins qu'il n'y ait d'autres projets de développement dans la région ou que le réseau routier du Labrador soit terminé de Labrador Ouest jusqu'à la région du détroit.

### **Compagnie de taxi**

La Base représente environ 10 % du chiffre d'affaires direct du secteur tandis que les incidences indirectes sont plus élevées. Il est toutefois difficile de quantifier ces montants. Si la Base ferme, il pourrait y avoir, à court terme, un regain d'activité en raison des résidents qui quittent la région pour trouver du travail ailleurs et des experts en déclassement qui arrivent pour y travailler. A long terme, les gens quitteraient la région en réaction à l'économie déprimée ce qui réduirait la demande pour les services de taxi. Enfin, les résidents qui demeurent pourraient devoir vivre avec des salaires réduits ce qui impliquerait qu'ils auraient moins d'argent à dépenser sur les voyages (p. ex., moins de déplacements vers l'aéroport).

#### **3.3.1.3 Scénario 3**

### **Aéroport**

Les incidences des scénarios 2 et 3 seraient probablement les mêmes. Essentiellement, si la Base ferme ses portes, les services aériens utilisés présentement pour l'entraînement ne seront plus nécessaires.

### Compagnies aériennes

Les répercussions du scénario 2 seraient à prévoir. L'augmentation des activités aériennes liées à la mise en réserve de la Base (p. ex., l'arrivée de nouvelles personnes, l'exode des employés mis à pied et de leurs familles) seraient semblables à l'augmentation créée par la désaffectation de la Base même si, à court terme, le scénario 1 entraînerait probablement plus de circulation aérienne.

### Hélicoptères

Dans le cadre du scénario 3, il n'y aurait pas d'opération dépollution qui nécessiterait les services des compagnies d'hélicoptères : la Base ne ferait donc plus appel à leurs services.

### **Transport routier**

Dans ce secteur, il est difficile de chiffrer l'incidence de la fermeture de la Base. A court terme, l'activité pourrait augmenter si la désaffectation de la Base requiert des biens spécialisés et si l'on doit transporter hors de la zone d'étude des effets mobiliers et de l'infrastructure. A long terme par exemple, au fur et à mesure que les résidents quittent la région et que les entreprises ferment soit leurs portes ou diminuent leurs services, il pourrait y avoir des incidences négatives sur le secteur du transport par camion, à moins qu'il n'y ait d'autres projets de développement dans la région ou que le réseau routier du Labrador soit terminé de Labrador Ouest jusqu'à la région du détroit.

### **Compagnies de taxi**

À court terme, il pourrait y avoir un regain dans les services de taxi étant donné l'arrivée du personnel possédant l'expertise dans la mise en réserve mais à long terme, les incidences décrites au scénario 2 seraient à prévoir.

### **3.3.2 Commerce général**

Traditionnellement, la ville de Happy Valley-Goose Bay a toujours été plus diversifiée, plus cosmopolite et plus entrepreneuriale que d'autres villes isolées de même grandeur, notamment parce que les unités alliées réclamaient ces services (p. ex., des installations touristiques et récréatives, des restaurants, des services de nettoyage à sec et des services de massothérapie). Si les unités alliées quittent ou si la Base cesse ses activités, ces entreprises ne pourraient pas survivre uniquement grâce à la population qui demeure. Également, de nombreux spécialistes vivant dans la zone d'étude en raison de leurs activités directes ou indirectes avec la Base partiraient probablement, privant la ville de leur pouvoir d'achat. De plus, la région a subi les effets d'une « fausse » économie en plein essor qui, il y a environ trois ans, a commencé à s'effriter. Trois facteurs y ont contribué : il y avait eu trop d'expansion dans l'économie à la fin des années 1990 en raison des indemnités de départ et de retraite; on misait sur le projet de la baie de Voisey's pour faire de Happy Valley-Goose Bay le centre de services de la région et on avait espoir que le projet d'aménagement hydroélectrique du cours inférieur de Churchill irait de l'avant. En 2001, les incidences positives des indemnités de départ et de retraite se sont estompées; le projet de la baie de Voisey's n'a pas eu l'effet escompté, ce qui a eu des incidences négatives sur les entreprises qui s'étaient préparées en ce sens, et le projet d'aménagement hydroélectrique du cours inférieur de la rivière Churchill n'a pas vu le jour. La situation à la Base étant restée stable, les entreprises qui avaient pris de l'expansion durent amputer énormément dans leurs dépenses.

Si le niveau des activités à la Base est réduit, l'économie locale se rétrécira davantage. Au fur et à mesure que le niveau de confiance dans l'économie local s'amenuisera, certaines conséquences sont à prévoir, dont celles-ci :

- les spécialistes qui travaillent dans les magasins et les commerces spécialisés – et qui sont en grande demande ailleurs – commenceront à quitter la région, privant celle-ci de leur pouvoir d'achat. Dans certains secteurs de l'économie, on aurait trop de main-d'œuvre semi-spécialisée et non spécialisée; et
- certains commerces de détail et de restauration rapide qui offrent le salaire minimum seront contraints de réduire leurs activités, ce qui provoquera le départ de d'autres travailleurs. (Déjà, la zone d'étude connaît une pénurie au niveau de la main-d'œuvre non spécialisée dans ce secteur).

Présentement, plusieurs commerces et magasins qui font toujours des affaires avec la Base enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires. Les groupes autochtones (l'Association des Inuit du Labrador, la Nation Innu, la Nation Métis du Labrador) ont injecté du capital dans des projets d'infrastructure majeurs à Natuashish et Sheshatshiu mais l'activité a cessé depuis à Natuashish et cessera bientôt à Sheshatshiu. Le projet de la baie de Voisey's et le renflouement des trois groupes autochtones ne suffiront pas à compenser les incidences de la perte de revenus lié à la Base.

### 3.3.2.1 Scénario 1

Vu d'un point de vue local, il faut comprendre que chaque unité alliée possède sa propre culture et sa propre façon de sous-traiter les services et de faire les achats. D'une manière générale, les Néerlandais étaient perçus comme étant une unité autosuffisante et rentable. Ils n'ont pas investi de façon significative dans l'économie locale. C'est la raison pour laquelle même si certaines entreprises individuelles ont ressenti les effets de leur départ en 2003, l'économie locale n'a pas subi d'incidences spécifiques. Quant aux Allemands, dont le niveau d'activités diminue déjà et qui n'appartiendront plus d'immobilisations après 2005, leur départ aura des incidences importantes sur toute la zone d'étude. Étant donné que la RAF a déjà commencé à réduire ses activités et que cette unité jouit de liens historiques avec les communautés de la zone d'étude, son départ aura une incidence certaine sur l'industrie des services.

Les magasins spécialisés (p. ex., de souvenirs), les magasins d'articles de sports ainsi que certains restaurants et bars seraient parmi les commerces les plus touchés de ce secteur d'activité. En 2003, la rotation du personnel a permis à environ 2 500 membres des unités alliées de travailler à la Base. Dans le cas des bars par exemple, si l'on présume que chaque militaire dépense un minimum de 25 \$ dans un bar quelconque au cours d'une rotation, cela correspond à 62 500 \$. Le projet de la baie de Voisey's ne saurait compenser cette somme.

Le tableau 15 montre un échantillon de certaines entreprises générales et spécialisées et des incidences qu'elles subiraient lors du départ de chaque unité alliée.

<b>Commerce général</b>	<b>RAF</b>	<b>GAF</b>	<b>RNLAF</b>	<b>ITAF</b>	<b>Notes</b>
Nettoyeurs à sec	-	1*	-	-	L'entreprise fermerait si les Allemands partaient.
Bar A	1	2	3	4	La RAF compte pour environ 15 % des affaires. Première baisse en cinq ans suite au départ des Néerlandais.
Bar B	1	2	3	4	Ce bar a récemment doublé sa capacité pour servir les militaires. Les Allemands sont les meilleurs clients et mangent plus que les autres. Cependant, les RAF dépensent plus. Les Italiens, même s'ils dépensent peu, ajoutent de l'atmosphère, ce qui pousse les autres clients à dépenser plus. En 2003, le bar a accueilli environ 2 500 militaires, dont chacun a dépensé 25 \$.
Bar C	1	2	3	4	
Service de messageries	2	1	3	4	
Magasin d'articles de sports A	2	1	3	4	
Magasin d'articles de sports B	-	-	1	-	

Société mère (vente au détail)	1	2	3	4	Les unités alliées achètent de grandes quantités d'articles qu'ils ne peuvent avoir dans leur pays. Les incidences du départ de n'importe laquelle unité alliée seraient plus importantes que le départ de la plupart des autres employeurs majeurs existants.
Dépanneur	-	-	-	-	Chiffre d'affaires en baisse de 12 % en raison du départ des Néerlandais et de la réduction des effectifs : les profits ont chuté davantage.
Quincaillerie	1	-	-	-	La RAF achète du revêtement de sol.
Restaurant A	3	1	2	4	Les Allemands y mangent et les Néerlandais et les Britanniques y boivent des boissons non alcoolisées. Les Italiens mangent à la maison.
Restaurant B	2	1	3	4	Les Allemands dépensent le plus : les Italiens mangent à la maison.

Notes :

1 à 4 = représente le rang des dépenses des unités alliées; 1 = la plus importante et 4 = la moins importante.

\* 80 % contrat commercial

### 3.3.2.2 Scénario 2

De façon générale, si la Base cesse ses activités et qu'une part significative de la population quitte la région ou doit vivre sur un revenu fixe, certains commerces spécialisés et certaines petites boutiques familiales seraient probablement obligés de fermer leurs portes. Les plus gros magasins à succursales multiples pourraient, s'ils ont plus de ressources financières, réduire leurs effectifs en attendant que l'économie se stabilise et redémarre.

Le tableau 16 démontre les incidences qu'aurait la fermeture de la Base sur un petit échantillonnage de commerces généraux opérant dans la zone d'étude.

<b>Tableau 16</b>	
<b>Incidences sur les commerces généraux dans le scénario 2</b>	
<b>Commerces généraux</b>	<b>Incidences</b>
Nettoyeur à sec	Ce commerce fermerait si les Allemands partaient.
Bar A	Une baisse de 50 % du chiffre d'affaires si la Base ferme.
Bar B	En 2002, le personnel de la Base constitue 60 % du chiffre d'affaires; en 2003, c'est 40 % d'un chiffre d'affaires qui est sensiblement moins élevé. Si la Base ferme, le bar devra être réorganisé. Certaines unités alliées reçoivent un taux quotidien exceptionnel et nombreux sont ceux qui le dépensent dans un bar. Ces sommes sont irremplaçables.
Bar C	Les unités alliées et les employés de la Serco constituent environ 80 % du chiffre d'affaires durant la saison d'entraînement. A moins de trouver d'autres clients ailleurs, l'avenir est incertain.
Service de messageries	La Base compte pour environ 40 % à 50 % du chiffre d'affaires, directement et indirectement. Devrait réévaluer la situation.
Magasin d'articles de sports A	La Base compte pour environ 25 % du chiffre d'affaires, directement et indirectement. Sa fermeture aurait des incidences négatives sur l'ensemble du commerce (p. ex., la valeur de la propriété, les impôts, les salaires, les profits).

Magasin d'articles de sports B	Si davantage de gens quittent la zone d'étude, nous avons intérêt à fermer boutique et faire comme eux.
Société mère (vente au détail)	Ne fermerait pas mais réduirait ses effectifs.
Quincaillerie	Représente directement de 25 % à 30 % du chiffre d'affaires. Si la Base ferme, l'entreprise retournerait à une opération familiale alors que maintenant, il y a 20 employés.
Restaurant A	Environ 25 % du chiffre d'affaires lié à la Base. Si celle-ci ferme, un des restaurants fermerait, les employés au salaire minimum quitteraient faute d'avenir et les propriétaires s'impliqueraient davantage. Puisque les produits laitiers sont achetés localement, une baisse du chiffre d'affaires aurait des incidences sur ce fournisseur.
Restaurant B	30 % du chiffre d'affaires lié directement à la Base. Si celle-ci ferme, ces restaurants fermeront leurs portes. Les gens n'ont pas l'habitude, comme c'est le cas dans l'ouest du Labrador, de manger à l'extérieur.

### 3.3.2.3 Scénario 3

Le tableau 17 démontre les incidences qu'aurait une mise en réserve de la Base sur un échantillonnage de commerces généraux opérant dans la zone d'étude.

<b>Tableau 17</b>	
<b>Incidences sur les commerces généraux dans le scénario 3</b>	
<b>Commerces généraux</b>	<b>Incidences</b>
Nettoyeurs à sec	Fermerait.
Bar A	Les mêmes qu'au scénario 2.
Bar B	Les mêmes qu'au scénario 2.
Bar C	Les mêmes qu'au scénario 2.
Service de messageries	À court terme, baisse dans les affaires.
Magasin d'articles de sports A	Les mêmes qu'au scénario 2.
Magasin d'articles de sports B	Les mêmes qu'au scénario 2.
Société mère (vente au détail)	À court terme, une certaine baisse du chiffre d'affaires mais essentiellement les mêmes incidences qu'au scénario 2.
Quincaillerie	À court terme, ce commerce ne souffrirait pas trop en raison des dépenses liées à la mise en réserve (p. ex., l'achat de contreplaqué).
Restaurant A	Les mêmes qu'au scénario 2.
Restaurant B	Les mêmes qu'au scénario 2.

Il est impossible de discuter des incidences sur le secteur du commerce en général sans évoquer Woodward's, le plus important employeur privé de la région (environ 800 personnes). Même s'il s'agit d'une entreprise diversifiée, une grande part des affaires touche le secteur du transport (p. ex., le carburant aviation, les voitures, les services de conteneur et de la marine, la vente des avions, un garage et une station-service). Cette entreprise fournit également le mazout de chauffage aux communautés côtières du Labrador et au Nunavut. Si la Base devait fermer, 50 personnes perdraient leurs emplois et il faudrait réévaluer la rentabilité des autres secteurs d'affaires. La compagnie de navigation pourrait être opérée n'importe où ailleurs dans le monde.

### 3.3.3 Défense

Les informations qualitatives qui suivent portent avant tout sur les activités de la Serco puisque l'information obtenue du MDN sert de fondement aux informations quantitatives trouvées dans ce rapport.

#### 3.3.3.1 Scénario 1

Afin de comprendre ce qui suit, il faut savoir que si le personnel à la Base diminue au-dessous du niveau de seuil, l'obligation d'offrir certains services de soutien est périmée (p. ex., le théâtre, le gymnase, le Canex). Une diminution du personnel a déjà entraîné la fermeture de la patinoire puisqu'on ne pouvait pas justifier les frais d'exploitation.

Le tableau 18 indique le nombre de personnes par unité alliée qui fréquente la Base pour des activités d'entraînement. Le personnel en rotation de chaque unité alliée contribue, de façon générale, directement à l'économie locale (p. ex., ils dépensent de l'argent dans les bars du coin ou les restaurants, achètent des souvenirs et participent aux activités récréatives locales). Le personnel supplémentaire du tableau 18 vit dans la zone d'étude. Ce sont soit des gens d'embauche locale ou des membres des unités alliées stationnés à la Base pour une période de trois ans. Leur pouvoir d'achat est significatif puisqu'en générale, ils sont bien rémunérés, achètent des produits et des services locaux et appartiennent ou louent une maison (à moins d'être un membre des forces alliées). Ils participent aussi activement à la communauté (p. ex., les enfants fréquentent les écoles locales, les résidents sont bénévoles auprès d'organismes communautaires et participent également aux activités récréatives et sportives locales). Si une unité alliée quelconque quittait la Base, tous les emplois associés disparaîtraient, y compris les dépenses associées. Si ces individus quittent la zone d'étude, il ne sera plus possible de profiter de leurs compétences et de leurs contributions communautaires.

<b>Tableau 18</b>				
<b>Nations du PE – personnel participant</b>				
<b>(2002 à 2003)</b>				
<b>Personnel</b>	<b>RAF</b>	<b>GAF</b>	<b>RNLAF*</b>	<b>ITAF</b>
Sorties	?	5 500	1 375	1 215
Personnel des unités alliées affectées	20**	50	16	16
Embauche locale	?	18	10 plein temps 40 temps partiel	?

Notes :

\* partie en 2003

\*\* une réduction par rapport à 123 en 2002

Les employés de la Serco assurent environ 30 différents services au MDN et aux unités alliées dont le management, l'approvisionnement, les services météorologiques à l'aviation, le contrôle de la circulation aérienne, les services de sauvetage et d'extinction des incendies d'aéronefs et des incendies domestiques, l'élimination des déchets dangereux, les transports, la sécurité, les services d'alimentation, le cantonnement, les services d'entretien et de nettoyage, la génération et la distribution électrique, les services d'égouts fluviaux, les services d'eau potable et l'entretien des édifices et des structures.

Le départ de la RNLA en 2003 a eu des incidences minimales sur l'étendue des activités de la Serco. Le départ des Italiens aurait le même effet. Cependant, le départ de soit la RAF ou la GAF aurait des incidences considérables sur l'étendue des activités de la Serco en raison de la rotation élevée du nombre d'individus au programme d'entraînement et de la portée des activités d'entraînement. Pour l'exercice 2002-2003, la répartition des coûts indirects pour les structures d'entraînement à la Base était la suivante : le RAF 35 %, les Allemands, 27 %, les Néerlandais, 19 % et les Italiens, 17 %.

### **3.3.3.2 Scénario 2**

En 2002 et 2003, 814 personnes avaient un emploi direct à la Base, dont 94 militaires qui seraient probablement réaffectés à d'autres bases si l'Escadre 5 de Goose Bay fermait ses portes. Environ 85 personnes additionnelles travaillaient directement pour les unités alliées; leurs postes n'existeraient plus si les unités alliées partent et la Base est mise en réserve. Vingt-sept (27) autres emplois civils relevant du secteur public étaient affectés au MDN; ces postes seraient éliminés, même si certains membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) pourraient être admissibles à des postes locaux au niveau fédéral. La Serco avait à son emploi environ 550 personnes. (Un rapport plus détaillé des incidences d'une mise en réserve de la Base sur les employés de la Serco se trouve ci-dessous.)

Si la Base ferme, à court terme, la Serco connaîtrait à court terme une augmentation de ses activités en raison des projets de mise en réserve liés à la destruction et à l'assainissement de l'environnement. Cependant, certains autres services qu'elle offre ne seraient plus requis, p. ex., le déneigement de la voie de roulement de la Base, le nettoyage du champ de tir et des édifices, la maintenance et le nettoyage de l'infrastructure du site utilisé par les unités alliées, les services météorologiques, le centre de contrôle des messages, le service d'alimentation électrique de parc et les aides de navigation aérienne. La seule exception serait le service d'atterrissage aux instruments et le système électrique qui demeurerait à l'aéroport. La Serco offre actuellement des services de catégorie 8 au chapitre de la lutte contre l'incendie et le sauvetage. La fermeture de la Base et un retour de l'aéroport aux autorités civiles nécessiterait que des services de catégorie 6, ce qui requiert moins de personnel qualifié.

Chaque employé de la Serco ainsi que ses personnes à charge reçoit une indemnité de déplacement annuel de 350 \$ ainsi qu'une indemnité de poste isolé de 50 cents l'heure (en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004). Chaque employé bénéficie également d'une mesure incitative variable liée au rendement mais qui peut valoir jusqu'à 1 575 \$ par employé à plein temps. La Serco retient 50 % de ce montant, l'employé recevant l'autre moitié. Un 5 % du montant total est versé dans un fonds humanitaire qui est distribué directement à des organismes communautaires. En avril 2003 et 2004, les employés ont reçu une augmentation salariale de 4 %, en 2005 et 2006, ils recevront 3 % et en 2007, 2,5 %. Si le contrat est prolongé au-delà de 2007, les employés recevront une augmentation de salaire de 2,5 % ou un pourcentage basé sur l'augmentation annuelle sur le coût de la vie, le montant le plus élevé étant retenu. La convention collective représente entre 28 et 30 millions de dollars annuellement pour les salaires et les bénéfices (p. ex., frais médicaux et de voyage). En 2007-2008, une clause d'échelle mobile entrera en vigueur et la valeur du contrat pourrait augmenter pour atteindre 40 à 45 millions de dollars annuellement.

Avant que l'on introduise la diversification des modes de prestation de service (DMPS), environ 50 % des employés syndiqués de la Serco travaillaient pour le MDN. Tel que mentionné précédemment, les répercussions suivantes sont à prévoir :

- certains individus recevraient des indemnités de licenciement;
- les individus à la veille de la retraite se verraient offrir des indemnités de licenciement et pourraient rester dans la zone d'étude, s'ils le veulent; et
- les individus possédant des compétences spécialisées et qui ne sont pas à la veille de la retraite pourraient déménager ailleurs (p. ex., les contrôleurs aériens).

La Serco compte environ 575 employés dont quelques 400 sont membres de l'Union des employés de la Défense nationale (en hiver, 350 employés). Bon nombre de ces postes syndiqués nécessitent des compétences et sont bien rémunérés. Un grand nombre d'individus remboursent soit une hypothèque ou versent un loyer dans la zone d'étude. Un grand nombre d'entre eux sont mariés et ont un conjoint ou une conjointe qui travaille dans la zone d'étude. Leurs enfants fréquentent donc les écoles locales. Tous les employés de la Serco utilisent les services médicaux de la région. Bon nombre d'entre eux font du bénévolat auprès d'organismes locaux et/ou participent aux services récréatifs locaux. Tous achètent des biens et des services locaux.

Si la Base ferme, la majorité des emplois et des revenus associés disparaîtront tout en privant la zone d'étude des compétences et des contributions communautaires des employés de la Serco.

### **3.3.3.3 Scénario 3**

Si la Base est mise en réserve, certains services devront être maintenus (par exemple, le chauffage, l'eau, l'entretien de base, le déneigement et la sécurité ainsi qu'un niveau minimal de prévention des incendies et des services techniques). Les employés responsables de ces secteurs garderaient probablement leurs emplois; tous les autres auraient à envisager l'une des trois possibilités décrites au scénario 2.

## **3.3.4 Finances, assurances et immobilier**

### **3.3.4.1 Scénario 1**

Le secteur des finances, des assurances et de l'immobilier n'est pas plus affecté par une unité alliée que par une autre. Plutôt, chaque fois qu'une unité alliée quitte, ce secteur s'en ressent, particulièrement le secteur immobilier, indicateur important de la confiance des consommateurs. Tel qu'indiqué précédemment, pendant la DMPS et la rationalisation ultérieure du logement et de la réduction des effectifs à la Base, certaines personnes ont quitté la zone d'étude alors que d'autres ont dépensés leurs indemnités de départ soit pour rénover leurs maisons, soit pour acheter du terrain et y construire de nouvelles maisons. D'autres personnes ont repris des emplois à la Serco. C'est ainsi qu'à la fin des années 1990 et au début 2000, la zone d'étude a connu un petit essor économique. Le prix des terrains et des maisons augmenta, les entrepreneurs ne manquaient pas de travail et de nouveaux commerces ont vu le jour. Toutefois, l'essor économique était artificiel en ce sens que les activités et les investissements

venaient de l'intérieur de la zone d'étude, non pas de nouveaux gens, de nouvelles sommes et de nouveaux emplois en provenance de l'extérieur de la zone d'étude.

Par 2001, le petit essor économique était chose du passé. Depuis, la RNLAF a quitté la région, la RAF a réduit le nombre de familles stationnées en permanence à la Base et les Allemands ont annoncé qu'ils partiraient en 2006. Il n'y a eu aucune nouvelle construction de maison, très peu de maisons ont été vendues et très peu de gens ont rénovés. (Cependant, le prix des maisons reste élevé car les propriétaires tentent de récupérer leurs frais.) Dans le secteur immobilier, on ne fait que louer des maisons à des individus venus de l'extérieur pour assurer les services continus tels que les services publics et le gouvernement. Actuellement, des non-paiements d'hypothèque et de prêts sont enregistrés.

### **3.3.4.2 Scénario 2**

Si le programme d'entraînement à basse altitude est arrêté, que toutes les unités alliées quittent et que la Base est désaffectée, les employés des commerces qui offrent des biens et services directement à la Base et certains employés qui offrent des biens et services indirectement partiraient probablement s'ils ne peuvent pas trouver d'autres emplois dans la région. Si un exode du genre commence et qu'aucun autre projet d'envergure n'est annoncé, de nombreuses personnes ne pourraient pas vendre leurs maisons. Des non-paiements d'hypothèque et de prêts en résulteraient, entraînant des faillites personnelles et bon nombre d'autres problèmes financiers et sociaux. Cela aurait des retombées importantes, dont les difficultés qu'aurait la municipalité à percevoir l'impôt foncier et les taxes professionnelles et une augmentation dans le nombre de maisons inoccupées qui deviendraient des cibles pour les vandales.

### **3.3.4.3 Scénario 3**

Si le programme d'entraînement à basse altitude cesse, que toutes les unités alliées quittent et que la Base est mise en réserve, de nombreux employés quitteraient probablement la zone d'étude s'ils sont incapables de trouver d'autres emplois. Il s'agirait d'anciens employés de la Base qui ne sont plus nécessaires aux opérations et à l'entretien permanent, d'employés d'entreprises qui offrent directement des biens et services à la Base et de certains employés qui offrent indirectement des biens et services à la Base. Si un exode du genre commence et qu'aucun autre projet d'envergure ne se manifeste, les incidences seront semblables à celles décrites au scénario 2.

### **3.3.5 Administration publique**

Les incidences de l'un ou l'autre ou de tous les scénarios touchent tous les niveaux de gouvernement. Peu importe si n'importe lequel des scénarios présentés n'entraîne la fluctuation de la population, le gouvernement devra toujours offrir sensiblement les mêmes niveaux de services (par exemple, l'Agence du revenu du Canada, Service correctionnel du Canada, Transports Canada) tout en percevant moins d'impôt fédéral de la région. Le gouvernement provincial subirait également des répercussions du même genre sauf que ce serait d'autres ministères qui devraient continuer à offrir les mêmes niveaux de services si la population fluctue en raison de n'importe lequel des scénarios présentés. (Il s'agit des ministères de l'Environnement et du Travail; du Tourisme, de la Culture et des Loisirs; des Ressources forestières et de l'Agro-alimentaire; des Services gouvernementaux et des Terres; des Travaux

publics, Services et Transport.) À court terme, les services suivants offerts par les deux niveaux de gouvernement seraient très achalandés: l'assurance-emploi, l'assistance sociale, le Régime de pensions du Canada, le crédit pour la taxe de vente harmonisée, les prestations fiscales pour enfants et les programmes de recyclage professionnel.

S'il y a des changements au niveau du fonctionnement de la Base, c'est au niveau municipal, c'est-à-dire la municipalité de Happy Valley-Goose Bay, qu'il y aurait le plus d'incidences. Selon des chiffres fournis par AMEC et Gardner Pinfold (2004), la Base représente 730 emplois directs et 1 655 emplois indirects et induits dont la majorité se trouvent dans la zone d'étude. Du total des 4 800 résidents de Happy Valley-Goose Bay âgés de plus de 15 ans qui travaillent, la moitié exercent des emplois directs, indirects ou induits et pourraient donc être touchés par des changements à la Base. À vrai dire cependant, ce serait moins que cela parce que certains employés de la Base vivent ailleurs dans la zone d'étude (par exemple, North West River) et certains des emplois indirects et induits s'exercent ailleurs au Labrador et dans la province de Terre-Neuve et Labrador. Peu importe le chiffre cependant, c'est une majorité des employés (emplois directs) qui travaillent à la Base et qui détiennent des postes syndiqués bien rémunérés. Également, les commerces qu'ils fréquentent versent des impôts fonciers à la municipalité de Happy Valley-Goose Bay. C'est donc dire que ces employés représentent une valeur économique à la communauté qui dépasse largement le simple pourcentage du nombre d'emplois.

### **3.3.5.1 Scénario 1**

#### **Force aérienne néerlandaise (RNLAf)**

Le départ de la RNLAf a entraîné la perte d'environ 50 postes (direct, plein temps et saisonnier) qui étaient détenus par des individus vivant dans la zone d'étude. Même si ces emplois représentaient moins d'un pourcent de la main-d'œuvre de la ville, les effets ont été durement ressentis. Pour les résidents de la zone d'étude et le personnel municipal, ce départ a été vu comme étant « le premier empiètement ». De plus, en raison du départ de la RNLAf, le MDN a entamé une révision globale afin d'identifier de possibles économies de coût. L'analyse financière de certaines installations utilisées par la communauté (p. ex. le Canex, le théâtre, l'allée de quilles et le gymnase) était une partie intégrante de cette révision. Du point de vue de la municipalité, toute réduction de l'utilisation de ces installations entraîne des incidences négatives à long terme qui affecte sa capacité de maintenir le niveau de services existants et d'en attirer de nouveaux.

#### **Force aérienne allemande (GAF)**

Les Allemands jouissent d'une présence solide dans la ville, étant donné que leur unité alliée engage le plus d'employés locaux qui consomment le plus de biens et services. Non seulement le départ de la GAF entraînerait-il la perte d'emplois stables et bien rémunérés – détenus par des gens locaux qui paient des impôts – et la perte de millions de dollars dans l'économie locale, cela pourrait également signifier que les unités alliées qui demeurent ne seraient pas en mesure d'assumer leurs frais d'opération des installations d'entraînement. Dans ce contexte, le scénario 2 ou 3 pourrait se produire assez rapidement, minant la confiance des consommateurs et des investisseurs ce qui pourrait paralyser l'économie locale.

### Force aérienne britannique (RAF)

Si la RAF partait, on verrait le même genre d'effets que ceux décrits ci-dessus. Cependant, étant donné que la RAF est l'unité la plus ancienne, son départ remettrait en question le programme d'entraînement dans son entier. Selon un dirigeant municipal, « le départ de soit l'unité allemande ou de la RAF est étroitement lié à la perte possible du programme d'entraînement dans son ensemble. Cela plongerait l'économie locale dans une débâcle générale pendant plusieurs années dans le meilleur des cas, et, dans le pire des cas, dans l'incapacité de jamais pouvoir retrouver le niveau que l'on connaît aujourd'hui. »

### Force aérienne italienne (ITAF)

Le départ de l'ITAF n'aurait pas d'incidences majeures sur la ville puisque cette unité, tout en étant la dernière venue, est assez petite. Cependant, puisque les Néerlandais sont déjà partis, si les Italiens plient bagage à leur tour, cela pourrait remettre en cause la viabilité du programme si d'autres économies de coût ne sont pas identifiées.

Le tableau 19 démontre le total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur gouvernemental au Labrador et dans l'ensemble de la province, si chaque unité alliée décide de partir individuellement.

Unité	Labrador		Province de Terre-Neuve et Labrador	
	PIB (%)	Emploi (%)	PIB (%)	Emploi (%)
RAF	42,0	19	41,1	16
GAF	46,9	26	45,2	22
RNLAF	48,1	26	46,1	22
ITAF	42,1	22	46,1	41

Note : exprimé en pourcentage du total de chaque unité

### 3.3.5.2 Scénario 2

Selon un dirigeant municipal, ce scénario plongerait l'économie locale dans une débâcle générale complète. « Même s'il existerait des programmes de retraite, des investissements de redressement et du travail important à court terme pour un nombre limité d'employés impliqués dans la mise en réserve, ces mesures seraient loin d'être suffisantes pour contrer la perte de la Base. »

« En retombées directes, la ville pourrait prévoir une baisse importante de la valeur des propriétés, la fermeture de nombreux commerces et un nombre astronomique de maisons mises en vente en même temps. Cela placerait la municipalité dans une situation où, à court de liquidités, il deviendrait très difficile d'offrir à la population qui demeure le niveau de services auquel elle est habituée. »

Le déclin de la population signifierait que la municipalité n'aurait plus la masse critique nécessaire au maintien de certains services (p. ex. les programmes récréatifs et la station de traitement d'eau). De plus, on aurait, parsemés ici et là, des maisons et des commerces

vacants. La ville ne pouvant pas fermer des rues au complet, toute l'infrastructure existante (p. ex. les routes, les services d'eau et d'égouts, l'éclairage, le ramassage des ordures ménagères et le déneigement) devrait être entretenue même si l'administration municipale ne dispose plus du même niveau de ressources financières.

La ville perdrait également la subvention tenant lieu d'impôt qu'elle reçoit actuellement (870 702 \$) ainsi que les revenus individuels versés par les membres des unités alliées qui fréquentent les installations municipales.

Selon un dirigeant municipal, « les incidences économiques risqueraient non seulement d'être d'une grande ampleur mais seraient aussi profondément dévastatrices. » Les dirigeants municipaux, après avoir analysé d'autres occasions économiques du point de vue régionale, sont d'avis que nul autre projet de développement économique n'aurait la même portée économique que la Base. Selon un porte-parole municipal, « vu l'isolement de la communauté, le genre d'aide financière prévu par les gouvernements fédéral et provincial ne serait pas aussi utile que si nous étions dans une région où l'on peut tirer profit de d'autres occasions d'investissements. » C'est justement sa position en tant que site isolé – pourtant si propice au programme d'entraînement à basse altitude – qui représente pour Happy Valley-Goose Bay l'obstacle majeur quant à la venue d'autres joueurs économiques importants.

Du point de vue des activités de mise en réserve, la ville ne serait pas impliquée directement dans le processus et n'en récolterait pas beaucoup d'avantages. Les dirigeants municipaux seraient appelés plutôt à exercer des pressions politiques énergiques afin d'empêcher le processus et de maintenir l'infrastructure de la Base en vue de projets futurs. Par ailleurs, les entrepreneurs en démolition et en opérations dépollution, ainsi que les agences responsables de ressources humaines connaîtraient un regain important d'activités. Les opérations dépollution seraient probablement étalées sur un certain nombre d'années, selon les sommes que le gouvernement fédéral affecterait annuellement à cette activité. Il en résulterait un petit essor économique dans certains secteurs d'activité, mais contrairement à l'essor économique de la fin des années 1990, les individus auraient tendance à chercher du travail ailleurs plutôt que de déménager de la Base vers la ville. Dans sa tentative pour combler le vide économique créé par le départ des unités alliées, la municipalité pourrait enregistrer, pendant un an ou deux, un certain regain d'activités. Cependant, aux prises avec des ressources financières limitées en raison d'une assiette de l'impôt réduite, il pourrait être difficile aux administrateurs municipaux de mener à bien cette tâche.

Les effets sur Northwest River seraient semblables à ceux que connaîtrait Happy Valley-Goose Bay mais les incidences négatives pourraient être plus importantes étant donné que la base économique de Northwest River est plus limitée. À Sheshatshiu, les incidences seraient moins visibles mais la communauté s'en ressentirait quand même, surtout si ses résidents font appel à des commerces et à des agences qui réduiront leurs effectifs ou fermeront leurs portes à Happy Valley-Goose Bay.

Le tableau 20 démontre le total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur gouvernemental au Labrador et dans l'ensemble de la province, si chaque unité alliée décide de partir et la Base ferme complètement.

<b>Tableau 20</b>				
<b>Total des incidences sur le PIB et l'emploi par indicateur sectoriel (Gouvernement) du scénario 2</b>				
	<b>Labrador</b>		<b>Province de Terre-Neuve et Labrador</b>	
	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>
Opération dépollution non comprise	41,1	22	39,3	41
Opération dépollution comprise	16,9	0	21,7	0

Note : exprimé en pourcentage du total de chaque unité

### 3.3.5.3 Scénario 3

Les incidences du scénario 3 sur la ville seraient semblables à celles du scénario 2, sauf que le mini essor économique serait moins prononcé. La mise en réserve entraînerait moins d'augmentation dans l'activité économique que les opérations dépollution, puisqu'au scénario 3, les opérations dépollution auraient seulement lieu dans des cas de risques élevés comparativement aux opérations dépollution plus complètes requises au scénario 2. Si le scénario 3 se réalise et que l'infrastructure de la Base demeure intacte, la ville disposerait d'un atout certain pour attirer de nouveaux investissements. Même à cela cependant, les dirigeants municipaux admettent volontiers qu'ils auraient bien des difficultés à attirer des investissements à grande échelle dans une région éloignée.

Le tableau 21 démontre le total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur gouvernemental au Labrador et dans l'ensemble de la province, si chaque unité alliée décide de partir et la Base est maintenue à un niveau minimal.

<b>Tableau 21</b>				
<b>Total des incidences sur le PIB et l'emploi par indicateur sectoriel (Gouvernement) du scénario 3</b>				
	<b>Labrador</b>		<b>Province de Terre-Neuve et Labrador</b>	
	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>
Gouvernement	11,3	15	17,9	12

Note : exprimé en pourcentage du total de chaque unité

### 3.3.6 Aide à l'entreprise

Dans la zone d'étude, quatre agences gouvernementales principales assurent des services d'aide à l'entreprise et à l'emploi. Il s'agit de l'Agence de promotion économique de l'Atlantique (APECA), Ressources humaines et Développement des compétences (RHDC) ainsi que les ministères provinciaux de l'Innovation, du Commerce et du Développement rural (ITRD) et des Ressources humaines et de l'Emploi (HRE). De plus, la Société de développement communautaire du Labrador, le Conseil de développement économique du Centre du Labrador, la Société Innu de développement, la Nation des Métis du Labrador et le Labrador Inuit Development Corporation assurent des services auprès de divers secteurs tout en appuyant des projets de création d'entreprises autochtones. Enfin, plusieurs organismes

communautaires, dont la Chambre de commerce de Labrador Nord, l'Association touristique de Labrador Lake Melville et le bureau municipal de développement économique, contribuent à faire valoir la région.

Normalement, le démarrage d'entreprise se fait dans une atmosphère de confiance des consommateurs. Déjà, les effets de la réduction du programme d'entraînement des vols à basse altitude ont provoqué une baisse dans les demandes d'aide économique. À l'exception des entreprises impliquées dans des projets de création d'entreprises autochtones, la plupart d'entre elles cherchent maintenant à savoir comment procéder à la réduction des effectifs, à la fermeture de leur entreprise ou à son déménagement. La plupart des organismes de développement économique se mobilisent maintenant afin d'exercer des pressions auprès de tous les niveaux de gouvernements pour que la Base demeure ouverte, tout en essayant de miser sur de nouvelles occasions qui mettent en valeur les points forts de la région ainsi que ses avantages concurrentiels. A moins que de nouvelles occasions importantes ne se manifestent dans la zone d'étude, les demandes d'aide économique demeureront faibles, peu importe le scénario. Mais puisque le Labrador est un acteur important de l'économie provinciale et que la zone d'étude sert de centre de services gouvernementaux et à un moindre degré, de centre financier pour tout le Labrador, il est peu probable qu'une agence ou une institution qui assure des services aux entreprises ferme ses portes.

### **3.3.7 Infrastructures et services**

#### **3.3.7.1 Scénario 1**

Plus grande est l'embauche d'employés locaux par une unité alliée, plus grandes sont les possibilités que lors du départ de l'unité, les employés ayant perdu leurs emplois auront besoin de certains services des domaines social et des ressources humaines. Puisque la RAF est la plus grande unité, son départ aurait les incidences les plus importantes sur les agences impliquées dans l'emploi et les programmes sociaux.

#### **3.3.7.2 Scénario 2**

Si toutes les unités alliées quittent la Base et que celle-ci est désaffectée, la majorité des employés mis à pied auraient droit à des indemnités de départ qui varient selon le salaire et l'état de service. Quand ces indemnités seront échues et si les anciens employés de la Base n'ont pas trouvé d'autres emplois, ils pourraient retirer des prestations d'assurance-emploi soit environ durant la deuxième année après la fermeture de la Base. Lorsque ces prestations ne seront plus disponibles, et s'ils ne trouvaient pas d'autres emplois, les anciens employés de la Base pourraient, environ durant la troisième année après la fermeture de la Base, recourir au réseau des services sociaux de la province. Pendant ce temps cependant, tous les anciens employés de la Base auraient accès aux nombreux programmes de counseling et de formation professionnelle offerts par les gouvernements fédéral et provincial (p. ex. les Programmes d'amélioration des compétences, la Subvention salariale ciblée, le Programme de retour au travail et les programmes qui figurent dans l'Entente sur le développement du marché du travail). Ils pourraient aussi se faire payer une partie de leurs frais de déménagement après avoir exploité toutes les autres possibilités. La ville pourrait aussi participer au programme Partenariats locaux sur le marché du travail offert par le gouvernement fédéral. Aussi, les membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) qui travaillent à la Base

auraient la priorité au chapitre des emplois fédéraux locaux pour lesquels ils sont admissibles, notamment à RHDC. Le bureau local de RHDC ressentirait un effet immédiat étant donné que la plupart des employés mis à pied présenteraient des demandes de prestations, même si celles-ci ne seraient pas accordées avant la fin de la période d'indemnisation. Les individus qui seraient touchés indirectement par la fermeture de la Base seraient probablement les premiers à se diriger vers les programmes offerts par RHDC et HRE, soit avant les employés de la Base, à moins que ceux-ci ne soient syndiqués. Quoi qu'il en soit, RHDC plutôt que HRE serait le ministère qui, le premier, ressentirait les effets en raison du genre de services que ses employés offrent.

### **3.3.7.3 Scénario 3**

Si le programme d'entraînement à basse altitude cesse, que les unités alliées quittent et que les installations de la Base sont mise en réserve, le processus décrit au scénario 2 s'appliquerait.

## **3.3.8 Services médicaux et installations de santé**

### **3.3.8.1 Scénario 1**

La Régie de la santé du Labrador offre des services à l'ensemble du Labrador. On trouve donc dans la zone d'étude bon nombre d'individus qui utilisent les services de la Régie tout en n'étant pas, du point de vue économique, liés à la Base. Il est fort probable que ces résidents continueraient de vivre dans la zone d'étude (p. ex., les résidents de Sheshatshiu et de North West River ainsi que les résidents de Happy Valley-Goose Bay qui vendent leurs produits et services partout au Labrador.) Quant aux unités alliées, seul la taille d'une unité fait en sorte qu'elle a plus ou moins d'incidences sur les services médicaux et de santé. (Par exemple, les forces aériennes allemandes comptant le plus grand nombre d'employés et toutes choses étant égales, ce serait le personnel de cette unité qui utiliserait le plus les services médicaux et de santé lors de situations urgentes).

### **3.3.8.2 Scénario 2**

Si le programme d'entraînement à basse altitude cesse, que toutes les unités alliées quittent et que la Base est désaffectée, bon nombre de résidents et leurs familles quitteraient la zone d'étude. Il y aurait donc moins de gens qui auraient besoin de services médicaux. Les spécialistes, qui requièrent un bassin important de population pour travailler, pourraient être contraints de quitter la région. De plus, certains spécialistes, dont des infirmières et des techniciens, ont choisi de vivre dans la zone d'étude en raison de sa diversité culturelle. Également, l'hôpital a pu obtenir de l'équipement dispendieux et essentiel étant donné la région et la population touchées (p. ex., un tomodensitogramme). Si la population diminue de façon importante, il deviendra difficile de garder et d'attirer du personnel qualifié et l'utilisation de l'équipement spécialisé sera remise en question. Actuellement, affirment des hauts fonctionnaires de l'hôpital, l'institution opère déjà à un niveau « minimal ». Si d'autres réductions sont imposées, la viabilité même de l'institution serait remise en cause.

### **3.3.8.3 Scénario 3**

Essentiellement, la même situation que celle décrite au scénario 2 se produirait.

### **3.3.9 Services et installations éducationnels**

Depuis les derniers dix ans, le nombre d'élèves inscrits est à la baisse, à l'exception du Labrador. Cependant, l'an dernier, le Labrador a connu une baisse dans le nombre d'élèves inscrits (p. ex., dans les communautés situées entre Black Tickle et Nain, il y avait 140 élèves de moins). C'était le résultat, en partie, du déménagement de certaines familles vers la zone d'étude mais même à cela, ce n'était pas suffisant pour compenser la réduction des inscriptions dans la zone d'étude. La réduction du nombre d'élèves inscrits implique que les écoles du Labrador reçoivent une plus petite part de la répartition des crédits ce qui se répercute sur le budget d'exploitation dans son entier (80 \$ par élève de moins) ainsi que sur l'entretien et la réparation.

Une diminution substantielle d'élèves entraîne des retombées importantes. Par exemple, si 100 emplois à la Base sont éliminés, il est probable que 100 familles, dont de nombreuses ayant des enfants, quitteraient la zone d'étude. S'ensuivrait la perte de 5 à 8 unités d'enseignement et l'abolition de cours spécialisés ou une réduction tout au moins du nombre de fois qu'ils sont offerts. Rappelons aussi qu'il est plus difficile, dans un contexte où il y a moins de familles, de soutenir l'intérêt pour les événements spéciaux et également plus difficile, dans une économie déprimée, d'obtenir des fonds pour l'enseignement à l'enfance en difficulté. Étant donnée que le nombre d'élèves inscrits au primaire et au secondaire est à la baisse partout dans la province, il est plus difficile d'obtenir des budgets pour les enseignants, les programmes éducatifs et l'exploitation et l'entretien. Si la population d'âge scolaire de la zone d'étude diminue de façon importante, il sera plus difficile, dans un système qui souffre déjà d'une baisse d'élèves, d'offrir un meilleur encadrement pédagogique. Un réseau scolaire affaibli donne souvent lieu à d'autres problèmes sociaux.

#### **3.3.9.1 Scénario 1**

En 2003, lorsque les familles de la RNLA quittèrent la région, la perte de leurs enfants fut compensée par la venue d'autres familles – qui n'avaient pas de liens avec le militaire – mais qui avaient choisi de s'établir dans la région. Puisque ce sont les Allemands et la RAF qui embauchent le plus de personnel local, leur départ pourrait avoir des incidences certaines sur le système d'éducation aux niveaux primaire, secondaire et post-secondaire. Cela entraînerait une réduction du nombre d'enseignants, un ratio élève/enseignant moins élevé et une réduction du budget d'exploitation, même si techniquement, le niveau d'exploitation et d'entretien demeurerait le même (p. ex., les services pédagogiques ne seraient pas réduits si une unité alliée quitte la région). De façon indirecte, des employés de la Serco ayant des enfants d'âge scolaire pourraient être mis à pied, ce qui les obligerait à quitter la région pour trouver du travail. Leur départ provoquerait aussi une réduction du nombre d'enseignants, un ratio élève/enseignant moins élevé et une réduction du budget d'exploitation.

#### **3.3.9.2 Scénario 2**

Si le programme d'entraînement est fermé, que toutes les unités alliées quittent Goose Bay et que la Base est fermée, le système éducatif subirait des incidences majeures à tous les niveaux pour les raisons expliquées dans le paragraphe d'introduction de la section 3.3.9 et dans le

scénario 1. En fait, il est fort probable que le système éducatif de la zone d'étude et du Labrador dans son entier serait soumis à une révision.

Le College of the North Atlantic (CONA) offre un certain nombre de programmes dans le cadre de services contractuels à la Base dont des programmes pour le Centre militaire de ressources familiales et des programmes spécifiques pour la Serco. Même si actuellement, la majorité de leurs services contractuels sont destinés au projet de la baie de Voisey's et à la communauté autochtone, la perte possible de n'importe lequel services contractuels à long terme aurait une incidence sur le nombre de chargés de cours, à moins que ces cours ne puissent être remplacés par d'autres services contractuels. De plus, si un nombre important d'employés à la Base (emplois directs ou indirects) qui ont des enfants d'âge collégial quitte la région, le nombre d'étudiants futurs du CONA pourrait diminuer. Ces jeunes contribuent à l'économie de service en fréquentant les restaurants-minute et en achetant d'autres articles. Également, si la Base cesse ses activités, il y aura moins de possibilités d'emploi pour les diplômés collégiales.

À court terme, le CONA pourrait offrir des programmes spécifiques en assainissement de l'environnement.

### **3.3.9.3 Scénario 3**

Si le scénario 3 se produit, les incidences sur le système scolaire primaire, secondaire et post-secondaire seraient sensiblement les mêmes qu'au scénario 2 mais les programmes en assainissement de l'environnement ne seraient peut-être pas requis.

### **3.3.10 Services et installations touristiques et récréatives**

La majorité des compagnies de bateau d'excursion offre des services à quiconque le requiert sans qu'une unité alliée ne les utilise plus qu'une autre. Les unités alliées signent des contrats individuels avec les voyagistes pour qu'ils offrent des excursions durant les heures de loisirs de leurs employés. Cependant, à la demande des Allemands, un voyagiste fourni des services spéciaux de guide dans le cadre de drills spécifiques. Cette compagnie offre aussi des services qui sont indirectement liés à la Base, dont l'appui à l'entraînement en recherche et sauvetage.

Par ailleurs, il est essentiel d'avoir un bon noyau de services touristiques et récréatifs lorsque on désire attirer non seulement des touristes mais aussi de nouveaux résidents. Si n'importe laquelle des unités alliées quitte, suivis des employés civils qui les soutenaient, il sera très difficile de maintenir le niveau actuel de services récréatifs.

#### **3.3.10.1 Scénario 1**

##### **Force aérienne néerlandaise (RNLAF)**

L'unité néerlandaise était l'une de deux unités responsable de l'exploitation de la piste de ski. De concert avec la RAF, les Néerlandais utilisaient la piste pour l'instruction de survie en ski. Cela représentait environ 60 % du total des revenus. Si les unités cessent d'utiliser cette ressource, il sera très difficile d'en assurer la survie.

L'unité aérienne néerlandaise était également la principale unité à utiliser le Centre d'entraînement, sauf pour les Canadiens. Quand les Néerlandais sont partis, le centre était moins fréquenté et les revenus ont baissés.

### **Force aérienne allemande (GAF)**

Les incidences du départ des Allemands seront fort nombreuses pour la région. Les militaires permanents de cette unité sont reconnus comme étant très altruistes; ils sont au cœur de nombreuses organismes bénévoles, d'événements récréatifs et de festivals culturels (p. ex., des levées de fonds pour la Société canadienne du cancer, les festivals culturels tels le October Fest et le Hanger Fest et des événements culturels tel le Club des allemands). Ces militaires achetaient également des motoneiges et des motocyclettes à quatre roues, tout en participant activement aux activités de recherche et de sauvetage. De nombreux résidents ont dit : « Si vous voulez que quelque chose se fasse, demandez-le aux Allemands! »

### **Force aérienne britannique (RAF)**

Les incidences du départ de la RAF seraient semblables mais d'une plus grande ampleur que celles provoquées par le départ des Néerlandais.

#### **3.3.10.2 Scénario 2**

À court terme, le tourisme d'affaires transitoire augmenterait en raison du nombre de commerces et d'agences impliqués dans la destruction, les mesures correctives et les opérations dépollution à la Base. Les hôtels de la région, ainsi que les restaurants et les bars, seraient plus achalandés : les individus venus de l'extérieur de la zone d'étude et impliqués dans la destruction, les mesures correctives et les opérations dépollution à la Base devraient aider à atténuer les incidences du départ des unités alliées. À court terme, il y aurait aussi une augmentation des emplois directs et indirects pour accommoder les individus fréquentant les restaurants et les bars. D'autres services touristiques et récréatifs (p. ex., le ski, les tours guidés et la pêche) enregistreraient cependant une baisse importante au niveau de la demande, d'autant plus que les horaires d'avions vers la zone d'étude pourraient être réduits, compliquant davantage l'arrivée de touristes dans la région. Des horaires réduits de vols pourraient aussi avoir des répercussions sur l'importation des approvisionnements touristiques. Les entreprises qui vendent des motoneiges, des motocyclettes à quatre roues et de l'équipement pour la pêche et la randonnée pédestre verraient également une baisse au niveau de leurs ventes. Certains guides indépendants et certains organisateurs de voyage qui détenaient des contrats directs avec la Base auraient moins de demande pour leurs services mais en général, ce segment de marché ne subirait pas d'incidences importantes. Une installation telle que la piste de ski fermerait probablement et d'autres services récréatifs à l'intérieur de la zone d'étude devraient soit augmenter leurs frais, soit réduire leur niveau d'opérations ou fermer. Sans un noyau d'installations récréatives et touristiques, la ville, vu sa position éloignée, aurait beaucoup plus de difficultés à attirer les touristes, même si l'achèvement de la Route translabradorienne atténuerait probablement quelque peu ce problème.

#### **3.3.10.3 Scénario 3**

Si le scénario 3 se produit, les incidences sur les services touristiques et récréatifs seraient sensiblement les mêmes qu'au scénario 2, sauf que ce ne serait pas le personnel impliqué dans

la destruction et les opérations dépollution qui fréquenterait les hôtels, les restaurants et les bars mais plutôt un plus petit nombre de gens impliqués dans les activités de mise en réserve.

#### 4.0 CONCLUSION

L'ISRE a bien documenté depuis cinq ans les incidences économiques de l'Escadre 5 de Goose Bay sur le Labrador, la province de Terre-Neuve et Labrador et le Nord-Est du Québec. Devant l'incertitude touchant l'avenir de la Base, des ministères, des commerces locaux, des agences de développement économique et des résidents sont vivement intéressés à connaître l'ordre de grandeur des incidences si certains scénarios devaient se concrétiser par rapport à l'avenir de la Base. Cette étude illustre trois scénarios (p. ex., chaque unité alliée quitte individuellement, toutes les unités alliées quittent et la Base est désaffectée et toutes les unités alliées quittent et la Base est mise en réserve) qui illustrent les incidences possibles de chaque scénario sur le Labrador et l'ensemble de la province. L'étude offre également de l'information qualitative sur les effets d'entraînement des incidences sur des indicateurs de secteurs dans l'économie locale.

Même si cette étude ne compare pas les trois scénarios de la Base avec trois scénarios semblables entourant la fermeture d'une autre grande industrie dans la province, il est possible d'affirmer sans risque de se tromper que les incidences de n'importe lequel de ces scénarios constitueraient un coup dur pour l'économie en fonction du PIB et de l'emploi au Labrador et dans la province dans son ensemble, mais particulièrement pour l'économie de la région de Upper Lake Melville. L'exemple suivant est éloquent : le départ des Allemands en 2006 entraînera, au Labrador, une perte d'emploi direct, indirect et induit de 598 AP (694 pour la province) et réduira le PIB au Labrador de 19,5 millions de dollars (26,5 millions de dollars pour la province).

Si toutes les unités alliées partent et que la Base ferme, 1 550 AP d'emploi direct, indirect et induit au Labrador seront perdues (1 814 pour la province dans son ensemble) et il y aura une réduction en PIB au Labrador de 45 millions de dollars (68,5 millions de dollars pour la province dans son ensemble). Cependant, ces incidences seraient partiellement atténuées à court terme par des dépenses de 240 millions de dollars sur une période de dix ans (2005 à 2015) ce qui créerait 1 378 AP d'emploi direct, indirect et induit au Labrador (2 022 AP pour la province dans son ensemble) et causerait une augmentation de 65,3 millions de dollars en PIB au Labrador (96,3 millions pour la province dans son ensemble).

Si les unités alliées partent et que la Base est mise en réserve, 95 AP d'emploi direct, indirect et induit au Labrador (116 pour la province) serviraient à maintenir la Base, ce qui créerait une contribution directe, indirecte et induite de 3,8 millions de dollars au Labrador (5,2 millions de dollars pour la province). Cependant, le Labrador perdrait 1 455 AP d'emploi direct, indirect et induit (1 698 années-personnes pour la province) ainsi que 45,8 millions de dollars en PIB (63,3 millions de dollars pour la province).

**ANNEXE A**  
**REQUÊTE DE DONNÉES**

## **Annexe A – Requête de données**

Afin de mener à bien les simulations entrées-sorties (E-S), les renseignements touchant les dépenses d'exploitation directes de la Base par rapport à chacun des trois scénarios décrits dans ce rapport-ci ont été obtenus directement de l'Escadre 5 de Goose Bay.

La demande de données a été faite dans le cadre du Protocole d'entente (PE) entre le Ministère de la Défense nationale (MDN) du Canada, le secrétaire d'État à la Défense du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le ministère fédéral de la Défense de la République fédérale d'Allemagne, le ministère de la Défense du Royaume des Pays-Bas et le ministère de la Défense de la République italienne (complétant le PE no 9 sur les activités militaires des forces alliées à Goose Bay Canada, daté du 26 juin 2003, Ottawa, Canada).

Les données requises pour estimer l'étendue des dépenses d'exploitation selon chaque scénario étudié sont conformes aux sections 6 et 7 du PE en ce qui a trait à la réduction, au retrait, à la suspension et à la résiliation d'une unité alliée de ses activités à Goose Bay. (Selon la section 7.5 du PE, si une unité alliée souhaite se retirer, les conséquences financières de la réduction, du retrait, de la suspension et de la résiliation sont déterminées en vertu de la section 6 du PE.)

En vertu de la section 6 du PE, le coût total des infrastructures et des biens et services fournis dans le cadre du programme d'entraînement des unités alliées est recouvrable des unités alliées. Tous les frais sont identifiés et recouvrables en vertu de la politique du MDN tel qu'identifié dans le Manuel de la politique de recouvrement des coûts de l'entraînement des forces militaires étrangères (FMT RPM), A-FN-005-000/AG-001, en date du 1<sup>er</sup> avril 1995 ou tel qu'amendé par le MDN après consultation des unités alliées.

En vertu de la section 6.2, n'importe lequel coût qui ne peut être identifié et alloué à une unité spécifique sera recouvert en vertu de l'Indicateur d'activité (Soutien commun) (IASC) pour les sources locales ou l'indicateur d'activité des opérations et de l'instruction (O&TAI) pour l'exploitation des centres d'opérations et de la formation. Le calcul des indicateurs d'activités (IA) inclut :

### **Les aéronefs des unités**

Le personnel comprend tout le personnel et les aéronefs qui opèrent sous l'autorité compétente de chaque unité. (Le personnel est classifié soit de personnel de soutien soit de personnel d'appui. Tout le personnel qui n'est pas de soutien est d'appui).<sup>1</sup>

### **Prévisions des coûts annuels**

Les prévisions des coûts annuels sont fondées sur les estimations de coûts annuels du projet d'immobilisations et d'achat, de fonctionnement et d'entretien (tel que défini à la section 6.6 du PE) établi et confirmé par le MDN par trimestre pour la prochaine année financière ainsi que sur

---

<sup>1</sup> Toute l'infrastructure ainsi que les biens et services sont classés comme étant soit des frais d'opérations ou d'entraînement étant donné que des frais d'opérations domestiques pour l'infrastructure et les biens et services sont recouvrables en utilisant le IA approprié.

les prévisions appropriés des coûts annuels du projet d'immobilisations et d'achat, de fonctionnement et d'entretien des trois prochaines années financières tel que soumis au Sous-comité des finances, de la logistique et de l'administration (FLASC) selon les besoins prévus lors des réunions du Sous-comité des opérations (OSC) et du Sous-comité de l'infrastructure (ISC).

Ces frais sont basés sur le relevé de compte du MDN qui résume le total des coûts récupérables encourus par chaque unité alliée durant l'exercice précédent. Tout paiement en trop ou en moins est rapproché à la fin de chaque exercice. Chaque unité alliée est informé du redressement de débit ou de crédit du dans le cadre du prochain exercice.

### **Partage des coûts des projets d'immobilisations et des coûts liés aux achats, au fonctionnement et à l'entretien tels qu'identifiés dans le Rapport de la situation sur le plan et les projets d'infrastructure**

Tel qu'indiqué à la section 6.24, le O&TAI ou le IASC qui sera utilisé pour calculer le partage des frais sera la moyenne des deux dernières années de chaque unité alliée plus l'estimation pour l'année courante.

#### ***Portée financière d'un retrait ou d'une baisse des activités***

Les dispositions financières d'un retrait et le remboursement des valeurs résiduelles sont établis conformément à la section 6.29 du PE et font l'objet de pourparlers distincts.

Une unité alliée qui se retire ou accuse une baisse de ses activités sera responsable de :

- sa quote-part des frais du projet d'immobilisations accepté tel qu'identifié dans le Rapport de la situation sur le plan et les projets d'infrastructure de l'Entraînement militaire des Forces alliées à Goose Bay au Canada (GAMTIC), jusqu'à concurrence des frais encourus ou du montant engagé à la date ou l'avis de retrait ou de la baisse des activités est reçu, à moins que les unités alliées qui demeurent ne décident unanimement de réduire ou d'éliminer la quote-part;
- sa quote-part des coûts liés aux achats, au fonctionnement et à l'entretien jusqu'à la date d'entrée en vigueur de son retrait tel qu'indiqué dans son avis. Les unités alliées qui demeurent s'efforceront de réduire les coûts liés aux achats, au fonctionnement et à l'entretien aussi rapidement que possible afin de refléter la baisse dans les activités;
- d'assumer les coûts suivants associés à l'infrastructure et aux biens et services – à moins que le MDN en convienne différemment – soit les coûts liés à la préservation, aux travaux de construction impayés, aux contrats et aux résiliations. Le MDN assumera à nouveau l'autorité sur l'infrastructure et les biens et services spécialisés. Conformément aux Échanges de lettres (EOL) et aux Échanges de notes (EON) respectives touchant le retrait d'une unité alliée, cette dernière n'est pas tenue de supprimer l'infrastructure et/ou les améliorations connexes construits à ses propres frais, à moins qu'une telle obligation n'ait été stipulée par le MDN au moment de la construction.

L'unité alliée qui se retire du PE sera indemnisée pour le montant de la valeur résiduelle de ses investissements de capitaux dans l'infrastructure et les biens et services dans la mesure où une autre unité alliée est prête à assumer sa part. Les facteurs déterminants pour fixer les

indemnités sont les circonstances dans lesquelles une unité alliée cesse ses activités selon les règles du PE et les avantages réels que retireront les autres unités alliées au niveau de l'infrastructure libérée. Ces indemnités seront affectées aux projets d'immobilisations en infrastructure et en biens et services.

Les renseignements sur les dépenses d'exploitation directes liées au départ des unités alliées ont été obtenus du bureau du contrôleur de l'Escadre 5 de Goose Bay pour les scénarios décrits ci-dessus.

**ANNEXE B**  
**MODÈLE ENTRÉES-SORTIES**

## Annexe B – Modèle entrées-sorties

### Caractéristiques

Cette section contient les mesures d'activités économiques qui correspondent à l'exploitation de l'Escadre 5 de Goose Bay exprimées en incidences économiques. Les incidences économiques au niveau infraprovincial (Labrador) ont été estimées en fonction d'une version privatisée du modèle de Statistique Canada. Le passage des incidences a été fait sur mesure pour la zone d'étude. La majorité des paramètres utilisés ont été créés à partir d'une enquête sur l'économie locale faite dans le cadre du premier Énoncé des incidences environnementales (EIE). Cet énoncé, qui remonte au milieu des années 1980, touchait les installations proposées pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les incidences de passage ont ensuite été mises à jour et élargies pour être utilisées dans le Rapport technique 14 de l'EIE de 1993 avant d'être mises à jour pour les études des années 2000 et 2002. Ce modèle est élaboré en fonction d'une économie et d'une situation très spécifique; il n'est donc pas souhaitable d'utiliser ces résultats pour tirer des conclusions par rapport à d'autres situations ou études.

Les industries de l'économie locale dépendent d'autres industries pour leur approvisionnement en biens intermédiaires. Cette relation est illustrée dans le modèle entrées-sorties (E-S) puisque les fonctions de production d'une industrie sont linéaires et les entrées sont inscrites dans des proportions fixes; les économies d'échelle et les déséconomies d'échelle ne sont pas autorisées. Une autre hypothèse établie des modèles entrées-sorties part du principe que les prix et salaires sont fixes et que l'approvisionnement en biens intermédiaires et en biens finaux est illimité.

Un modèle entrées-sorties ne précise pas les conséquences négatives associées aux incidences d'un projet ou d'une activité par rapport à la rareté des ressources existantes. Le modèle E-S n'est pas axé sur l'offre et n'incorpore aucune hausse de coûts liée à la hausse des coûts des entrées en raison de l'augmentation des sorties. Le modèle ne tient pas compte des demandes sur les ressources, des embouteillages de la production ou des restrictions sur les entrées. Compte tenu de l'hypothèse d'un prix fixe et de l'absence d'un calendrier d'exécution spécifique, toute évaluation des incidences de l'inflation est impossible.

Deux versions du modèle E-S ont été utilisées pour cette analyse.

- Le **modèle « ouvert »** sert à générer les incidences indirectes : dans ce modèle, les revenus familiaux générés par le processus de production ne sont pas dépensés de nouveau et ne sont donc pas considérés comme des fuites économiques. Dans le modèle « ouvert », seul les conséquences des dépenses interindustrielles sont analysées.
- Le **modèle « fermé »** sert à générer les incidences induites : dans ce modèle, les revenus générés par le processus de production sont dépensés sur des biens et services ainsi que sur l'impôt et l'épargne. La partie variable est normalement « fermée » par rapport au secteur ménager. De ce fait, les revenus produits par la demande finale sont soit dépensés par le secteur ménager sur des biens de consommations, des services et des impôts, soit épargnés. Dans le modèle « fermé », l'impôt sur le revenu des particuliers et l'épargne sont considérés comme étant des fuites économiques du secteur ménager.

Les hypothèses et les conditions suivantes sont les éléments essentiels de l'opération du modèle :

Les incidences sur l'emploi total et sur l'économie comportent trois éléments :

- **incidences directes** – les achats directs de biens et services par le personnel, grâce à leur salaires;
- **incidences indirectes** – les achats de biens et services interindustriels; et
- **incidences induites** – les dépenses du consommateur grâce aux revenus obtenus par les activités directes et indirectes.

Le modèle est basé sur des coefficients fixes puisqu'il est élaboré en vue de produire une estimation ponctuelle. Cela implique donc que la relation entre le revenu et l'emploi est linéaire.

Dans cette analyse, les prix et les salaires sont fixes et mesurés en dollars de 2002.

Le modèle prévoit que l'augmentation des ventes d'une industrie entraînera une hausse d'embauche de travailleurs dans cette industrie. (En vérité, il est fort peu probable que l'embauche soit aussi forte que l'augmentation des ventes. De plus, si le plein emploi est atteint dans un système économique, une augmentation au niveau des ventes n'entraînera pas la même augmentation au niveau de la main-d'œuvre.) Pour ces motifs, les estimations des incidences sur l'emploi générés par le modèle E-S doivent être comprises comme étant des estimations potentielles ou les plus élevées.

L'emploi est exprimé en années-personnes (AP). Une année-personne équivaut au travail à temps plein d'une personne pendant une année. Deux personnes qui travaillent six mois par année, ou deux personnes qui travaillent à mi-temps pendant une pleine année, sont considérées comme étant l'équivalent d'une année-personne.

Une économie régionale souffre de fuites économiques lorsqu'il y a importation dans la région. Dans une économie comme celle du centre du Labrador, la plupart des marchandises sont importées de l'extérieur.

Le revenu est exprimé en produit intérieur brut (PIB direct et indirect) et est défini comme étant la valeur de la production brute de l'économie en question.

Les employés militaires et civils (directs et indirects) sont considérées comme étant des « ménages ». L'Escadre 5 de Goose Bay achète la main-d'œuvre que les « ménages » fournissent.

**ANNEXE C**

**INCIDENCES ÉCONOMIQUES PAR SECTEUR INDUSTRIEL**

### Annexe C – Incidences économiques par secteur industriel

Les incidences économiques liées au départ individuel de chaque unité alliée varient selon l'industrie. Les tableaux suivants indiquent les incidences économiques du départ individuel de chaque unité alliée sur l'Escadre 5 de Goose Bay.

#### Scénario 1 – Départ individuel des unités alliées

<b>Tableau C-1</b>				
<b>Total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur industriel dans le scénario 1</b>				
<b>Départ individuel de la force aérienne britannique (RAF)</b>				
<b>Secteur industriel</b>	<b>Labrador</b>		<b>Province de Terre-Neuve et Labrador</b>	
	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>	<b>PIB (%)</b>	<b>Emploi (%)</b>
Agriculture, forêt et pêches	0,11	0,08	0,26	0,18
Exploitation minière, huile et gaz	0,08	0,03	0,09	0,04
Industries manufacturières	0,11	0,03	2,37	0,84
Construction	12,10	19,10	9,87	16,66
Transports et services publics	3,67	0,39	4,10	1,42
Commerce de gros et de détail	3,60	7,69	4,99	10,02
Industries culturelles et de l'information	1,21	0,65	2,10	1,30
Finances, assurances, immobilier	2,79	1,30	4,48	2,82
Professionnel, technique et scientifique	6,44	8,03	6,89	9,24
Services de soutien administratif	24,68	34,95	20,16	31,27
Services éducatifs	0,01	0,02	0,03	0,07
Soins de santé et aide sociale	0,27	0,51	0,31	0,64
Arts, spectacles et services récréatifs	0,03	0,04	0,20	0,34
Hébergement et restauration	2,26	5,48	2,35	6,15
Autres services	0,69	1,51	0,73	1,84
Gouvernement	41,96	19,33	41,06	16,40
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Note : exprimé en pourcentage du total

**Tableau C-2**  
**Total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur industriel dans le scénario 1**  
**Départ individuel de la force aérienne allemande (GAF)**

Secteur industriel	Labrador		Province de Terre-Neuve et Labrador	
	PIB (%)	Emploi (%)	PIB (%)	Emploi (%)
Agriculture, forêt et pêches	0,12	0,07	0,27	0,16
Exploitation minière, huile et gaz	0,07	0,02	0,10	0,03
Industries manufacturières	0,09	0,03	2,14	0,76
Construction	10,14	15,41	8,39	13,67
Transports et services publics	3,28	0,40	3,79	1,41
Commerce de gros et de détail	6,97	14,46	7,56	15,71
Industries culturelles et de l'information	1,12	0,58	2,04	1,24
Finances, assurances et immobilier	2,81	1,25	4,48	2,74
Professionnel, technique et scientifique	5,26	6,34	5,78	7,50
Services de soutien administratif	20,08	27,62	16,69	25,22
Services éducatifs	0,01	0,02	0,03	0,06
Soins de santé et aide sociale	0,29	0,56	0,32	0,66
Arts, spectacles et services récréatifs	0,03	0,05	0,22	0,34
Hébergement et restauration	2,10	4,92	2,20	5,56
Autres services	0,74	1,55	0,78	1,86
Gouvernement	46,87	26,00	45,21	22,41
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Note : exprimé en pourcentage du total

**Tableau C-3**  
**Total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur industriel dans le scénario 1**  
**Départ individuel de la force aérienne des Pays-Bas (RNALF)**

Secteur industriel	Labrador		Province de Terre-Neuve et Labrador	
	PIB (%)	Emploi (%)	PIB (%)	Emploi (%)
Agriculture, forêt et pêches	0,11	0,05	0,27	0,14
Exploitation minière, huile et gaz	0,06	0,00	0,06	0,00
Industries manufacturières	0,11	0,03	2,42	0,83
Construction	8,72	12,63	7,25	11,19
Transports et services publics	4,89	0,43	5,20	1,62
Commerce de gros et de détail	5,40	11,77	6,33	13,48
Industries culturelles et de l'information	0,87	0,48	1,69	1,06
Finances, assurances et immobilier	1,88	0,88	3,36	2,22
Professionnel, technique et scientifique	5,85	7,40	6,36	8,62
Services de soutien administratif	20,10	29,77	16,63	26,84
Services éducatifs	0,01	0,02	0,03	0,06
Soins de santé et aide sociale	0,27	0,53	0,31	0,65
Arts, spectacles et services récréatifs	0,03	0,05	0,24	0,38
Hébergement et restauration	2,76	6,83	2,82	7,49
Autres services	0,89	1,94	0,92	2,24
Gouvernement	48,05	26,05	46,13	22,17
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Note : exprimé en pourcentage du total

**Tableau C-4**  
**Total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur industriel dans le scénario 1**  
**Départ de la force aérienne de l'Italie (ITAF)**

	Labrador		Province de Terre-Neuve et Labrador	
	PIB (%)	Emploi (%)	PIB (%)	Emploi (%)
Agriculture, forêt et pêches	0,13	0,07	0,27	0,29
Exploitation minière, huile et gaz	0,07	0,04	0,06	0,08
Industries manufacturières	0,12	0,02	2,42	2,37
Construction	12,58	19,75	7,25	10,27
Transports et services publics	3,58	0,38	5,20	4,00
Commerce de gros et de détail	2,85	5,95	6,33	4,39
Industries culturelles et de l'information	1,25	0,67	1,69	2,12
Finances, assurances et immobilier	2,88	1,33	3,36	4,58
Professionnel, technique et scientifique	6,56	8,08	6,36	7,00
Services de soutien administratif	24,71	34,06	16,63	20,17
Services éducatifs	0,01	0,01	0,03	0,02
Soins de santé et aide sociale	0,27	0,52	0,31	0,31
Arts, spectacles et services récréatifs	0,03	0,04	0,24	0,21
Hébergement et restauration	2,23	5,35	2,82	2,33
Autres services	0,66	1,46	0,92	0,69
Gouvernement	42,08	21,45	46,13	41,15
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Note : exprimé en pourcentage du total

## Scénario 2 – Départ des unités alliées; fermeture de la Base

Les incidences économiques liées au départ individuel de chaque unité alliée et à la cessation d'activités complète à la Base varient selon l'industrie. Le tableau suivant précise les incidences sur les secteurs et jusqu'à quel point ils seront touchés par le départ des unités alliées et par la cessation d'activités complète à l'Escadre 5 de Goose Bay

Secteur industriel	Labrador		Province de Terre-Neuve et Labrador	
	PIB (%)	Emploi (%)	PIB (%)	Emploi (%)
Agriculture, forêt et pêches	0,11	0,07	0,25	0,29
Exploitation minière, huile et gaz	0,07	0,04	0,08	0,08
Industries manufacturières	0,10	0,02	2,08	2,37
Construction	10,03	19,75	8,12	10,27
Transports et services publics	3,40	0,38	3,75	4,00
Commerce de gros et de détail	4,62	5,95	5,49	4,39
Industries culturelles et de l'information	1,04	0,67	1,83	2,12
Finances, assurances et immobilier	2,45	1,33	3,91	4,58
Professionnel, technique et scientifique	5,44	8,08	5,80	7,00
Services de soutien administratif	20,43	34,06	16,57	20,17
Services éducatifs	0,01	0,01	0,03	0,02
Soins de santé et aide sociale	0,25	0,52	0,28	0,31
Arts, spectacles et services récréatifs	0,03	0,04	0,19	0,21
Hébergement et restauration	2,09	5,35	2,14	2,33
Autres services	0,68	1,46	0,70	0,69
Gouvernement	41,15	21,45	39,31	41,15
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Note : exprimé en pourcentage du total

**Tableau C-6**  
**Total des incidences sur le PIB et l'emploi par secteur industriel dans le scénario 2**  
**Opération de dépollution**

Secteur industriel	Labrador		Province de Terre-Neuve et Labrador	
	GDP (%)	Emploi (%)	GDP (%)	Emploi (%)
Agriculture, forêt et pêches	0,3	0,2	0,4	0,2
Exploitation minière, huile et gaz	0,3	0,1	0,3	0,1
Industries manufacturières	0,2	0,1	4,2	1,8
Construction	43,8	48,0	26,9	33,3
Transports et services publics	1,7	0,9	2,8	2,1
Commerce de gros et de détail	3,0	5,4	3,6	6,6
Industries culturelles et de l'information	1,4	0,7	2,3	1,4
Finances, assurances et immobilier	3,7	1,4	4,9	2,8
Professionnel, technique et scientifique	14,0	15,0	20,7	25,0
Services de soutien administratif	11,8	22,8	9,2	20,0
Services éducatifs	0,0	0,1	0,1	0,2
Soins de santé et aide sociale	0,5	0,9	0,5	0,9
Arts, spectacles et services récréatifs	0,0	0,1	0,3	0,4
Hébergement et restauration	1,5	3,1	1,4	3,4
Autres services	0,7	1,4	0,7	1,7
Gouvernement	16,9	0,0	21,7	0,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Note : exprimé en pourcentage du total

### Scénario 3 – Départ des unités alliées; entretien minimal de la Base

Les incidences économiques liées au départ individuel de chaque unité alliée et à la cessation complète d'activités à la Base varient selon l'industrie. Le tableau suivant indique quels secteurs sont touchés et jusqu'à quel point ils seront touchés par la fermeture partielle de l'Escadre 5 de Goose Bay.

Secteur industriel	Labrador		Province de Terre-Neuve et Labrador	
	PIB (%)	Emploi (%)	PIB (%)	Emploi (%)
Agriculture, forêt et pêches	0,15	0,07	0,29	0,18
Exploitation minière, huile et gaz	0,18	0,00	0,20	0,00
Industries manufacturières	0,12	0,03	2,41	1,04
Construction	23,92	40,65	18,41	33,46
Transports et services publics	6,12	2,10	5,87	3,06
Commerce de gros et de détail	2,53	5,81	4,44	9,11
Industries culturelles et de l'information	1,23	0,70	2,13	1,44
Finances, assurances et immobilier	4,04	2,07	5,95	4,02
Professionnel, technique et scientifique	7,18	9,61	8,34	12,23
Services de soutien administratif	38,61	11,98	29,23	10,14
Services éducatifs	0,01	0,02	0,06	0,08
Soins de santé et aide sociale	0,34	0,74	0,38	0,85
Arts, spectacles et services récréatifs	0,03	0,06	0,21	0,45
Hébergement et restauration	3,20	8,48	3,14	8,95
Autres services	1,09	2,46	1,05	2,64
Gouvernement	11,26	15,23	17,88	12,32
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Note : exprimé en pourcentage du total

**ANNEXE D**  
**DÉPENSES DIRECTES**

## Annexe D – Dépenses directes

### Scénario 1 – Départ individuel de chaque unité alliée

Le tableau D-1 prévoit la ventilation suivante des dépenses par les unités alliées.

<b>Tableau D-1</b>					
<b>Dépenses directes du scénario 1</b>					
<b>Dépenses</b>	<b>RAF</b>	<b>GAF</b>	<b>RNLAF</b>	<b>ITAF</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Budget annuel (salaires)</b>					
Postes militaires (salaires)	1 431 092	2 557 727	1 004 418	935 918	5 929 155
Indemnités de déplacement, postes militaires	164 932	294 776	115 758	107 864	683 331
Employés civils (salaires)	327 577	585 463	229 911	214 231	1 357 183
Indemnités de déplacement, employés civils	118 031	210 951	82 840	77 191	489 012
Employés des fonds non publics (salaires)	0	0	0	0	0
Alliés (postes permanents)	1 778 446	3 178 536	1 248 209	1 163 082	7 368 273
Total partiel	5 606 568	5 729 654	2 681 136	4 490 731	15 826 953
<b>Contrat Serco</b>					
Gestion	1 567 473	1 634 880	518 429	956 397	4 677 178
Approvisionnement	309 302	324 251	229 949	173 780	1 037 282
Assistance météorologique à l'aviation	310 360	325 361	230 736	174 375	1 040 832
Service du contrôle de la circulation aérienne	468 710	491 364	348 461	263 343	1 571 878
Services aériens transitoires	290 837	304 894	216 222	163 406	975 358
Télécommunications	208 340	218 409	154 889	117 055	698 693
Entretien du matériel de communications des terrains d'aviation	401 201	416 740	0	260 324	1 078 265
Protection contre l'incendie	786 226	816 679	0	510 153	2 113 058
Entretien des moyens de transport	392 965	411 957	292 148	220 786	1 317 856
Sécurité	295 242	309 512	219 496	165 881	990 131
Services d'alimentation	1 040 290	1 090 569	773 399	584 483	3 488 742
Cantonnement	68 916	71 586	0	44 717	185 219
Services de concierge	360 116	377 521	267 727	202 330	1 207 695
Gestion de l'environnement technologique	54 954	57 610	40 855	30 876	184 295
Génération électrique	0	0	0	0	0
Alimentation auxiliaire	96 991	101 679	72 108	54 494	325 272
Distribution électrique	134 251	140 740	99 808	75 429	450 228
Systèmes d'égouts fluviaux	145 644	151 286	0	94 503	391 433

Dépenses	RAF	GAF	RNLAF	ITAF	TOTAL
Production et distribution (chauffage central et centrale énergétique) (CHPP)	277 216	290 615	206 095	155 753	929 680
Eau potable	0	0	0	0	0
Ramassage et élimination des déchets solides	46 481	48 727	34 556	26 115	155 879
Construction de bâtiments du génie	623 073	647 206	0	404 289	1 674 568
Entretien de bâtiments du génie	1 458 604	1 515 101	0	946 435	3 920 140
Entretien aéroportuaire et de routes et terrains	665 179	697 328	494 524	373 728	2 230 759
Gestion des déchets dangereux	181 432	188 459	0	117 724	487 615
Total partiel	10 183 803	10 632 473	4 199 403	6 116 378	31 132 058
<b>Contrats CCC</b>					
Service concierge	407 185	484 855	542 533		1 434 573
<b>Construction</b>					
Construction (Serco)	360 278	377 691	267 848	202 421	1 208 239
Construction (CCD)	1 061 473	1 112 776	789 147	596 385	3 559 781
Construction (CCD pour ALFC)	494 348	518 241	367 521	277 748	1 657 858
Total partiel	1 916 099	2 008 708	1 424 516	1 076 554	6 425 877
<b>Contrats</b>					
Carburant, transport aérien	5 294 624	5 830 535	4 429 773	3 008 927	18 563 859
Oxygène liquide	162 607	170 466	120 890	91 360	545 324
Électricité	1 030 658	1 080 472	766 238	579 072	3 456 440
Gaz et carburant	223 987	234 813	166 522	125 846	751 168
Mazout de chauffage	392 997	411 991	292 172	220 804	1 317 963
Paiements en remplacement de l'impôt (en plus de l'impôt du modèle)	243 023	254 769	180 674	136 542	815 008
Mobilier de logement familial	21 641	22 479	0	14 042	58 162
Frais de transport à l'achat	19 696	20 648	14 643	11 066	66 053
Achats des autres ministères	0	0	0	0	0
Déplacement en service commandé (Temp)	150 165	157 423	111 640	84 370	503 598
Services de l'environnement	243 428	252 857	0	157 952	654 237
Dépenses en capital	380 242	394 970	0	246 725	1 021 937
Autres coûts contractuels :	0	0	0	0	0
Communications	4 932	5 170	3 666	2 771	16 539
Services professionnels	1 021 729	1 071 111	759 600	574 055	3 426 495
Location	311 524	326 580	231 601	175 029	1 044 734
Entretien et réparations	1 653 224	1 724 319	546 790	1 008 718	4 933 051
Ravitaillement	837 319	873 327	276 937	510 892	2 498 475

<b>Dépenses</b>	<b>RAF</b>	<b>GAF</b>	<b>RNLAF</b>	<b>ITAF</b>	<b>TOTAL</b>
Divers	856 834	890 022	0	555 968	2 302 824
Total partiel	4 240 820	4 445 787	3 152 820	2 382 691	14 222 118
Total partiel	13 089 67	13 694 729	7 586 910	7 605 460	41 975 867
Total (en millions de dollars)	31 658 889	35 590 072	14 323 305	19 289 123	100 860 390

## Scénario 2 – Départ des unités alliées; fermeture de la Base

Les dépenses directes associées au Scénario 2 sont égales au total des dépenses directes associées à la fermeture du programme d'entraînement et le départ des unités alliées (obtenu dans le scénario 1 ci-dessus), en plus de dépenses additionnelles reliées à la démolition, à l'adaptation de la main-d'oeuvre et à la dépollution environnementale. Le tableau D-2 prévoit la ventilation suivante des salaires et traitements par les unités alliées sous le scénario 2; et les dépenses additionnelles reliées à la démolition, l'adaptation de la main-d'oeuvre et la dépollution environnementale sont montrées au tableau D-4.

<b>Tableau D-2</b>	
<b>Dépenses directes du scénario 2</b>	
<b>Dépenses</b>	<b>Total (\$)</b>
<b>Budget annuel (salaires)</b>	
Salaires, employés militaires	5 929 155
Indemnités de déplacement, employés militaires	683 331
Salaires, employés civils	1 357 183
Indemnités de déplacement, employés civils	489 012
Salaires, employés des fonds non publics	0
Alliés (postes permanents)	7 368 273
Total partiel	15 826 953
<b>Contrat de la Serco</b>	
Gestion	4 677 178
Approvisionnement	1 037 282
Assistance météorologique à l'aviation	1 040 832
Services du contrôle de la circulation aérienne	1 571 878
Services aériens transitoires	975 358
Télécommunications	698 693
Entretien du matériel de communications des terrains d'aviation	1 078 265
Protection contre l'incendie	2 113 058
Entretien des moyens de transport	1 317 856
Sécurité	990 131
Services d'alimentation	3 488 742
Cantonement	185 219
Services de concierge	1 207 695
Gestion de l'environnement technologique	184 295
Génération électrique	0
Alimentation auxiliaire	325 272
Distribution électrique	450 228
Systèmes d'égouts fluviaux	391 433
Production et distribution (chauffage central, centrale énergétique) (CHPP)	929 680
Eau potable	0

<b>Dépenses</b>	<b>Total (\$)</b>
Ramassage et élimination des déchets solides	155 879
Construction de bâtiments du génie	1 674 568
Entretien de bâtiments du génie	3 920 140
Entretien aéroportuaire et entretien de routes et terrains	2 230 759
Gestion des déchets dangereux	487 615
Total partiel	31 132 058
<b>Contrats CCC</b>	
Service concierge	1 434 573
<b>Construction</b>	
Construction (Serco)	1 208 239
Construction (CCD)	3 559 781
Construction (CCD pour ALFC)	1 657 858
Total partiel	6 425 877
<b>Contrats</b>	
Carburant, transport aérien	18 563 859
Oxygène liquide	545 324
Électricité	3 456 440
Gaz et carburant	751 168
Mazout de chauffage	1 317 963
Paiements en remplacement de l'impôt (en plus de l'impôt du modèle)	815 008
Mobilier de logement familial	58 162
Frais de transport à l'achat	66 053
Achats des autres ministères	0
Déplacement temporaire en service commandé	503 598
Services de l'environnement	654 237
Dépenses en capital	1 021 937
Autres coûts contractuels :	0
Communications	16 539
Services professionnels	3 426 495
Location	1 044 734
Entretien et réparations	4 933 051
Ravitaillement	2 498 475
Divers	2 302 824
Total partiel	14 222 118
Total partiel	41 975 867
Total (en millions)	100 860 390

### Scénario 3 – Départ des unités alliées; entretien minimal de la Base

Le tableau D-3 prévoit la ventilation suivante des dépenses par les unités alliées.

<b>Tableau D-3</b>	
<b>Dépenses directes du scénario 3</b>	
<b>Dépenses</b>	<b>Montant (no ou \$)</b>
<b>Emplois</b>	
Militaire	5
Civil (fonds publics)	8
Civil (fonds privés, plein temps)	12
Serco	10
Total	35
<b>Budget annuel (salaires)</b>	
Salaires, employés militaires	315 381 \$
Indemnités de déplacement, employés militaires	36 347 \$
Salaires, employés civils	502 660 \$
Indemnités de déplacement, employés civils	181 116 \$
Total partiel	1 035 504 \$
<b>Contrat de la Serco</b>	
Gestion	668 836 \$
Approvisionnement	148 331 \$
Assistance météorologique à l'aviation	148 839 \$
Télécommunications	99 913 \$
Protection contre l'incendie	302 167 \$
Entretien des moyens de transport	188 453 \$
Sécurité	141 589 \$
Services d'alimentation	348 874 \$
Services de concierge	181 154 \$
Gestion de l'environnement technologique	26 354 \$
Alimentation auxiliaire	16 264 \$
Distribution électrique	22 511 \$
Systèmes d'égouts fluviaux	19 572 \$
Production et distribution (chauffage central, centrale énergétique) (CHPP)	46 484 \$
Ramassage et élimination des déchets solides	15 588 \$
Construction de bâtiments du génie	200 948 \$
Entretien de bâtiments du génie	470 417 \$
Entretien aéroportuaire et entretien de routes et terrains	267 691 \$
Gestion des déchets dangereux	58 514 \$
Total partiel	3 372 500 \$

Dépenses	Montant (no ou \$)
<b>Construction</b>	
Construction (Serco)	172 778 \$
Construction (CCD)	509 049 \$
Construction (CCD pour ALFC)	237 074 \$
Total partiel	918 900 \$
<b>Contrats</b>	
Oxygène liquide	27 266 \$
Électricité	494 271 \$
Gaz et carburant	75 117 \$
Mazout de chauffage	197 694 \$
Paiements en remplacement de l'impôt	122 251 \$
Frais de transport à l'achat	9 908 \$
Déplacement temporaire en service commandé	75 540 \$
Services de l'environnement	98 136 \$
Dépenses en capital	153 291 \$
Communications	2 481 \$
Services professionnels	342 650 \$
Entretien et réparations	739 958 \$
Ravitaillement	249 848 \$
Divers	230 282 \$
Total partiel	1 565 218 \$
Total partiel	2 818 691 \$
Total (en millions)	8 145 596 \$

#### Frais de l'opération de dépollution environnementale

Le tableau D-4 démontre les frais de l'opération de dépollution du scénario 2.

<b>Tableau D-4</b>		
<b>Résumé des frais directs du scénario 2 – opération de dépollution</b>		
<b>(2005 à 2015)</b>		
<b>Marchandise</b>	<b>Dépenses (\$)</b>	<b>Local (%)</b>
Services professionnels	85,2	40
Construction	50,4	80
Autres frais d'immobilisation	23,3	60
Services non spécialisés	35,8	80
Ravitaillement	30,8	50
Divers	14,5	70
<b>Total</b>	<b>240,0</b>	<b>100</b>

Note : Tous les montants sont en millions de dollars de 2002.

Le tableau D-5 démontre les frais de l'opération de dépollution du scénario 3.

<b>Tableau D-5</b>		
<b>Résumé des frais directs du scénario 3 – opération de dépollution</b>		
<b>(2005 à 2015)</b>		
<b>Marchandise</b>	<b>Dépenses (\$)</b>	<b>Local (%)</b>
Services professionnels	76,3	40
Construction	45,1	80
Autres dépenses en immobilisations	20,8	60
Services non spécialisés	32,0	80
Ravitaillement	27,6	50
Divers	13,0	70
<b>Total</b>	<b>215,0</b>	<b>100</b>

Note : Tous les montants sont en millions de dollars de 2002.

Le tableau D-6 démontre le coût de l'électricité pour l'entretien et les services publics des unités alliées et du Canada

**TABLEAU D-6**  
**Coût de l'électricité : Entretien et services publics des unités alliées et du Canada**

Édifices	Description	RAF (\$)	GAF (\$)	RNLAF (\$)	ITAF (\$)	FC (\$)	CIV (\$)	444 (\$)	Total (\$)
371	CHPP	14 426,26	12 126,05	4 606,87	6 468,94	283,50	23 620,66	2 899,43	64 431,70
377	Centre Billy Bishop	351,34	295,32	112,20	157,54	6,90	575,26	70,61	1 569,17
380	Théâtre	463,69	389,76	148,08	207,93	9,11	759,22	93,19	2 070,99
381	Canex/Banque Royale	2 422,74	2 036,44	773,68	1 086,39	47,61	3 966,85	486,93	10 820,64
382	Centre Jeunesse	441,42	371,04	140,96	197,94	8,67	722,75	88,72	1 971,50
388	Chapelle	586,66	493,12	187,34	263,07	11,53	960,56	117,91	2 620,19
394	Entreposage gymnase	6,95	5,85	2,22	3,12	0,14	11,39	1,40	31,06
395	Station de pompage des eaux usées	17,99	15,12	5,74	8,07	0,35	29,45	3,61	80,33
399	Gymnase	1 553,71	1 305,98	496,16	696,71	30,53	2 543,95	312,27	6 939,32
515	Express Mart	1 435,56	1 206,66	458,43	643,72	28,21	2 350,49	288,52	6 411,59
555	Station de pompage des eaux usées	36,00	30,26	11,50	16,14	0,71	58,94	7,24	160,78
560	Salle à manger	4 345,71	3 652,81	1 387,76	1 948,68	85,40	7 115,40	873,41	19 409,17
564	Clinique médicale et dentaire	527,37	443,28	168,41	236,48	10,36	863,48	105,99	2 355,37
595	Station de pompage des eaux usées	6,97	5,86	2,23	3,13	0,14	11,42	1,40	31,14
597	Patinoire extérieure	84,16	70,74	26,87	37,74	1,65	137,79	16,91	375,87
598	Abri de rechange	103,99	87,41	33,21	46,63	2,04	170,27	20,90	464,45
644	CRFM enfants à la clé	99,82	83,91	31,88	44,76	1,96	163,44	20,06	445,83
734	Centre familial de ressources	501,45	421,49	160,13	224,86	9,85	821,04	100,78	2 239,60
851	Poste de relevage Spring Gulch	16,12	13,55	5,15	7,23	0,32	26,40	3,24	72,01
851A	Sécurité Spring Gulch	5,80	4,88	1,85	2,60	0,11	9,50	1,17	25,92
899	Station de pompage des eaux usées	19,73	16,59	6,30	8,85	0,39	32,31	3,97	88,14
1071	Stockage de munitions	915,61	769,62	292,39	410,57	17,99	1 499,17	184,02	4 089,39
1139	Station de pompage des eaux usées	1,74	1,46	0,56	0,78	0,03	2,85	0,35	7,77
	<b>Total IASC</b>	<b>42 201,78</b>	<b>35 472,87</b>	<b>13 476,68</b>	<b>18 923,89</b>	<b>829,33</b>	<b>69 098,59</b>	<b>8 925,82</b>	<b>188 484,97</b>

Note : Édifices à frais partagés 2002-2003

Le tableau D-7 démontre le coût de la vapeur pour l'entretien et les services publics des unités alliées et du Canada

**TABLEAU D-7**  
**Coût de la vapeur : Entretien et services publics des unités alliées et du Canada**

Édifices	Description	RAF (\$)	GAF (\$)	RNLAF (\$)	ITAF (\$)	FC (\$)	CIV (\$)	444 (\$)	Total (\$)
365	Centre Communautaire	5 314,01	4 466,71	1 696,97	2 382,88	104,43	8 700,84	1 068,02	23 733,87
370	Poste de relevage CHPP	389,34	327,26	124,33	174,59	7,65	637,49	78,25	1 738,92
371	CHPP	16 891,89	14 198,54	5 394,24	7 574,57	331,95	27 657,74	3 394,98	75 443,91
377	Centre Billy Bishop	9 464,25	7 955,21	3 022,31	4 243,91	185,99	15 496,18	1 902,15	42 270,00
380	Théâtre	3 418,60	2 873,51	1 091,69	1 532,95	67,18	5 597,40	687,08	15 268,41
381	Canex/Banque Royale	5 963,21	5 012,40	1 904,28	2 673,99	117,19	9 763,79	1 198,50	26 633,35
388	Chapelle	2 545,76	2 139,85	812,96	1 141,56	50,03	4 168,27	511,65	11 370,09
399	Gymnase	7 691,93	6 465,48	2 456,33	3 449,17	151,16	12 594,29	1 545,94	34 354,31
560	Salle à dîner	24 363,24	20 478,62	7 780,13	10 924,83	478,78	39 890,87	4 896,59	108 813,06
564	Clinique médicale et dentaire	9 669,63	8 127,84	3 087,89	4 336,00	190,02	15 832,45	1 943,43	43 187,25
	<b>Total IASC</b>	<b>201 919,41</b>	<b>169 724,13</b>	<b>64 480,74</b>	<b>90 543,59</b>	<b>3 968,05</b>	<b>330 610,35</b>	<b>41 026,29</b>	<b>901 828,56</b>

Note : Édifices à frais partagés 2002-2003

Le tableau D-8 démontre le coût du carburant pour l'entretien et les services publics des unités alliées et du Canada

**TABLEAU D-8**  
**Coût du carburant : Entretien et services publics des unités alliées et du Canada**

Édifices	Description	RAF (\$)	GAF (\$)	RNLAF (\$)	ITAF (\$)	CAF (\$)	CIV (\$)	444 (\$)	Total (\$)
110	CO Ere Serco TC Administration	21,24	40,06	29,26	21,24	46,15	326,92	10,48	495,35
174	Atelier soudage/aviation	95,16	179,49	131,09	95,16	4 793,80	1 464,91	46,97	6 806,58
242	Poste pompage Deluge	875,80	16,93	12,37	875,80	2,75	138,19	4,43	1 926,27
358	Menuiserie/Spare CAP	2 358,69	1 982,61	753,22	1 057,67	11 010,92	3 861,98	474,06	21 499,15
	Total édifices à frais partagés	3 350,89	2 219,09	925,94	2 049,87	15 853,62	5 792,00	535,94	30 727,35
176	Centre énergie-aviation	28,73	54,20	39,59	68,32	8,81	451,18	14,19	665,02
1236	Site émissions radio	81,41	151,68	110,79	80,41	24,68	1 237,90	39,68	1 726,55
1587	Site Gator	48,31	91,11	66,55	48,31	14,82	743,62	23,84	1 036,56
	Total OTA1	158,45	296,99	216,93	197,04	48,31	2 432,70	77,71	3 428,13
43	Édifice APU	54,32	102,40	74,83	54,32	16,73			302,60
1223	TACAN	37,26	51,32	37,49	27,22	8,39			161,68
1239	Site PAR	22,11	41,68	30,46	22,11	6,81			123,17
1252	Édifice APU	77,72	137,27	107,07	77,72	23,94			423,72
1551&1553	Centre météo Melville	95,97	180,92	139,84	95,97	29,56			542,26
	Total OTA2	287,38	513,59	389,69	277,34	85,43			1 553,43
185	Poste de pompage	200,61	168,62	64,06	89,96	3,94	328,46	40,32	895,97
277	Édifice télécom APU	114,90	96,58	36,69	51,52	2,26	188,13	23,09	513,17
325	R&M/Atelier chauffage	2 922,14	2 456,22	933,15	1 310,33	57,42	4 784,54	587,30	13 051,11
345	WEME Section	5 374,38	4 517,45	1 716,25	2 409,95	105,62	8 799,67	1 080,16	24 003,47
355	Auto hobby shop	5 826,25	4 897,28	1 860,55	2 612,58	114,50	9 539,54	1 170,98	26 021,67
388	Chapelle	1 481,38	1 245,18	473,06	664,27	29,11	2 425,52	297,73	6 616,25
644	CRFM enfants à la clé	159,54	134,10	50,95	71,54	3,14	261,22	32,06	712,55
851	Poste de relevage Spring Gulch	240,26	201,95	76,72	107,74	4,72	393,39	48,29	1 073,07
	Total pour IASC	16 079,20	13 515,43	5 134,71	7 210,14	315,98	26 327,08	3 231,64	71 814,19

Note : Édifices à frais partagés 2002-2003

**ANNEXE E**

**LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES**

## Annexe E – Liste des personnes interviewées

Archibald, Gary	Colby Construction
Badcock, Randy	Uncle Sam's
Burden, Buck	A and W
Barrett, George	Boat tours
Barry, Larry	Chaisson Construction
Best, Carol	Commission de développement économique du centre du Labrador
Brown, Herb	Birches Gallery
Campbell, Jock	Campbell Adventure Tours
Conley, Mena	Mulligan's
Cooper, Jack	Blizzard Corporation, Coopers' Minipi Camps
Courage, Jack	JJ's Trucking, Goose Bay Lumber
Dale, Terry	Ministère des Mines et de l'Énergie
Dillon, Robert	Ressources humaines et Développement des compétences
Dillon, Leo	Société Innu de développement
Earle, Philip	Air Labrador
Ford, Randy	Serco, Union des employés de la Défense nationale
Gagnon, Roger	TST Overland Express
Garland, Jim	Office de commercialisation de l'artisanat du Labrador
Giffen, Michelle	Tim Horton's
Goodyear, Jeff	Universal Helicopters
Goudie, Rex	APECA
Hewitt, Andre	Maxwell's
Hickey, Mike	Hickey's Construction
Hynes, Paul	Goose Bay Sports
Lewis, Rick	Lewis Concrete
Morris, George	Boat tours
Michelin, Frank	InnuK Services
Noseworthy, Glen	Glen Corporation
Peck, Dennis	Ville de Happy Valley-Goose Bay
Penney, Ford	Notre Dame Agencies
Pike, Greg	Goose Sales Home Hardware
Pittman, Floyd	All Season Recreation
Pottle, Katherine Baikie	APECA
Randall, Tom	Innu Mikun Airlines
Rumboldt, Agnes	Ministère des Ressources humaines et de l'Emploi
Pye, Joyce	Agricultrice
Rowe, Boyd	Régie de la santé du Labrador
Scaplen, Dave	Labrador Inn
Sheppard, Christina	Shepherd's Real Estate, Laundry & Dry Cleaners
Simms, Bob	College of the North Atlantic
Snelgrove, Paul	Chambre de Commerce du Labrador Nord
Strachan, Ian	Northside Development Corporation
Stroude, Bill	Teamrep Transport Inc.
Stroude, Howard	J & S Busing
Thompson, Jeff	Conseil scolaire du Labrador

Institut pour la surveillance et la recherche environnementales  
Incidences économiques de l'Escadre 5 de Goose Bay sur le Labrador  
et la province de T.-N.-L. selon 3 scénarios  
Happy Valley-Goose Bay, Labrador, Terre-Neuve et Labrador  
Septembre 2004



Wade, Celia  
Warr, Bert  
Watts, Terry  
Woodward, Peter

College of the North Atlantic  
Nor-lab Limited, Warr's Pharmacy  
Terry's Tents and Shoe Repair  
Woodward's Group of Companies